

RALPH SCHOENMAN

L'histoire cachée du sionisme



En annexe : la position de la IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction)
Un article de Léon Trotsky

*L'ouvrage de Ralph Schoenman
est publié avec l'autorisation de « Socialist Action »*

SELIO

Ralph Schoenman

L'histoire cachée du sionisme

(1988)

version anglaise: [The Hidden History of Zionism](#)

sur le site [Marxists' Internet Archive](#)

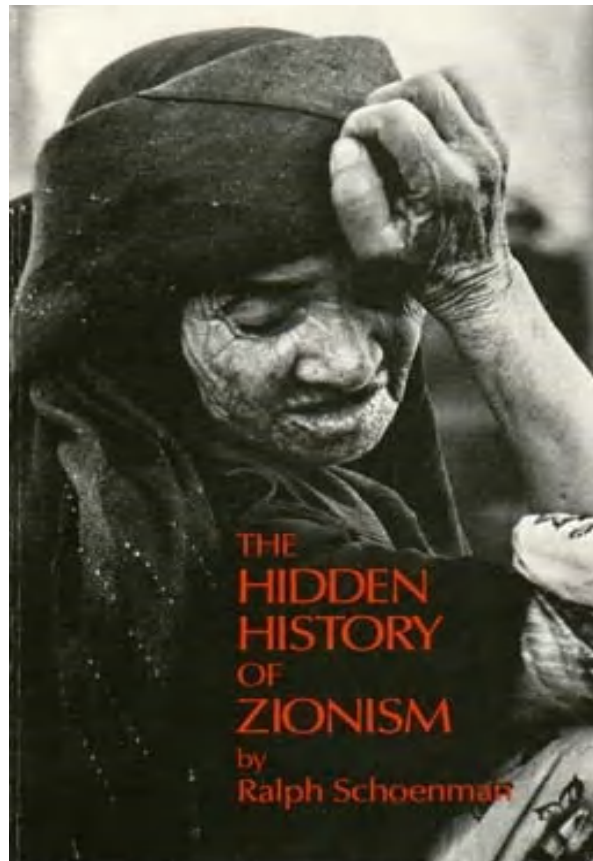


Table des matières

Préface	3
Chapitre 1 - Les quatre mythes	16
Chapitre 2 - Objectifs sionistes	18
Chapitre 3 - Coloniser la Palestine	28
Chapitre 4 - Conséquences tragiques	32
Chapitre 5 - La saisie des terres	41
Chapitre 6 - Le sionisme et les Juifs	47
Chapitre 7 - Le mythe de la sécurité	57
Chapitre 8 – Guerre éclair et massacre	61
Chapitre 9 - La deuxième occupation	68
Chapitre 10 - La prévalence de la torture	74
Chapitre 11 - Les prisons	90
Chapitre 12 - Stratégie de conquête	96
Chapitre 13 - Une stratégie pour la révolution	112
L'Israël de Théodore Herzl (1904) et du rabbin Fischmann (1947)	123

Préface - Le soulèvement

Avec colère, haine et férocité pure, des milliers de jeunes ont lancé des pierres sur leurs occupants israéliens, sans se laisser intimider par les coups de feu qui les ont accueillis. C'était plus que des troubles civils... C'était le début d'une rébellion civile. [1]

C'est ainsi que le correspondant du Jerusalem Post, Hirsh Goodman, a décrit le soulèvement de la jeunesse palestinienne en Cisjordanie et à Gaza à la mi-décembre 1987.

Les remarques de Goodman ont été écrites la veille de la grève générale du 21 décembre 1987 qui a englouti toutes les communautés palestiniennes sous domination israélienne. La révolte a été décrite par le quotidien israélien Ha'aretz comme « une inscription sur notre mur encore plus grave que les émeutes sanglantes des deux dernières semaines ». [2]

Ce jour-là, – a écrit John Kifner dans le New York Times, – la vaste armée d'ouvriers arabes qui servent sur les tables, cueillent des légumes, transportent des ordures, posent des briques et effectuent pratiquement tous les travaux subalternes d'Israël, sont restées chez elles. [3]

La réponse israélienne au soulèvement a été brutale. Le ministre de la Défense Yitzhak Rabin a ordonné l'utilisation de chars, de véhicules blindés et de fusils automatiques contre une population non armée.

Le San Francisco Examiner a cité Rabin comme préconisant ouvertement l'assassinat. « Ils peuvent tirer pour frapper les chefs du désordre », a déclaré Rabin pour défendre la pratique de l'armée d'utiliser des tireurs d'élite avec des fusils de gros calibre .22 pour tirer sans discernement sur les jeunes Palestiniens. [4]

Rabin ordonna des fouilles de maison en maison, d'abord pour les jeunes hommes et plus tard pour tous ceux dont on pourrait donner l'exemple. Le 27 décembre, plus de 2 500 Palestiniens avaient été arrêtés, dont beaucoup n'avaient que douze ans ; à la fin de janvier, le nombre atteignait 4 000 et était en augmentation. [5] Les « militants » étaient marqués pour la déportation. Les prisons de haute sécurité et les centres de détention israéliens débordent. Des procès de masse de Palestiniens étaient en cours.

L'acte de brutalité qui a le plus enflammé la population palestinienne a été la saisie par l'armée des blessés dans les lits d'hôpitaux. Cette pratique, procédure standard tout au long de l'invasion du Liban en 1982, a fait de l'hôpital Shifa à Gaza un centre de résistance. De grandes foules s'amassèrent pour défendre les blessés qu'ils craignaient à juste titre de ne plus jamais revoir.

Les jeunes de Gaza et de Cisjordanie, où des émeutes ont éclaté, – a écrit le correspondant du Jerusalem Post Hirsh Goodman – n'ont reçu aucune formation terroriste et ne sont pas non plus membres d'une organisation terroriste. Ce sont plutôt des membres de cette génération palestinienne qui a grandi en ne connaissant rien d'autre que l'occupation. [6]

On a demandé à la mère d'un Palestinien abattu de trois balles dans la tête par des soldats israéliens si elle laisserait ses fils restants se joindre aux manifestations. "Tant que je serai en

vie", a-t-elle répondu, "je vais apprendre aux jeunes à se battre... Peu m'importe quoi qu'il arrive, tant que nous n'obtenons pas notre terre." [7]

Rashad Shawa'a, maire déchu de Gaza, a exprimé le même sentiment :

« Les jeunes ont perdu l'espoir qu'Israël leur donnera jamais leurs droits. Ils estiment que les pays arabes sont incapables d'accomplir quoi que ce soit. Ils estiment que l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) n'a rien fait. » [8]

Le récit du correspondant du Los Angeles Times, Dan Fisher, est encore plus significatif :

Ce nouveau sentiment d'unité a été l'un des changements les plus frappants pour les observateurs étrangers et les Palestiniens non-Gaza... C'est un phénomène qui s'étend aux divisions précédentes entre jeunes et vieux et entre ceux qui travaillent en Israël et ceux qui le font ne pas. [9]

Force, puissance, coups

Alors que le soulèvement s'intensifiait, le cabinet israélien et le ministre de la Défense Yitzhak Rabin ont mis en œuvre une « punition collective », une tactique caractéristique de l'occupation nazie de la France, du Danemark et de la Yougoslavie. La nourriture, l'eau et les médicaments ont été empêchés d'atteindre les camps de réfugiés palestiniens à Gaza et en Cisjordanie. Le personnel de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a signalé que des enfants qui cherchaient du lait en poudre dans les dépôts de l'ONU avaient reçu des coups de feu et des coups de bâton.

La Casbah, où vivent plus de la moitié des 125 000 habitants de Naplouse, a été bouclée par des barricades en béton et des portes en fer. Qabatiya et le camp de réfugiés voisin de Jénine ont été assiégés. Au moment d'écrire ces lignes, le siège, qui a coupé toute nourriture, eau, carburant et électricité, a duré cinquante-cinq jours.

Un analyste du Jérusalem Post a expliqué la politique de Rabin :

« La première priorité est d'utiliser la force, la force, les coups. [Ceci] est considéré comme plus efficace que la détention... [car] il peut alors reprendre la lapidation des soldats. Mais si les troupes lui cassent la main, il ne pourra pas lancer de pierres.

Le lendemain, les médias d'information rapportaient les coups les plus bestiaux commis par des soldats en Cisjordanie et à Gaza. Le récit de John Kifner était convaincant :

NABLUS, Cisjordanie occupée par Israël, 22 janvier : Les deux mains enfermées dans des plâtres, Imad Omar Abu Rub a expliqué depuis son lit à l'hôpital Rafidiya ce qui s'est passé lorsque l'armée israélienne est arrivée dans le village palestinien de Qabatiya.

"Ils sont entrés dans la maison comme des animaux, en criant", a déclaré l'étudiant de 22 ans à l'université de Bir Zeit. « Ils nous ont emmenés de la maison, nous ont donné des coups de pied dans la tête, nous ont battus, tous les soldats avec leurs crosses de fusil.

Puis il a été emmené sur le chantier de construction d'une maison inachevée où, a-t-il dit, les soldats lui ont mis un seau vide sur la tête. Plusieurs soldats l'ont maintenu au sol, a-t-il dit, lui serrant les bras pour forcer ses mains contre un rocher. Deux autres, a-t-il dit, lui ont frappé les mains avec des longueurs de deux par quatre, brisant les os.

Les blessures sont le produit d'une nouvelle politique officiellement déclarée de l'armée et de la police israéliennes pour tabasser les Palestiniens dans l'espoir de mettre fin à la vague de protestations en Cisjordanie occupée et dans la bande de Gaza qui a commencé début décembre. Au moins trente-huit Palestiniens ont été tués par des tirs israéliens lors des manifestations.

Dans le lit à côté de celui de M. Abu Rub, Hassan Arif Kemal, un lycéen de 17 ans de Qabatiya, a raconté une histoire presque identique. [11]

Les dirigeants travaillistes et du Likoud ont répondu d'une seule voix au tollé mondial suscité par ces pratiques. Le président Chaim Herzog a déclaré : « *L'alternative à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui (...) est entre la suppression de ces émeutes ou leur permettre de se développer en un nouveau Téhéran ou Beyrouth.* » [12]

John Kifner a rapporté dans le New York Times :

Le Premier ministre Yitzhak Shamir et le ministre de la Défense Yitzhak Rabin ont continué à défendre cette politique, les deux hommes affirmant publiquement que le but des passages à tabac était d'instiller la peur de l'armée israélienne chez les Palestiniens.

Shamir a déclaré que les événements avaient « *brisé la barrière de la peur... Notre tâche est de recréer cette barrière et de redonner la peur de la mort aux Arabes de la région* ».

Il a conclu que le soulèvement n'aurait jamais eu lieu « *si les troupes avaient utilisé des armes à feu dès le premier instant* ». [13]

La résistance palestinienne grandit

La rébellion du peuple palestinien de Cisjordanie et de Gaza a englouti chaque village, ville et camp de réfugiés. Des enfants aussi jeunes que huit ans et des personnes âgées de soixante-dix et quatre-vingt ans défient quotidiennement l'armée israélienne. Des populations entières de villages, agitant des drapeaux palestiniens de fortune faits de draps et de tissus, se massent avec défi, chantant et scandant et lançant des pierres sur des soldats tirant des armes automatiques.

Le Grand Soulèvement – l'« Intifada » – est devenu un symbole de la nation palestinienne alors que la répression brutale qui remplissait autrefois le peuple de désespoir alimente maintenant sa détermination et sa volonté, qui englobent la volonté de mourir.

Les représailles israéliennes ont été barbares. La répression s'est déchaînée avec une sauvagerie particulière contre les camps de réfugiés et les vieux quartiers des villes habités par les plus démunis.

En avril 1988, plus de 150 Palestiniens étaient morts. Le gouvernement israélien avait admis l'arrestation de 2 000 personnes, portant le total reconnu à 4 000. Le chiffre réel était bien plus élevé.

Des sources en Cisjordanie et à Gaza ont établi que le nombre de détenus le week-end du 27 mars avait dépassé les 13 000. Bassam Shaka'a, maire destitué de Naplouse, a placé le total détenu uniquement dans un campement de barbelés construit à la hâte à Dhariyah à 10 000.

Dans le camp de Balata à l'extérieur de Naplouse et dans la Casbah – le vieux quartier – 1 000 personnes ont été arrêtées en 48 heures. La découverte de personnes dans des fossés dans les champs – une balle dans le dos ou la tête effondrée – a été signalée dans des villages de Cisjordanie et de Gaza.

Bassam Shaka'a a décrit le déchaînement des unités armées israéliennes :

Quelle que soit la maison que l'on appelle, les récits angoissés de membres de la famille blessés ou arrêtés affluent. Des convois de bus sillonnent les rues de Naplouse suivis de camionnettes du Mossad, la police secrète israélienne. Les unités de l'armée vont de maison en maison en tirant les jeunes de leurs lits à 3 heures du matin. Pendant que les bus se remplissent, les soldats ont violemment frappé les jeunes à la tête, aux tibias, à l'aine et au dos. Des cris emplissent l'air.

Alors que l'armée fait ses rondes pour enlever les jeunes de leurs maisons, les gens se rassemblent à leurs fenêtres et sur les toits des maisons en criant à l'unisson, "Falistin Arabia, Thawra Hatta al Nas'r, Allah Akbar" [Palestine arabe, Révolution jusqu'à la victoire, Dieu est grand]. [13a]

Bassam Shaka'a a décrit les tentatives de l'armée israélienne de semer la panique et la terreur à Naplouse et dans les villages périphériques :

Des flottes d'hélicoptères survolent Naplouse la nuit, larguant un gaz toxique vert dense au-dessus de la ville. L'odeur envahit chaque maison. Les unités armées tirent des cartouches de la substance dans les maisons au hasard. Les médecins de l'hôpital Ittihad ont signalé plusieurs décès et de graves lésions pulmonaires dus à ce produit chimique asphyxiant encore non identifié, totalement distinct des gaz lacrymogènes.

Parmi les victimes figuraient la grand-mère de la famille Da'as et le père centenaire du célèbre avocat de Naplouse Mohammad Irshaid. Des soldats étaient entrés dans la maison à 2 heures du matin, brisant des meubles et tirant une cartouche du gaz vert redouté tout en empêchant la famille de partir.

Deux des enfants, âgés de 9 et 11 ans, ont été emmenés par les soldats dans leurs vêtements de nuit, ont défilé dans les rues avec des grenouilles et ont été battus alors qu'ils étaient forcés par les soldats moqueurs de nettoyer les débris.

Simultanément, l'armée israélienne a pris pour cible les hôpitaux. Des camions de l'armée ont percuté des ambulances et les ont empêchées d'atteindre les maisons de ceux qui étaient submergés par le gaz. Les soldats sont entrés à plusieurs reprises dans l'hôpital Ittihad de Naplouse, arrêtant les blessés et ceux qui attendaient de donner leur sang aux membres de

leur famille. Même le bloc opératoire était envahi pendant que les chirurgiens opéraient les patients.

Des médecins ont été battus et du matériel brisé. Les membres de la famille ont été empêchés d'entrer dans l'hôpital et les voitures des médecins et des infirmières ont été détruites par les soldats.

Pendant ce temps, tout Naplouse était paralysé par une grève totale. Toutes les rues de chaque quartier de la ville étaient sans magasins ouverts ni activité commerciale. Alors que le gaz imprégnait la ville, des cris et des chants remplissaient la nuit.

Les bonbonnes de gaz récupérées par Bassam Shaka'a, Yousef al-Masri [chef de l'hôpital Ittihad] et l'écrivain américain Alfred Lilienthal portent les inscriptions « 560 CS. Laboratoire fédéral. Saltsburg, Pennsylvanie USA MK2 1988. Les biochimistes étudient leurs propriétés au fur et à mesure que les pertes augmentent.

John Kifner a rapporté le 4 avril que « des centaines de réfugiés ont été soignés dans des cliniques des Nations Unies pour inhalation de gaz ». Le 15 avril, Kifner a écrit : « ... du gaz a été jeté à l'intérieur des maisons, des cliniques et des écoles où les effets sont particulièrement graves. [13b]

Son rapport était le premier, après quatre mois d'utilisation de telles armes chimiques, à reconnaître le fait :

« Les médecins de l'agence ont constaté des symptômes qui ne sont pas normalement liés aux gaz lacrymogènes, et l'UNRWA recherche des informations sur le contenu du gaz... pour fournir un antidote... en particulier pour les groupes les plus vulnérables... les femmes enceintes, les très jeunes et les personnes âgées. »

Kifner a rapporté plus tard : "Les avertissements sur les bidons indiquent que le contenu peut être mortel." Partout en Cisjordanie et à Gaza, des cas de fausses couches, de saignements vaginaux et d'asphyxie se sont produits après l'utilisation du gaz.

Un aperçu de la sauvagerie

L'un des incidents les plus vicieux s'est produit dans la ville de Qalqiya. Des soldats sont entrés dans la maison des ouvriers et ont versé de l'essence dessus, les incendiant. Six ouvriers ont été couverts de flammes. Quatre des victimes ont réussi à se précipiter hors du bâtiment et se sont roulées au sol, arrachant leurs vêtements. Deux ont été gravement brûlés et sont dans un état critique.

Le 20 février, deux jeunes ont été arrêtés à Khan Yunis, sauvagement battus et emmenés sur la plage où ils ont été enterrés vivants sous le sable. Après le départ des soldats, les villageois ont réussi à les déterrer.

Les articles de la presse de l'establishment donnent un aperçu de l'ampleur de la brutalité israélienne. Le récit d'un soldat rapporté dans le journal israélien Hadashot a été cité dans Newsweek :

« Nous avons reçu l'ordre de frapper à chaque porte, d'entrer et de sortir tous les mâles. Les plus jeunes, nous les avons alignés face contre le mur, et les soldats les ont battus avec des matraques. Ce n'était pas une initiative privée. C'étaient les ordres de notre commandant de compagnie. » [13c]

Les récits montrent clairement que les protestations israéliennes concernant les excès de soldats individuels sont manifestement fausses. Newsweek a révélé :

« Armés de matraques en bois de 30 pouces et exhortés par leur Premier ministre à « remettre la peur chez les Arabes », les soldats israéliens tabassent méthodiquement les Palestiniens depuis début janvier, brisant délibérément des os et faisant perdre connaissance aux prisonniers. Les victimes comprenaient non seulement des jeunes hommes... mais aussi des femmes. La plupart des blessés ont fui les hôpitaux par crainte d'être arrêtés.

L'évitement des hôpitaux par les blessés a empêché des rapports précis sur la vaste échelle des coups sauvages et des décès de ceux qui les ont endurés. Mais une indication a été fournie dans les rapports de l'équipe médicale inspectant les blessés dans les hôpitaux au début de février 1988. Le Dr Jennifer Leaning, membre du corps professoral de la Harvard Medical School et spécialiste en traumatologie, a rapporté ses conclusions : « Il existe un schéma systématique d'une blessure au membre qui est clairement organisée pour provoquer des fractures ... un motif cohérent de fractures osseuses sur le dos de la main et au milieu de l'avant-bras qui ... proviennent de la tenue de la main ou du bras en place et de l'application d'un coup violent à l'os. » [13d]

Le Dr Leaning et l'équipe de Physicians for Human Rights ont voyagé à travers la Cisjordanie et Gaza. Ils ont conclu : « C'est un modèle qui est contrôlé. Un modèle systématique sur une vaste zone géographique. C'est comme s'ils avaient été instruits.

Le récit du Dr Leaning sur les nouveaux patients amenés à l'hôpital Shifa à Gaza est convaincant :

Ils avaient l'air d'avoir été mutilés. Ce qui est impressionnant, c'est le nombre de fractures par patient. Ces patients ont l'air d'avoir été passés dans une essoreuse de machine à laver. Ils auraient dû les retenir et continuer à les battre.

Des cas répétés de jeunes hommes abattus délibérément dans les testicules ont été signalés à l'hôpital Shifa à Gaza et à l'hôpital Makassad à Jérusalem-Est. Des soldats ont versé de l'eau bouillante sur un bébé de 2 ans, la rendant catatonique.

"Réprimer les protestations"

Le correspondant du New York Times, John Kifner, a qualifié les rafles systématiques de « fait partie d'une série de nouvelles mesures strictes, y compris des sanctions économiques et des punitions collectives, que l'armée israélienne et d'autres responsables imposent dans l'espoir de réprimer les manifestations, qui sont devenues un mouvement de plus en plus organisé. Mouvement de masse palestinien en Cisjordanie occupée et dans la bande de Gaza. [13e]

Les nouvelles ordonnances de l'armée autorisent la détention sans inculpation ni procès spécifiques, même devant les tribunaux militaires. De plus, selon le New York Times du 23 mars, « les nouvelles procédures suppriment le contrôle judiciaire des peines de détention administrative et permettent aux commandants locaux d'ordonner les arrestations ».

Immédiatement après l'ordre, des personnes ont été capturées pendant la nuit dans plus d'une douzaine de districts de réfugiés, de villages et de villes de Cisjordanie et de Gaza.

Le ministre israélien de la Défense Yitzhak Rabin a annoncé que les civils israéliens ont la même autorité que les soldats pour tirer. Il a ajouté que les soldats n'ont pas besoin de tirer des coups de semonce avant de tirer sur des Palestiniens. [13f] Newsweek était plus explicite : « Le décret signifiait que les soldats israéliens pouvaient tirer pour tuer des jeunes Palestiniens... Yitzhak Rabin [était] effectivement suppléant des colons. [13g] La décision, selon Newsweek, « ouvrirait les vannes de la frustration refoulée des 60 000 colons [sic] ». Il ne fallut pas longtemps avant qu'une attaque ne se produise. Le 6 avril, des colons se livrant à une provocation claire ont abattu de sang-froid un Palestinien travaillant dans son champ à l'extérieur du village de Beita. L'attention s'est toutefois portée sur la mort de Tirza Porat, une jeune fille de 15 ans parmi le groupe. Les colons ont rapporté que Tirza Porat avait été lapidée à mort par les villageois palestiniens, mais un rapport d'autopsie de l'armée a révélé qu'elle avait reçu une balle dans la tête par le partisan de Kahane agissant comme sa garde nominale. [Le rabbin Meir Kahane est le fondateur de la Ligue de défense juive.]

Malgré le rapport d'autopsie, le Premier ministre Yitzhak Shamir a profité de l'occasion pour jurer que les Palestiniens "seraient écrasés comme des sauterelles... têtes brisées contre les rochers et les murs". [13h]

Dans le village de Beita, théâtre de l'incident, trente maisons ont été dynamitées. Le nombre de maisons détruites a été confirmé par Hamdi Faraj, un célèbre journaliste palestinien.

Des formes d'autonomie gouvernementale émergent

Le récent soulèvement palestinien a fait plus pour défier le contrôle israélien qu'il n'avait été réalisé en vingt ans. Toute l'infrastructure de la domination israélienne s'est effondrée. Les espions demandent pardon, confessent leurs actes et dénoncent l'appareil de contrôle. Les policiers démissionnent.

Les ligues villageoises, organisations israéliennes de collaborateurs, se sont effondrées. Le Los Angeles Times rapporte que les défis du « Leadership national unifié du soulèvement » ont conduit à la démission des conseils municipaux, de village et de ville.

Avant le soulèvement, 20 000 Palestiniens travaillaient sous le contrôle de l'armée et de la police israéliennes, fournissant des services à la Cisjordanie et à Gaza. Ils étaient enseignants, commis et administrateurs. La plupart ont démissionné.

De plus en plus, des formes d'autonomie gouvernementale émergent en Cisjordanie et à Gaza. Les Israéliens ferment les écoles ; la résistance organise des classes. Les Israéliens ordonnent l'ouverture des magasins ; la résistance les maintient fermés. Les Israéliens ferment les magasins ; la résistance les ouvre.

La Cisjordanie et Gaza sont piégés dans ce que Newsweek appelle une « configuration coloniale ». Newsweek cite le démographe israélien Meron Benvenisti, l'ancien maire adjoint de Jérusalem, comme suit : « Les territoires occupés sont devenus une source de main-d'œuvre bon marché et un marché captif pour les produits israéliens. [13i]

L'excédent commercial d'Israël avec la Cisjordanie et Gaza, révèle Benvenisti, est de 500 millions de dollars par an. Le gouvernement prélève 80 millions de dollars supplémentaires par an en impôts en plus de ce qu'il fournit en services sociaux maigres. Les territoires importent pour 780 millions de dollars par an de produits israéliens à des prix élevés.

Mais le soulèvement a tout changé. Newsweek déclare :

« Les Palestiniens ont leurs propres armes économiques. Des milliers de travailleurs arabes avaient depuis longtemps quitté leur emploi dans les fermes, les usines et les chantiers de construction israéliens. Les acheteurs palestiniens ont réduit leurs achats de produits israéliens. Les commerçants arabes et les professionnels indépendants ont porté un coup plus direct à l'occupation ; ils ont refusé de payer les impôts israéliens sur le revenu et les impôts commerciaux. »

Ainsi, comme le reconnaît Newsweek, l'épée économique a coupé dans deux directions. L'industrie de la construction d'Israël, qui a attiré 42 % de sa main-d'œuvre dans les territoires occupés « a été entravée par les débrayages arabes ». Les hôtels de Jérusalem signalent une forte baisse des réservations au printemps.

Le ministre israélien de l'Économie, Gad Yaacobi, a estimé que les trois premiers mois des « émeutes » ont coûté à l'économie israélienne « au moins 300 millions de dollars », soit 10 % de l'aide américaine pour une année complète.

« Zones libérées »

Aucun répit n'est à attendre pour Israël. Les villages de Cisjordanie et de Gaza ont répondu avec défi à l'assaut barbare d'Israël, se déclarant « zones libérées », barricadant leurs rues et arborant le drapeau palestinien.

Newsweek rapporte : « Leurs protestations sont adroitement coordonnées grâce à des tracts publiés par le mystérieux Commandement national unifié du soulèvement. Leurs tracts sont la loi du pays. [13j]

Malgré la répression massive, le moral des Palestiniens n'a jamais été aussi élevé. Cet esprit est peut-être le facteur qui préoccupe le plus l'État israélien. Le Premier ministre Yitzhak Shamir a déclaré à la télévision israélienne :

« Les gens qui jettent des pierres, les incitateurs, les meneurs, ils sont aujourd'hui dans une situation d'euphorie, de grand enthousiasme. Ils pensent qu'ils sont les vainqueurs. »

Le rédacteur en chef du « Jerusalem Post » Yehudi Litani pour le Moyen-Orient a rapporté que « les forces de sécurité [israéliennes] estiment que l'armée a maintenant détenu la majorité de ceux qui tirent maintenant les ficelles du soulèvement » - et pourtant le soulèvement

continue, les tracts continuent d'apparaître, et une humeur proche de la panique s'installe parmi les dirigeants israéliens.

Le 30 mars, Jour de la Terre – le jour où les Palestiniens à l'intérieur de l'Israël d'avant 1967 protestent contre la confiscation de leurs terres – une grève générale des Palestiniens à l'intérieur des frontières d'avant 1967 a été déclenchée. Cette action a renouvelé une grève générale en soutien au soulèvement qui a eu lieu pour la première fois le 21 décembre 1987.

La direction nationale unifiée du soulèvement dans les territoires occupés a appelé à « d'énormes manifestations contre l'armée et les colons » pour coïncider avec la grève générale.

Pour la première fois depuis 1948, les Palestiniens de tout le Liban – rejoints par les Libanais à Sidon, Beyrouth et dans d'autres villes – ont également organisé leurs propres manifestations et grève générale en solidarité avec le soulèvement. Le soulèvement a galvanisé non seulement les Arabes israéliens, mais les Palestiniens de la diaspora. La participation des Palestiniens du Liban et de milliers de Libanais eux-mêmes s'est fait sentir dans tout le monde arabe.

Cette nouvelle phase de la révolution palestinienne n'a pas échappé aux autorités israéliennes. Dans une tentative de contrer la coordination entre les Palestiniens à l'intérieur de la « Ligne verte » [frontières d'avant 1967] et les Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza, les Israéliens ont complètement « bouclé » la Cisjordanie et Gaza.

« Depuis que l'Intifada [le soulèvement] a lieu à la fois en Cisjordanie et en Israël », a déclaré une source militaire de haut rang, « nous avons décidé de séparer les deux et d'empêcher le désordre public à grande échelle ». [13k]

"Nous voulons signaler très clairement que nous n'allons pas hésiter à utiliser toutes les mesures nécessaires", a déclaré le ministre de la Défense Rabin.

Ariel Sharon, ancien ministre de la Défense et actuel ministre du Commerce, a annoncé que le soulèvement "conduirait inévitablement à une guerre avec les États arabes et à l'expulsion nécessaire des Arabes de Cisjordanie, de Gaza et de Galilée". [13]

Mais les Palestiniens, qui entrent dans leur 40e année d'occupation depuis la fondation de l'État israélien, n'ont pas été découragés. La « guerre révolutionnaire » du peuple palestinien recrute les cœurs et les esprits des jeunes dans chaque pays arabe et dans les capitales du monde entier.

Cet esprit a été pleinement capturé dans une lettre écrite par des membres de la résistance clandestine palestinienne en Cisjordanie occupée par Israël lors d'un rassemblement à Paris, France, le 3 mars 1988, organisé par un comité ad hoc de partisans des droits de l'homme palestiniens. Leur lettre indique en partie :

« Chers amis,

« Nous vous envoyons cette lettre de l'intérieur de notre terre bien-aimée – Notre terre d'honneur, de dignité, de courage et de défi – de notre Palestine, de Jérusalem, la ville sacrée.

Nous vous adressons cette lettre au nom de notre peuple, un peuple patient qui se tient debout aujourd'hui et mène un combat sans précédent dans toute notre histoire.

Nous voulons que vous sachiez que le peuple palestinien n'a pas été vaincu. Ils sont vivants. Ils luttent. Ils disent qu'ils n'accepteront pas l'humiliation et la soumission.

La confiance de notre peuple dans la légitimité de sa lutte est immense. Et notre peuple sait que sa victoire est certaine, quels que soient les sacrifices, quel que soit le prix à payer.

Aujourd'hui, notre peuple souffre. Ils versent leur sang pour gagner leur liberté, leur dignité et leur honneur ; leur droit de déterminer leur propre destin ; leur droit de vivre dans leur patrie et de construire un État libre, démocratique et souverain dans toute la Palestine.

À tous les hommes et femmes libres, à tous nos camarades, nous disons ceci :

Le peuple palestinien est victime depuis de nombreuses décennies d'un complot international – d'attaques vicieuses – visant à l'exiler et à le chasser des terres sur lesquelles il vit depuis des siècles.

Nous avons été expulsés de nos terres – des terres qui ont maintenant été colonisées par des étrangers conformément aux objectifs du colonialisme et de l'impérialisme. Ce règlement a été imposé par les lois d'oppression promues par les nations occidentales et les régimes totalitaires de l'Est. Ces lois oppressives sont aussi celles du sionisme international.

Nous avons été soumis à la terreur, aux assassinats et à la torture. Aujourd'hui, nous sommes privés de nos droits les plus élémentaires et légitimes. « Ils ont voulu faire de nous un peuple exilé, destiné définitivement aux camps de réfugiés. Ils ont voulu nous détruire physiquement et nous éliminer.

À travers les guerres de 1948 et 1967, ils ont occupé toute la Palestine. Mais ils ont oublié qu'en occupant toute la Palestine, ils ont également unifié l'ensemble du peuple palestinien dans sa lutte contre l'oppression.

C'est ce qui se passe aujourd'hui alors que les enfants, les personnes âgées, les femmes et les jeunes se sont levés comme une seule personne, sans armes, pour faire face à la machine militaire du sionisme et de l'impérialisme - pour faire face à la violence des fusils, des matraques, les enlèvements et les assassinats.

Nos armes viennent de notre patrie. Ce sont les pierres avec lesquelles notre peuple a construit un mur pour défendre ses combattants et la Révolution.

Chers amis : Vous devez savoir ce qui se passe dans notre patrie. Il y a deux semaines, les forces d'occupation ont enterré vivants huit jeunes Palestiniens après les avoir sauvagement battus et leur avoir cassé les membres. Quatre d'entre eux ont été sauvés par le peuple ; les quatre autres n'ont jamais été retrouvés.

Il y a trois jours, les forces militaires israéliennes ont largué trois jeunes Palestiniens vivants d'un hélicoptère volant à haute altitude. L'un des jeunes n'avait que 13 ans.

C'est ce qu'ils font actuellement à notre peuple.

Chers amis : Nous voulons que vous sachiez que nous rejetons toutes les soi-disant solutions et projets de paix que certains voudraient nous imposer à travers les conférences internationales. Nous voulons que vous sachiez que nous nous engageons à poursuivre notre révolution jusqu'à la libération totale de toute la Palestine, jusqu'à l'établissement d'un État démocratique et libre dans lequel tous les hommes et femmes libres, d'où qu'ils soient, soient invités à vivre ainsi tant qu'ils acceptent de vivre avec nous d'égal à égal sur notre terre de Palestine.

Nous ne sommes plus à genoux. Nous sommes debout. Nous ne céderons pas. Nous pensons qu'il est légitime pour nous d'exiger aide et assistance des peuples du monde entier qui luttent pour la liberté de tous les peuples opprimés.

Nous vous demandons non seulement de vous exprimer en faveur de notre lutte dans vos discours et protestations, mais d'exiger que vos gouvernements prennent clairement position contre les méthodes répressives et criminelles du sionisme. Nous demandons votre soutien moral et matériel à notre peuple palestinien, qui lutte pour obtenir sa victoire finale.

Le peuple palestinien s'est soulevé, ses aspirations à l'émancipation attisant les masses paupérisées dans tous les pays de l'Orient arabe. Réduits à la misère par des régimes corrompus et vendeurs de pays, les peuples égyptien, jordanien et saoudien ont commencé à répondre à l'exemple extraordinaire que leur a donné le peuple palestinien.

Peut-être plus important encore, un rapport détaillé de Robert S. Greenberger dans le Wall Street Journal décrit l'effet profond de l'Intifada sur les masses juives elles-mêmes, notamment les Juifs arabes ou sépharades.

Aujourd'hui près de 70 % de la population juive d'Israël, leurs sentiments sont en train de changer. Contrairement à des personnalités enragées du Likoud [le parti au pouvoir en Israël] telles que Reuven Rivlin, qui déclamaient de façon inquiétante : « Je crois que Dieu est juif. Je crois que le problème démographique sera résolu », les Juifs séfarades réagissent différemment :

Les émeutes ont brisé le mythe perpétué par le fondateur du Likoud Menahem Begin et son successeur le Premier ministre Yitzhak Shamir... Les Sépharades réclament des services sociaux et veulent combler le fossé entre l'idéologie et les solutions pratiques au conflit israélo-arabe... Ils s'en soucient plus sur les emplois, le logement et l'éducation que de rester fidèle à un Israël territorialement inviolé. [13m]

Henoah Smith, un sondeur américain, réfléchissant au nouveau « défi » des Sépharades, note : « Cette année, pour la première fois, ils représenteront 51 % des votants. »

Comme l'atteste la lettre de la clandestinité, le peuple palestinien, auto-activé et de plus en plus confiant dans le pouvoir de la lutte de masse, exige « l'aide et l'assistance des personnes du monde entier qui luttent pour la liberté de tous les peuples opprimés ».

Ce message commence à atteindre les Juifs israéliens. Le jour se lève où eux aussi chercheront un avenir libre d'un État sioniste qui a combiné l'assujettissement du peuple palestinien à l'exploitation des pauvres juifs.

Ce livre cherche à découvrir l'histoire cachée du sionisme, un mouvement enraciné dans l'idéologie de l'oppression raciste des Juifs et des sujets coloniaux. Il a été écrit en prévision de ce jour où le dévouement et la ferveur du peuple palestinien, si longtemps persécuté et opprimé, parleront aux Juifs, leur rappelant leur propre histoire douloureuse, avec un programme pour une Palestine dans laquelle les victimes, passées et le présent, créeront ensemble l'Intifada du futur et renverseront un État fondé sur l'oppression, la torture, l'expulsion, l'expansion et la guerre sans fin.

Notes

1. Dan Fisher, Los Angeles Times, 20 décembre 1987.
2. Idem.
3. John Kifner, New York Times, 22 décembre 1987.
4. San Francisco Examiner, 23 décembre 1987.
5. Témoignage de première main à l'auteur du camp de Dheisheh.
6. Dan Fisher, Los Angeles Times, 20 décembre 1987.
7. John Kifner, New York Times, 21 décembre 1987.
8. Dan Fisher, Los Angeles Times, 23 décembre 1987.
9. Dan Fisher, Los Angeles Times, 20 décembre 1987.
10. New York Times, 21 janvier 1988.
11. John Kifner, New York Times, 23 janvier 1988.
12. John Kifner, New York Times, 27 janvier 1988.
13. Idem.
- 13a. Bassam Shaka'a : Conversations téléphoniques avec l'auteur du 5 février 1988 au 13 mars 1988.
- 13b. John Kifner, New York Times, 4 et 15 avril 1988.
- 13c. Newsweek, « A Soldier's Account », 8 février 1988.
- 13d. New York Times, 14 février 1988.
- 13e. John Kifner, New York Times, 21 février 1988.
- 13f. Los Angeles Times, 23 mars 1988.
- 13g. Newsweek, 4 avril 1988.
- 13h. New York Times, 1er avril 1988.
- 13i. Newsweek, 28 mars 1988.

13j. Idem.

13k. Los Angeles Times, 29 mars 1988.

13l. New York Times, 1er avril 1988.

13m. Le Wall Street Journal, 8 avril 1988.

Chapitre 1 - Les quatre mythes

Ce n'est pas par hasard que lorsque quelqu'un tente d'examiner la nature du sionisme – ses origines, son histoire et sa dynamique – il rencontre des gens qui le terrorisent ou le menacent. Tout récemment, après avoir évoqué une réunion sur le sort du peuple palestinien lors d'une interview sur KPFK, une station de radio de Los Angeles, les organisateurs de la réunion publique ont été inondés d'alertes à la bombe émanant d'appelants anonymes.

Il n'est pas non plus facile aux États-Unis ou en Europe occidentale de diffuser des informations sur la nature du sionisme ou d'analyser les événements spécifiques qui dénotent le sionisme en tant que mouvement politique. Même l'annonce sur les campus universitaires de forums ou de réunions autorisés sur le sujet engendre invariablement une campagne destinée à clore la discussion. Les affiches sont arrachées aussi vite qu'elles sont posées. Les réunions sont emballées par des escouades volantes de jeunes sionistes qui cherchent à les briser. Des tables de littérature sont vandalisées et des tracts et articles paraissent accusant le locuteur d'antisémitisme ou, dans le cas de ceux d'origine juive, de haine de soi.

La vindicte et la calomnie sont si universellement infligées aux antisionistes parce que la disparité entre la fiction officielle sur le sionisme et l'État israélien, d'une part, et la pratique barbare de cette idéologie coloniale et de cet appareil coercitif, d'autre part, est si vaste. Les gens sont sous le choc lorsqu'ils ont l'occasion d'entendre ou de lire sur le siècle de persécutions subies par les Palestiniens, et, par conséquent, les apologistes du sionisme cherchent sans relâche à empêcher un examen cohérent et impartial du bilan virulent et chauvin des sionistes, mouvement et de l'État qui en incarne les valeurs.

L'ironie de ceci est que lorsque nous étudions ce que les sionistes ont écrit et dit - en particulier lorsqu'ils s'adressent à eux-mêmes - aucun doute ne subsiste sur ce qu'ils ont fait ou sur leur place dans l'échiquier politique, datant du dernier quart du XIXe siècle à aujourd'hui.

Quatre mythes dominants ont façonné la conscience de la plupart des gens dans notre société sur le sionisme.

Le premier est celui d'« Une terre sans peuple pour un peuple sans terre ». Ce mythe a été assidûment cultivé par les premiers sionistes pour promouvoir la fiction selon laquelle la Palestine était un endroit éloigné et désolé prêt à être pris. Cette revendication a été rapidement suivie par le déni de l'identité palestinienne, de la nationalité ou du droit légitime à la terre sur laquelle le peuple palestinien a vécu tout au long de son histoire enregistrée.

Le second est le mythe de la démocratie israélienne. D'innombrables articles de journaux ou références télévisées à l'État d'Israël sont suivis de l'affirmation qu'il s'agit de la seule « vraie » démocratie au Moyen-Orient. En fait, Israël est aussi démocratique que l'État d'apartheid d'Afrique du Sud. La liberté civile, une procédure régulière et les droits de l'homme les plus fondamentaux sont refusés par la loi à ceux qui ne répondent pas aux critères raciaux et religieux.

Le troisième mythe est celui de la « sécurité » comme moteur de la politique étrangère israélienne. Les sionistes soutiennent que leur État doit être la quatrième puissance militaire

du monde parce qu'Israël a été contraint de se défendre contre la menace imminente des masses arabes primitives et haineuses que l'on vient de tomber des arbres.

Le quatrième mythe est celui du sionisme comme légataire moral des victimes de l'Holocauste. C'est à la fois le plus répandu et le plus insidieux des mythes sur le sionisme. Les idéologues du mouvement sioniste se sont enveloppés dans le linceul collectif des six millions de Juifs qui ont été victimes des massacres nazis. L'ironie amère et cruelle de cette fausse affirmation est que le mouvement sioniste lui-même a activement collaboré avec le nazisme dès sa création.

Pour la plupart des gens, il semble anormal que le mouvement sioniste, qui invoque à jamais l'horreur de l'Holocauste, ait collaboré activement avec l'ennemi le plus vicieux jamais affronté par les Juifs. Le dossier, cependant, révèle non seulement des intérêts communs, mais une profonde affinité idéologique enracinée dans l'extrême chauvinisme qu'ils partagent.

Chapitre 2 - Objectifs sionistes

L'objectif du sionisme n'a jamais été simplement de coloniser la Palestine – comme ce fut le but des mouvements coloniaux et impériaux classiques au cours des 19e et 20e siècles. La conception du colonialisme européen en Afrique et en Asie était, essentiellement, d'exploiter les peuples autochtones comme main-d'œuvre bon marché tout en extrayant des ressources naturelles pour un profit exorbitant.

Ce qui distingue le sionisme des autres mouvements coloniaux, c'est la relation entre les colons et le peuple à conquérir. Le but avoué du mouvement sioniste n'était pas seulement d'exploiter le peuple palestinien mais de le disperser et de le déposséder. L'intention était de remplacer la population indigène par une nouvelle communauté de colons, d'éradiquer les agriculteurs, les artisans et les citoyens de Palestine et de substituer une main-d'œuvre entièrement nouvelle composée de la population de colons.

En niant l'existence du peuple palestinien, le sionisme a cherché à créer le climat politique pour son retrait, non seulement de sa terre mais de l'histoire. Une fois reconnus, les Palestiniens ont été réinventés comme un reste semi-sauvage et nomade. Les documents historiques ont été falsifiés – une procédure commencée au cours du dernier quart du XIXe siècle mais qui se poursuit encore aujourd'hui dans des écrits pseudo-historiques tels que *From Time Immemorial* de Joan Peters.

Le mouvement sioniste chercherait des sponsors impériaux alternatifs pour cette entreprise sanglante ; parmi eux l'Empire ottoman, l'Allemagne impériale, le Raj britannique, le colonialisme français et la Russie tsariste. Les plans sionistes pour le peuple palestinien prévoyaient la solution ottomane pour les Arméniens, qui seraient massacrés lors du premier génocide soutenu du 20e siècle.

Plans sionistes pour le peuple palestinien

Dès sa création, le mouvement sioniste a cherché à « l'armérianisation » du peuple palestinien. Comme les Amérindiens, les Palestiniens étaient considérés comme « un peuple de trop ». La logique était l'élimination ; le bilan devait être celui d'un génocide.

Ce n'était pas moins vrai du mouvement sioniste travailliste, qui cherchait à donner une patine « socialiste » à l'entreprise coloniale. L'un des principaux théoriciens du sionisme travailliste, fondateur du parti sioniste Ha'Poel Ha'Tzair (Le jeune travailleur) et partisan de Poale Zion (Les travailleurs de Sion), était Aaron David Gordon.

Walter Laqueur reconnaît dans son *Histoire du sionisme* que « AD Gordon et ses camarades voulaient que chaque arbre et chaque buisson soient plantés par des « pionniers » juifs. » [14]

Gordon a inventé le slogan « conquête du travail » [Kibbush avodah]. Il a appelé les capitalistes juifs et les directeurs des plantations Rothschild, qui avaient obtenu des terres de propriétaires turcs absents au-dessus de la tête du peuple palestinien, « à embaucher des Juifs et uniquement des Juifs ». Il organisa des boycotts de toute entreprise sioniste qui n'employait pas exclusivement des Juifs, et prépara des grèves contre les colons Rothschild, qui

permettaient aux paysans arabes de faire du métayage ou de travailler, même comme main-d'œuvre bon marché.

Ainsi, les « sionistes travaillistes » employèrent les méthodes du mouvement ouvrier pour empêcher l'utilisation de la main-d'œuvre arabe ; leur objectif n'était pas l'exploitation mais l'usurpation.

Société palestinienne

Il y avait plus d'un millier de villages en Palestine au tournant du XIXe siècle. Jérusalem, Haïfa, Gaza, Jaffa, Naplouse, Acre, Jéricho, Ramle, Hébron et Nazareth étaient des villes florissantes. Les collines étaient minutieusement en terrasses. Des fossés d'irrigation sillonnaient le territoire. Les vergers d'agrumes, les oliveraies et les céréales de Palestine étaient connus dans le monde entier. Le commerce, l'artisanat, le textile, l'artisanat et la production agricole abondent.

Les récits de voyageurs des XVIIIe et XIXe siècles regorgent de données, tout comme les rapports trimestriels savants publiés au XIXe siècle par le British Palestine Exploration Fund.

En fait, c'est précisément la cohésion sociale et la stabilité de la société palestinienne qui ont conduit Lord Palmerston, en 1840, lorsque la Grande-Bretagne avait établi un consulat à Jérusalem, à proposer, avec prévoyance, la fondation d'une colonie de colons juifs européens pour « préserver les intérêts plus larges de l'Empire britannique ». [15]

La société palestinienne, si elle souffrait de la collaboration des propriétaires terriens féodaux [effendi] avec l'Empire ottoman, était néanmoins productive et culturellement diversifiée, avec une paysannerie bien consciente de son rôle social. Les paysans palestiniens et les citadins avaient fait une distinction claire et fortement ressentie entre les Juifs qui vivaient parmi eux et les colons potentiels, datant des années 1820, lorsque les 20 000 Juifs de Jérusalem étaient totalement intégrés et acceptés dans la société palestinienne.

Lorsque les colons de Petah Tikvah ont cherché à chasser les paysans de la terre, en 1886, ils se sont heurtés à une résistance organisée, mais les travailleurs juifs des villages et des communautés voisines n'ont été absolument pas affectés. Lorsque les Arméniens fuyant le génocide turc se sont installés en Palestine, ils ont été bien accueillis. Le génocide a été sinistrement défendu par Vladimir Jabotinsky et d'autres sionistes dans leurs tentatives d'obtenir le soutien de la Turquie.

En fait, jusqu'à la Déclaration Balfour [1917], la réponse palestinienne aux colonies sionistes était imprudemment tolérante. Il n'y avait pas de haine organisée contre les Juifs en Palestine, pas de massacres préparés par le tsar et les antisémites polonais, pas de contrepartie raciste dans la réponse palestinienne aux colons armés (qui ont utilisé la force dans la mesure du possible pour chasser les Palestiniens de la terre). Même les émeutes spontanées, exprimant la rage refoulée des Palestiniens face au vol constant de leurs terres, n'étaient pas dirigées contre les Juifs en tant que tels.

Courtiser la faveur impériale

En 1896, Theodor Herzl a présenté son plan pour amener l'Empire ottoman à accorder la Palestine au mouvement sioniste :

« Supposons que Sa Majesté le Sultan nous donne la Palestine ; nous pourrions, en retour, entreprendre de régler les finances de la Turquie. Nous devrions y former un avant-poste de civilisation par opposition à la barbarie. » [16]

En 1905, le Septième Congrès sioniste mondial dut reconnaître que le peuple palestinien organisait un mouvement politique pour l'indépendance nationale de l'Empire ottoman – une menace non seulement pour la domination turque mais pour les desseins sionistes.

S'exprimant lors de ce congrès, Max Nordau, un éminent dirigeant sioniste, a exposé les préoccupations sionistes :

« Le mouvement qui s'est emparé d'une grande partie du peuple arabe peut facilement prendre une direction qui peut nuire à la Palestine. ... Le gouvernement turc peut se sentir obligé de défendre son règne en Palestine et en Syrie par la force armée. ... Dans ces circonstances, la Turquie peut être convaincue qu'il sera important pour elle d'avoir en Palestine et en Syrie un groupe fort et bien organisé qui ... résistera à toute atteinte à l'autorité du Sultan et défendra son autorité avec toute sa puissance. » [17]

Alors que le Kaiser s'engageait à forger une alliance avec la Turquie dans le cadre de sa lutte avec la Grande-Bretagne et la France pour le contrôle du Moyen-Orient, le mouvement sioniste fit des ouvertures similaires à l'Allemagne impériale. Le Kaiser a mis près de dix ans dans ses relations intermittentes avec la direction sioniste pour formuler un plan pour un État juif sous les auspices ottomans qui aurait pour tâche principale l'éradication de la résistance anticoloniale palestinienne et la sécurisation des intérêts de l'Allemagne impériale dans la région.

En 1914, cependant, l'Organisation sioniste mondiale était déjà bien avancée dans sa tentative parallèle d'enrôler l'Empire britannique pour entreprendre l'éclatement de l'Empire ottoman avec l'aide des sionistes. Chaim Weizmann, qui allait devenir président de l'Organisation sioniste mondiale, a fait une annonce publique importante :

« Nous pouvons raisonnablement dire que si la Palestine tombait dans la sphère d'influence britannique, et si la Grande-Bretagne encourageait la colonisation juive là-bas, en tant que dépendance britannique, nous pourrions avoir dans vingt à trente ans un million de Juifs là-bas, peut-être plus ; ils développeraient le pays, y ramèneraient la civilisation et formeraient une garde très efficace du canal de Suez. » [18]

La déclaration Balfour

Weizmann obtint des Britanniques ce que les dirigeants sionistes avaient demandé simultanément aux gouvernements impériaux ottoman et allemand. Le 2 novembre 1917, la Déclaration Balfour a été publiée.

Il a déclaré notamment :

« Le gouvernement de Sa Majesté envisage avec faveur l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif et fera tout son possible pour faciliter la réalisation de cet objectif. » [19]

Les sionistes étaient cyniques dans la délimitation de leur revendication sur la Palestine. Un instant, ils affirmaient que la Palestine était un terrain vague visité par des nomades occasionnels ; dans le souffle suivant, ils ont proposé de soumettre la population palestinienne même qu'ils avaient tenté de rendre invisible. AD Gordon, lui-même, a déclaré à plusieurs reprises que les Palestiniens qui, selon lui, n'existaient pas, devraient être empêchés, par la force, de cultiver la terre.

Cela s'est traduit par l'expulsion totale des non-juifs de la « patrie » juive. Une description similaire a informé les déclarations des dirigeants britanniques et sionistes dans leurs plans pour la population palestinienne. Au moment de la déclaration Balfour, les armées impériales britanniques avaient occupé la majeure partie de l'Empire ottoman au Moyen-Orient, ayant enrôlé des dirigeants arabes pour combattre les Turcs sous la direction britannique en échange des assurances britanniques d'« autodétermination ».

Alors que les sionistes dans leur propagande insistaient sur le fait que la Palestine n'était pas peuplée, dans leurs relations avec leurs sponsors impériaux, ils ont clairement indiqué que l'assujettissement était à l'ordre du jour et se sont proposés comme instrument.

Les Britanniques ont répondu en nature. La déclaration Balfour contenait également un passage destiné à endormir les chefs féodaux arabes choqués par la trahison de l'Empire britannique en livrant aux sionistes la terre même dans laquelle l'autodétermination arabe avait été promise :

« étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civils et religieux des communautés non juives existantes en Palestine. » [20]

Les Britanniques avaient utilisé pendant des années la direction sioniste pour obtenir le soutien de tous les principaux capitalistes juifs et banques aux États-Unis et en Grande-Bretagne pour leur guerre contre l'Allemagne impériale. Avec Weizmann, ils se préparèrent à utiliser la colonisation sioniste de la Palestine comme instrument de contrôle politique sur la population palestinienne.

La terre sans peuple pour un peuple sans terre était en fait un pays en effervescence contre l'asservissement colonial. L'ancien Premier ministre et ministre des Affaires étrangères Arthur Balfour, lui-même, a été brutalement explicite dans des mémorandums aux yeux des responsables, malgré les paroles en l'air pour la consommation publique sur les « droits civils et religieux des communautés non juives [sic] en Palestine ».

Le sionisme, qu'il soit bon ou mauvais, bon ou mauvais, est enraciné dans les besoins actuels, dans des espoirs futurs d'une portée bien plus profonde que les désirs des plus de 700 000 Arabes qui habitent maintenant cette ancienne terre. [21]

La connexion sud-africaine

Il y a une dimension particulière à cette alliance secrète entre Balfour et la direction sioniste pour trahir les aspirations du peuple palestinien. C'est l'ami proche de Weizmann et futur Premier ministre d'Afrique du Sud, le général Jan Smuts, qui, en tant que délégué sud-africain au Cabinet de guerre britannique pendant la Première Guerre mondiale, a aidé à pousser le gouvernement britannique à adopter la Déclaration Balfour et à s'engager à construire une colonie sioniste sous direction britannique.

Les relations entre le mouvement sioniste et les colons sud-africains avaient évolué plus tôt, tout comme l'amitié entre le général Smuts et Chaim Weizmann. Au tournant du siècle, une importante population juive, principalement de Lituanie, s'était installée en Afrique du Sud. Le mouvement sioniste considérait cette population comme particulièrement sensible aux idées sionistes en raison de son statut de colon déjà établi en Afrique du Sud. Les dirigeants sionistes se sont constamment rendus en Afrique du Sud à la recherche d'un soutien politique et financier.

N. Kirschner, ancien président de la Fédération sioniste sud-africaine, fournit un compte rendu vivant de l'interaction intime entre les dirigeants sionistes et sud-africains, l'identification des sionistes comme Weizmann et Herzl avec la conception sud-africaine d'une population colonisatrice racialement distincte, et la l'importance d'un pacte virtuel entre les deux mouvements. [22]

En identifiant le sionisme à l'idéologie des colons sud-africains, Chaim Weizmann suivait l'admiration initiale exprimée par Theodor Herzl, le fondateur du sionisme politique, pour l'idéologue colonial par excellence, Sir Cecil Rhodes. Herzl a tenté de modeler son propre avenir politique sur les réalisations de Rhodes :

« Naturellement, il y a de grandes différences entre Cecil Rhodes et mon humble moi, les différences personnelles en ma défaveur ; les objectifs sont largement en faveur du mouvement sioniste. » [23]

Herzl a préconisé la dispersion sioniste des Palestiniens en utilisant les méthodes mises au point par Rhodes, et il a exhorté la formation d'un homologue juif à une société à charte coloniale, un amalgame d'exploitation coloniale et entrepreneuriale :

« La Compagnie Juive est en partie calquée sur les lignes d'une grande société d'acquisition. On pourrait l'appeler une Compagnie à charte juive, bien qu'elle ne puisse exercer de pouvoir souverain et qu'elle n'ait d'autres tâches que purement coloniales. » [24]

« Les plus pauvres iront d'abord cultiver la terre. Selon un plan préconçu, ils construiront des routes, des ponts, des voies ferrées et des installations télégraphiques, régleront les rivières et construiront leurs propres habitations ; leur travail créera du commerce, le commerce créera des marchés et les marchés attireront de nouveaux colons. » [25]

En 1934, un groupe important d'investisseurs sud-africains et de grands capitalistes avaient créé Africa-Israel Investments pour acheter des terres en Palestine. La société existe toujours

après 54 ans avec des Sud-Africains comme actionnaires communs, les actifs détenus par la banque israélienne Leumi. [26]

Le mur de fer

La tension entre l'affirmation selon laquelle la terre était vide et la demande que les habitants « inexistantes » soient impitoyablement subjugués était moins aiguë lorsque les sionistes discutaient de stratégie entre eux. La réalité de ce qui était nécessaire pour coloniser la Palestine a pris le pas sur la propagande.

L'un des ancêtres idéologiques du sionisme, Vladimir Jabotinsky, est connu comme le fondateur du « sionisme révisionniste », le courant sioniste qui avait peu de patience avec la façade libérale et socialiste employée par les sionistes « travaillistes ». [Le sionisme révisionniste est représenté aujourd'hui par Menachem Begin et Yitzhak Shamir.]

En 1923, Jabotinsky écrivit « Le Mur de fer », que l'on pourrait qualifier d'essai de référence pour l'ensemble du mouvement sioniste. Il énonça sans détour les prémisses essentielles du sionisme qui avaient, en effet, été énoncées auparavant, sinon avec autant d'éloquence, par Theodor Herzl, Chaim Weizmann et d'autres. Le raisonnement de Jabotinsky a été cité et reflété dans le plaidoyer sioniste ultérieur – de la « gauche » nominale à la soi-disant « droite ». Il a écrit comme suit :

« Il ne peut y avoir de discussion sur une réconciliation volontaire entre nous et les Arabes, ni maintenant, ni dans un avenir prévisible. Toutes les personnes bien intentionnées, à l'exception des aveugles de naissance, ont compris depuis longtemps l'impossibilité totale de parvenir à un accord volontaire avec les Arabes de Palestine pour la transformation de la Palestine d'un pays arabe en un pays à majorité juive. Chacun de vous a une compréhension générale de l'histoire de la colonisation. Essayez de trouver ne serait-ce qu'un exemple où la colonisation d'un pays a eu lieu avec l'accord de la population indigène. Un tel événement ne s'est jamais produit.

Les indigènes lutteront toujours obstinément contre les colons – et c'est tout de même qu'ils soient cultivés ou incultes. Les compagnons d'armes de [Hernan] Cortez ou [Francisco] Pizarro se sont conduits comme des brigands. Les Peaux-Rouges se sont battus avec un ferveur intransigeante contre les colonisateurs méchants et bienveillants. Les indigènes ont lutté parce que n'importe quel type de colonisation n'importe où à n'importe quel moment est inadmissible à n'importe quel peuple autochtone.

Tout autochtone considère son pays comme sa patrie, dont il sera le maître absolu. Ils n'autoriseront jamais volontairement un nouveau maître. C'est ainsi pour les Arabes. Les conciliateurs parmi nous essaient de nous convaincre que les Arabes sont des sortes d'imbéciles qui peuvent être trompés avec des formulations cachées de nos objectifs fondamentaux. Je refuse catégoriquement d'accepter ce point de vue des Arabes palestiniens.

Ils ont la psychologie précise que nous avons. Ils regardent la Palestine avec le même amour instinctif et la même ferveur véritable que n'importe quel Aztèque regardait son Mexique ou n'importe quel Sioux sur sa prairie. Chaque peuple luttera contre les colonisateurs jusqu'à ce que la dernière étincelle d'espoir qu'il puisse éviter les dangers de la conquête et de la

colonisation s'éteigne. Les Palestiniens lutteront de cette manière jusqu'à ce qu'il n'y ait presque plus d'étincelle d'espoir.

Peu importe le genre de mots que nous utilisons pour expliquer notre colonisation. La colonisation a sa propre signification intégrale et incontournable comprise par chaque Juif et par chaque Arabe. La colonisation n'a qu'un seul but. C'est dans la nature des choses. Changer cette nature est impossible. Il a été nécessaire de poursuivre la colonisation contre la volonté des Arabes palestiniens et la même condition existe maintenant.

Même un accord avec des non-Palestiniens représente le même genre de fantasme. Pour que les nationalistes arabes de Bagdad, de La Mecque et de Damas acceptent de payer un prix si grave, ils devraient refuser de maintenir le caractère arabe de la Palestine.

Nous ne pouvons donner aucune compensation pour la Palestine, ni aux Palestiniens ni aux autres Arabes. Par conséquent, un accord volontaire est inconcevable. Toute colonisation, même la plus restreinte, doit se poursuivre au mépris de la volonté de la population indigène. Par conséquent, il ne peut continuer et se développer que sous le bouclier de la force qui comprend un mur de fer à travers lequel la population locale ne pourra jamais percer. C'est notre politique arabe. Le formuler autrement serait de l'hypocrisie.

Que ce soit par la Déclaration Balfour ou le Mandat, la force extérieure est une nécessité pour établir dans le pays des conditions de gouvernement et de défense par lesquelles la population locale, quoi qu'elle le souhaite, sera privée de la possibilité d'entraver notre colonisation, administrativement ou physiquement. . La force doit jouer son rôle – avec force et sans indulgence. En cela, il n'y a pas de différences significatives entre nos militaristes et nos végétariens. On préfère un mur de fer de baïonnettes juives ; l'autre un mur de fer de baïonnettes anglaises.

Au reproche éculé que ce point de vue est contraire à l'éthique, je réponds « absolument faux ». C'est notre éthique. Il n'y a pas d'autre éthique. Tant qu'il y aura la moindre lueur d'espoir pour que les Arabes nous entravent, ils ne vendront pas ces espoirs - pas pour des mots doux ni pour un morceau savoureux, car ce n'est pas une populace mais un peuple, un peuple vivant. Et personne ne fait de concessions aussi énormes sur des questions aussi fatidiques, sauf lorsqu'il n'y a plus d'espoir, jusqu'à ce que nous ayons supprimé toutes les ouvertures visibles dans le mur de fer. [27]

La métaphore du fer

Le thème et l'imagerie du fer et de l'acier coercitifs évoqués par Vladimir Jabotinsky devaient être repris par le mouvement national-socialiste naissant en Allemagne, alors même que Jabotinsky avait, à son tour, été inspiré par Benito Mussolini. L'invocation mystique de la volonté de fer au service de la conquête martiale et chauvine unissait les idéologues sionistes, coloniaux et fascistes. Elle cherchait sa légitimité dans les légendes d'un passé conquérant.

Samson et Dalila de Cecil B. de Mille était plus qu'une romance biblique hollywoodienne sur la perfidie de la femme et la vertu de la force virile. Il porte aussi les valeurs autoritaires du roman dont il est issu, le « Samson » de Vladimir Jabotinsky, qui claironne la nécessité de la force brutale si les Israélites veulent vaincre les Philistins.

« Dois-je donner à notre peuple un message de votre part ? » Samson réfléchit un moment, puis dit lentement : « Le premier mot est fer. Ils doivent avoir du fer. Ils doivent donner tout ce qu'ils ont pour le fer – leur argent et leur blé, leur huile et leur vin et leurs troupeaux, même leurs femmes et leurs filles. Tout pour le fer ! Il n'y a rien au monde de plus précieux que le fer. [28]

Jabotinsky, la sirène d'"un mur de fer à travers lequel la population locale ne peut pas percer" et de "la loi d'airain de chaque mouvement colonisateur... force armée", a trouvé son appel répercuté dans les grandes incursions sionistes contre les peuples victimes au cours des décennies à venir.

L'actuel ministre israélien de la Défense, Yitzhak Rabin, a lancé la guerre de 1967 en tant que chef d'état-major avec « Iron Will ». En tant que Premier ministre en 1975 et 1976, il a déclaré la politique de Hayad Barzel, la « Main de fer », en Cisjordanie. Plus de 300 000 Palestiniens devaient traverser les prisons israéliennes dans des conditions de torture soutenue et institutionnalisée exposées par le Sunday Times de Londres et dénoncées par Amnesty International.

Son successeur comme chef d'état-major, Raphael Eitan, impose le « bras de fer » – Zro'aa Barzel – en Cisjordanie, et l'assassinat s'ajoute à l'arsenal répressif. Le 17 juillet 1982, le cabinet israélien s'est réuni pour préparer ce que le London Sunday Times appellerait « cette opération militaire soigneusement planifiée pour purger les camps, appelée Moah Barzel ou 'Iron Brain' ». Les camps étaient Sabra et Chatila et l'opération « était familière à Sharon et Begin, faisant partie du plan plus large de Sharon discuté par le cabinet israélien ». [29]

Lorsque Yitzhak Rabin, qui avait soutenu le Likoud révisionniste au Liban pendant la guerre, devint ministre de la Défense de Shimon Peres dans l'actuel gouvernement « d'union nationale », il lança au Liban et en Cisjordanie la politique d' Egrouf Barzel, le « Poing de fer ». C'est le « Poing de fer » que Rabin a de nouveau cité comme base de sa politique de répression totale et de punition collective lors du soulèvement palestinien de 1987-1988 en Cisjordanie et à Gaza.

Il est également intéressant de rappeler que Jabotinsky situait son impulsion coloniale dans la doctrine de la pureté du sang. Jabotinsky l'a précisé dans sa Lettre sur l'autonomie :

« Il est impossible pour un homme de s'assimiler à des personnes dont le sang est différent du sien. Pour s'assimiler, il doit changer de corps, il doit devenir l'un d'eux, dans le sang. Il ne peut y avoir d'assimilation. Nous n'autoriserons jamais des mariages mixtes parce que la préservation de l'intégrité nationale est impossible sauf au moyen de la pureté raciale et à cette fin, nous aurons ce territoire où notre peuple constituera les habitants racialement purs. »

Ce thème a été approfondi par Jabotinsky :

« La source du sentiment national... réside dans le sang d'un homme... dans son type racio-physique et dans celui-là seul. ... La perspective spirituelle d'un homme est principalement déterminée par sa structure physique. Pour cette raison, nous ne croyons pas à l'assimilation spirituelle. Il est inconcevable, du point de vue physique, qu'un Juif né dans une famille de pur

sang juif puisse s'adapter à la vision spirituelle d'un Allemand ou d'un Français. Il est peut-être entièrement imprégné de ce fluide allemand, mais le noyau de sa structure spirituelle restera toujours juif. » [30]

L'adoption des doctrines chauvines de la pureté raciale et de la logique du sang n'était pas réservée à Jabotinsky ou aux révisionnistes. Le philosophe libéral Martin Buber situait son sionisme également dans le cadre de la doctrine raciste européenne :

« Les couches les plus profondes de notre être sont déterminées par le sang ; notre pensée la plus intime et notre volonté en sont colorées. » [31]

Comment cela devait-il être mis en œuvre ?

Notes

14. Walter Laqueur, Histoire du sionisme (Londres, 1972).

15. Joy Bonds et al., Nos racines sont toujours vivantes – L'histoire du peuple palestinien (New York : Institut de journalisme social indépendant, Peoples Press, 1977), p.13.

16. Theodor Herzl, L'État juif (Londres : 1896).

17. Hyman Lumer, Le sionisme : son rôle dans la politique mondiale (New York : International Publishers, 1973).

18. Chaim Weizmann, Essais et erreurs: L'autobiographie de Chaim Weizmann (New York: Harpers, 1949), p.149.

19. John Norton Moore, éd., The Arab-Israeli Conflict (Princeton, NJ: The American Society of International Law, Princeton University Press, 1977), p.885.

20. Idem.

21. Cité dans Harry N. Howard, The King Commission: An American Inquiry in the Middle East (Beyrouth : 1963).

22. N. Kirschner, Sionism and the Union of South Africa: Fifty Years of Friendship and Understanding, Jewish Affairs, Afrique du Sud, mai 1960.

23. Theodor Herzl, Diaries, Vol.II, p.793.

24. Theodor Herzl, L'État juif : une tentative de solution moderne de la question juive, p.33. Cité dans Uri Davis, Israel: An Apartheid State (Londres : Zed Books, Ltd., 1987), p.4.

25. Idem. , p.28.

26. For Love and Money, in Israel: A Survey, Financial Mail, Johannesburg, Afrique du Sud, 11 mai 1984, p.41.

27. Le mur de fer – « O Zheleznoi Stene » – Rassvet, 4 novembre 1923.

28. Lenni Brenner, *Le mur de fer : le révisionnisme sioniste de Jabotinsky à Shamir* (Londres : Zed Books, Ltd., 1984), p.79.
29. London Sunday Times, 26 septembre 1982.
30. Jabotinsky's Letter on Autonomy, 1904. Cité dans Brenner, *The Iron Wall*, p.29.
31. Brenner, *Le mur de fer*, p.31.

Chapitre 3 - Coloniser la Palestine

En 1917, il y avait 56 000 Juifs en Palestine et 644 000 Arabes palestiniens. En 1922, il y avait 83 794 Juifs et 663 000 Arabes. En 1931, il y avait 174 616 Juifs et 750 000 Arabes. [32]

Collaborer avec le colonialisme britannique

Avec la formation d'une alliance tacite avec les Britanniques, les sionistes reçoivent désormais un soutien sur le terrain pour leur conquête du territoire. Le processus a été décrit par le poète palestinien et analyste marxiste, Ghassan Kanafani :

« Malgré le fait qu'une grande partie du capital juif ait été allouée aux zones rurales, et malgré la présence des forces militaires impérialistes britanniques et l'immense pression exercée par la machine administrative en faveur des sionistes, ces derniers n'ont obtenu que des résultats minimes en ce qui concerne le règlement de la terre. »

Ils ont, néanmoins, sérieusement endommagé le statut de la population rurale arabe. La propriété par des groupes juifs de terres urbaines et rurales est passée de 300 000 dunums en 1929 [67 000 acres] à 1 250 000 dunums en 1930 [280 000 acres]. Le terrain acheté était insignifiant du point de vue de la colonisation de masse et du règlement du « problème juif ». Mais l'expropriation d'un million de dunums – près d'un tiers des terres agricoles – a conduit à un grave appauvrissement des paysans arabes et bédouins.

En 1931, 20 000 familles paysannes avaient été expulsées par les sionistes. De plus, la vie agricole dans le monde sous-développé, et dans le monde arabe en particulier, n'est pas seulement un mode de production, mais également un mode de vie sociale, religieuse et rituelle. Ainsi, en plus de la perte de terres, la société rurale arabe était détruite par le processus de colonisation. [33]

L'impérialisme britannique a favorisé la déstabilisation économique de l'économie palestinienne indigène. Le gouvernement mandataire a accordé un statut privilégié au capital juif, lui attribuant 90 % des concessions en Palestine. Cela a permis aux sionistes de prendre le contrôle des infrastructures économiques (projets routiers, minerais de la mer Morte, électricité, ports, etc.).

En 1935, les sionistes contrôlaient 872 sur un total de 1 212 entreprises industrielles en Palestine. Les importations liées aux industries sionistes étaient exonérées de taxes. Des lois discriminatoires sur le travail ont été adoptées contre la main-d'œuvre arabe, ce qui a entraîné un chômage à grande échelle et une existence inférieure aux normes pour ceux qui ont pu trouver un emploi.

Le soulèvement de 1936

La perte des terres et la répression ont accru la conscience palestinienne du sort qui leur était destiné et ont alimenté un grand soulèvement qui a duré de 1936 à 1939.

La révolte prit la forme de la désobéissance civile et de l'insurrection armée. Les paysans ont quitté leurs villages pour rejoindre les unités combattantes qui se sont formées dans les montagnes. Les nationalistes arabes de Syrie et de Jordanie entrèrent bientôt dans la lutte.

La décision de retenir les impôts est prise le 7 mai 1936, lors d'une conférence à laquelle assistent cent cinquante délégués représentant tous les secteurs de la population et une grève générale s'abat sur la Palestine.

La réaction britannique a été immédiate et dure. La loi martiale a été déclarée le 30 juillet 1936 – environ cinq mois après le début du soulèvement – et une répression généralisée a été déclenchée. Toute personne soupçonnée d'avoir organisé ou sympathisé avec la grève générale ou toute autre résistance a été arrêtée. Des maisons ont explosé dans toute la Palestine. Une grande partie de la ville de Jaffa a été détruite par les Britanniques le 18 juin 1936, faisant 6 000 personnes sans abri. Des maisons, ainsi, dans les communautés environnantes ont été démolies.

La Grande-Bretagne a envoyé un grand nombre de troupes en Palestine pour réprimer la révolte (estimée à 20 000). À la fin de 1937 et au début de 1938, cependant, les forces britanniques perdaient le contrôle de la révolte populaire armée.

Les sionistes comme agents de police

C'est à ce moment que les Britanniques ont commencé à s'appuyer sur les sionistes qui leur ont fourni une ressource unique qu'ils n'avaient jamais exploitée dans aucune de leurs colonies : une force locale qui avait fait cause commune avec le colonialisme britannique et était fortement mobilisée contre la population indigène... Si avant cela, les sionistes s'étaient occupés de bon nombre des tâches de repréailles, ils jouaient maintenant un rôle plus important dans l'escalade de la répression qui devait inclure des arrestations massives, des assassinats et des exécutions. En 1938, 5 000 Palestiniens sont emprisonnés, dont 2 000 condamnés à de longues peines d'emprisonnement ; 148 personnes ont été exécutées par pendaison et plus de 5 000 maisons ont été démolies. [34]

Les forces sionistes ont été intégrées aux services de renseignement britanniques et sont devenues les forces de l'ordre policières de la domination britannique draconienne. Une « force quasi policière » a été établie pour couvrir la présence armée sioniste encouragée par les Britanniques. Il y avait 2 863 recrues dans la force quasi-policière, 12 000 hommes étaient organisés dans la Haganah et 3 000 dans l'Organisation militaire nationale de Jabotinsky (Irgoun). [35] À l'été 1937, la force quasi-policière a été nommée « Défense des colonies juives », et plus tard « Police des colonies ».

Ben Gourion a qualifié la quasi-police de « cadre » idéal pour la formation de la Haganah. Charles Orde Wingate, l'officier britannique responsable, était, en substance, le fondateur de l'armée israélienne. Il a formé des personnalités telles que Moshe Dayan au terrorisme et aux assassinats.

En 1939, le nombre des forces sionistes travaillant avec les Britanniques s'élevait à 14 411, organisés en dix groupes bien armés de la police des colonies, chacun commandé par un officier britannique, avec un responsable de l'Agence juive comme commandant en second. Au printemps 1939, la force sioniste comprenait soixante-trois unités mécanisées, chacune composée de huit à dix hommes.

Le rapport Peel

Une commission royale a été créée en 1937, sous la direction de Lord Peel, pour déterminer les causes de la révolte de 1936. La Commission Peel a conclu que les deux principaux facteurs étaient le désir palestinien d'indépendance nationale et la peur palestinienne de l'établissement d'une colonie sioniste sur leur terre. Le rapport Peel a analysé une série d'autres facteurs avec une franchise peu commune. C'étaient :

1. La propagation de l'esprit nationaliste arabe hors de Palestine
2. Augmentation de l'immigration juive après 1933
3. La capacité des sionistes à dominer l'opinion publique en Grande-Bretagne grâce au soutien tacite du gouvernement
4. Manque de confiance des Arabes dans les bonnes intentions du gouvernement britannique
5. La peur palestinienne de la poursuite des achats de terres par les Juifs à des propriétaires terriens féodaux absents qui ont vendu leurs propriétés foncières et expulsé les paysans palestiniens qui avaient travaillé la terre
6. L'évasivité du gouvernement mandataire sur ses intentions concernant la souveraineté palestinienne.

Le mouvement national était composé de la bourgeoisie urbaine, des propriétaires terriens féodaux, des chefs religieux et des représentants des paysans et des ouvriers.

Ses revendications étaient :

1. Un arrêt immédiat de l'immigration sioniste
2. Cessation et interdiction du transfert de la propriété des terres arabes aux colons sionistes
3. L'établissement d'un gouvernement démocratique dans lequel les Palestiniens auraient la voix dominante. [36]

Analyse de la révolte

Ghassan Kanafani a décrit le soulèvement :

« La véritable cause de la révolte était le fait que le conflit aigu impliqué dans la transformation de la société palestinienne d'une société arabe agricole, féodale et cléricale en une société juive (occidentale) industrielle bourgeoise, avait atteint son paroxysme... Le processus d'établissement des racines du colonialisme et sa transformation d'un mandat britannique en un colonialisme de peuplement sioniste ... a atteint son apogée au milieu des années trente, et en fait la direction du mouvement nationaliste palestinien a été obligée d'adopter une certaine forme de lutte armée parce qu'elle était n'est plus en mesure d'exercer son leadership à un moment où le conflit a atteint des proportions décisives. » [37]

L'échec du mufti et des autres chefs religieux, des propriétaires terriens féodaux et de la bourgeoisie naissante à soutenir jusqu'au bout les paysans et les ouvriers, a permis au régime colonial et aux sionistes d'écraser la rébellion après trois ans de lutte héroïque. En cela, les

Britanniques ont été aidés de manière décisive par la trahison des régimes arabes traditionnels, qui dépendaient de leurs sponsors coloniaux.

La lutte nationale palestinienne est continue depuis 1918 et s'est accompagnée de l'une ou l'autre forme de résistance armée organisée. Il a également inclus la désobéissance civile, les grèves générales, le non-paiement des impôts, le refus de porter des cartes d'identité, les boycotts et les manifestations.

Notes

32. Sami Hadawi, *Bitter Harvest* (Delmar, NY: The Caravan Books, 1979), pp.43-44.

33. Ghassan Kanafani, *La révolte de 1936-1939 en Palestine* (New York, Comité pour une Palestine démocratique).

34. *Idem.*, p.96.

35. *Idem.*, p.39.

36. *Idem.*, p.31.

37. *Idem.*

Chapitre 4 - Conséquences tragiques

En 1947, il y avait 630 000 Juifs et 1 300 000 Arabes palestiniens. Ainsi, au moment de la partition de la Palestine par les Nations Unies en 1947, les Juifs représentaient 31 % de la population. [38]

La décision de partitionner la Palestine, promue par les principales puissances impérialistes et l'Union soviétique de Staline, a donné 54% des terres fertiles au mouvement sioniste. Mais avant la création de l'État d'Israël, l'Irgoun et la Haganah s'emparèrent des trois quarts du territoire et expulsèrent pratiquement tous les habitants.

En 1948, il y avait 475 villages et villes palestiniens. Parmi ceux-ci, 385 ont été rasés, réduits en ruines. Quatre-vingt-dix restent, dépouillés de leurs terres.

Retrait du masque

En 1940, Joseph Weitz, le chef du département de la colonisation de l'Agence juive, qui était responsable de l'organisation effective des colonies en Palestine, écrivait :

« Entre nous, il doit être clair qu'il n'y a pas de place pour les deux peuples ensemble dans ce pays. Nous n'atteindrons pas notre objectif si les Arabes sont dans ce petit pays. Il n'y a pas d'autre moyen que de transférer les Arabes d'ici vers les pays voisins - tous. Pas un village, pas une tribu ne doit rester. » [39]

Joseph Weitz a expliqué la signification pratique de rendre la Palestine « juive » :

« Certains pensent que la population non juive, même en pourcentage élevé, à l'intérieur de nos frontières sera plus efficacement sous notre surveillance ; et il y en a qui croient le contraire, c'est-à-dire qu'il est plus facile de surveiller les activités d'un voisin que celles d'un locataire. [Je] tends à soutenir ce dernier point de vue et j'ai un argument supplémentaire : ... la nécessité de maintenir le caractère de l'État qui sera désormais juif ... avec une minorité non juive limitée à quinze pour cent. J'avais déjà atteint cette position fondamentale dès 1940 [et] elle est inscrite dans mon journal. » [40]

Le rapport Koenig a déclaré cette politique encore plus crûment :

« Nous devons utiliser la terreur, l'assassinat, l'intimidation, la confiscation des terres et la suppression de tous les services sociaux pour débarrasser la Galilée de sa population arabe. » [41]

Le président Heilbrun du Comité pour la réélection du général Shlomo Lahat, maire de Tel-Aviv, a déclaré : « Nous devons tuer tous les Palestiniens à moins qu'ils ne se résignent à vivre ici comme des esclaves. [42]

Ce sont les mots d'Uri Lubrani, conseiller spécial du Premier ministre israélien David Ben Gourion pour les affaires arabes, en 1960 : « Nous réduirons la population arabe à une communauté de bûcherons et de serveurs. » [43]

Raphael Eitan, chef d'état-major des forces armées israéliennes a déclaré :

« Nous déclarons ouvertement que les Arabes n'ont pas le droit de s'installer même sur un centimètre d'Eretz Israël... La force est tout ce qu'ils font ou comprendront jamais. Nous utiliserons la force ultime jusqu'à ce que les Palestiniens viennent ramper vers nous à quatre pattes. » [44]

Eitan a expliqué devant la commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset :

« Quand nous aurons colonisé le pays, tout ce que les Arabes pourront faire sera de courir partout comme des cafards drogués dans une bouteille. » [45]

Ben Gourion et le but final

Les ambitions territoriales du sionisme ont été clairement énoncées par David Ben Gourion dans un discours prononcé lors d'une réunion sioniste le 13 octobre 1936 : s'opposer à la partition. Je ne veux pas abandonner la grande vision, la vision finale qui est une composante organique, spirituelle et idéologique de mes... aspirations sionistes. [46]

La même année, Ben Gourion écrit dans une lettre à son fils :

« Un État juif partiel n'est pas la fin, mais seulement le début. Je suis certain qu'on ne peut pas nous empêcher de nous installer dans les autres parties du pays et de la région. »

En 1937, il déclamait :

« Les limites des aspirations sionistes sont la préoccupation du peuple juif et aucun facteur extérieur ne pourra les limiter. » [47] En 1938, il est plus explicite : « Les limites de l'aspiration sioniste », a-t-il déclaré au Conseil mondial de Poale Zion à Tel Aviv, « incluent le sud du Liban, le sud de la Syrie, la Jordanie d'aujourd'hui, toute la Cis-Jordanie [la Cisjordanie] et le Sinaï. [48]

Ben Gourion a formulé très clairement la stratégie sioniste :

« Une fois que nous serons devenus une force puissante à la suite de la création de l'État, nous abolirons la partition et nous nous étendrons à l'ensemble de la Palestine. L'État ne sera qu'une étape dans la réalisation du sionisme et sa tâche est de préparer le terrain pour notre expansion. L'État devra préserver l'ordre – non pas en prêchant mais avec des mitrailleuses. » [49]

En mai 1948, il présente ses objectifs stratégiques à l'état-major général. « Nous devons nous préparer à passer à l'offensive. Notre objectif est de briser le Liban, la Transjordanie et la Syrie. Le point faible, c'est le Liban, car le régime musulman est artificiel et facile à saper pour nous. Nous y établirons un État chrétien, puis nous écraserons la Légion arabe, éliminerons la Transjordanie ; La Syrie nous tombera dessus. Nous bombardons ensuite, continuons et prenons Port-Saïd, Alexandrie et le Sinaï. » [50]

Quand le général Yigal Allon a demandé à Ben Gourion : « Que faire de la population de Lydda et de Ramle ? – quelque 50 000 habitants – Ben Gourion, selon son biographe, agita la main et dit : « Chassez-les ! [51]

Yitzhak Rabin, l'actuel ministre de la Défense, a exécuté cet édit. À Lydda et Ramle, il ne reste aucun vestige d'habitations palestiniennes. Aujourd'hui, cette zone est entièrement occupée par la population de colons juifs. Michael Bar Zohar, dans sa biographie de David Ben Gourion, décrit la première visite de Ben Gourion à Nazareth. « Ben Gourion a regardé autour de lui avec étonnement et a dit : « Pourquoi y a-t-il tant d'Arabes, pourquoi ne les avez-vous pas chassés ? » »

Les Palestiniens ont en effet été chassés. Entre le 29 novembre 1947, lorsque les Nations Unies ont divisé la Palestine, et le 15 mai 1948, lorsque l'État a été officiellement proclamé, l'armée et les milices sionistes s'étaient emparées de 75 % de la Palestine, forçant 780 000 Palestiniens à quitter le pays.

La boucherie commence : Deir Yasin

Le processus était celui d'un massacre soutenu, village après village étant anéanti. Le meurtre visait à faire fuir les gens pour sauver leur vie.

Le commandant de la Haganah, Zvi Ankori, a décrit ce qui s'est passé : « J'ai vu des organes génitaux coupés et des ventres écrasés de femmes... C'était un meurtre direct. [52]

Menahem Begin se réjouissait de l'impact sur toute la Palestine des opérations de type nazi qu'il commandait à Deir Yasin. Léhi et les commandos de l'IZL ont pris d'assaut le village de Deir Yasin le 9 avril 1948, massacrant 254 hommes, femmes et enfants.

Une légende de terreur se répandit parmi les Arabes pris de panique à l'évocation de nos soldats de l'Irgoun. Cela valait une demi-douzaine de bataillons aux forces d'Israël. Les Arabes de tout le pays... ont été saisis d'une panique illimitée et ont commencé à fuir pour sauver leur vie. Ce vol de masse s'est rapidement transformé en une ruée folle et incontrôlable. Sur les 800 000 Arabes qui vivaient sur le territoire actuel de l'État d'Israël, seuls 165 000 y sont encore. L'importance politique et économique de cette évolution ne peut guère être surestimée. [53]

La mise en œuvre de ce programme a été réalisée en partie par Menahem Begin et en partie par son futur successeur au poste de Premier ministre, Yitzhak Shamir, en tant que commandants militaires de l'Irgoun et du Lohamei Herut Israel (Lehi), c'est-à-dire des Combattants pour la liberté d'Israël. Les habitants ont défilé de force dans des vêtements maculés de sang dans les rues de Jérusalem pour se moquer des spectateurs, avant de disparaître.

Témoignages

Les témoignages oculaires de ces événements laissaient présager le sort du peuple palestinien.

Il était midi lorsque la bataille prit fin et que la fusillade s'arrêta. Les choses étaient devenues calmes, mais le village ne s'était pas rendu. Les irréguliers IZL (Irgun) et Lehi (Stern Gang) ont quitté les lieux où ils s'étaient cachés et ont commencé à mener des opérations de nettoyage dans les maisons. Ils ont tiré avec toutes les armes dont ils disposaient et ont jeté des explosifs dans les bâtiments. Ils ont également abattu toutes les personnes qu'ils ont vues dans les

maisons, y compris les femmes et les enfants – en effet, les commandants n'ont fait aucune tentative pour empêcher les actes de massacre honteux. Moi-même et un certain nombre d'habitants avons supplié les commandants de donner l'ordre à leurs hommes d'arrêter de tirer, mais nos efforts ont été vains. Entre-temps, quelque vingt-cinq hommes avaient été sortis des maisons : ils ont été chargés dans un camion de marchandises et conduits dans une « parade de la victoire », comme un triomphe romain, jusqu'aux quartiers de Mahaneh Yehudah et Zikhron Yosef [de Jérusalem]. À la fin du défilé, ils ont été emmenés dans une carrière de pierre entre Giv'at Shaul et Deir Yasin et abattus de sang-froid. Les combattants ont ensuite mis les femmes et les enfants encore en vie dans un camion et les ont emmenés à la porte Mandelbaum.[54]

Le directeur de la Croix-Rouge internationale en Palestine, Jacques de Reynier, a tenté d'intervenir alors que la rumeur du massacre se répandait. Son témoignage personnel est le suivant :

... Le commandant du détachement de l'Irgoun n'a pas semblé disposé à me recevoir. Enfin il arriva, jeune, distingué et parfaitement correct, mais il y avait dans ses yeux un éclat particulier, froid et cruel. Selon lui, l'Irgoun était arrivé vingt-quatre heures plus tôt et avait ordonné aux habitants par haut-parleur d'évacuer toutes les maisons et de se rendre : le délai imparti pour obéir à l'ordre était d'un quart d'heure. Certains de ces malheureux s'étaient manifestés et avaient été faits prisonniers, pour être relâchés plus tard en direction des lignes arabes. Les autres, n'ayant pas obéi à l'ordre, avaient connu le sort qu'ils méritaient. Mais inutile d'exagérer les choses, il n'y avait que quelques morts, et ils seraient enterrés dès que le « nettoyage » du village serait terminé. Si je trouvais des corps, je pouvais les prendre, mais il n'y avait certainement pas de blessés.

Ce récit m'a glacé le sang. Je suis retourné sur la route de Jérusalem et j'ai récupéré une ambulance et un camion que j'avais alerté à travers le Bouclier Rouge... J'ai atteint le village avec mon convoi, et les tirs se sont arrêtés. Le gang (Irgun) portait des uniformes avec des casques. Tous étaient jeunes, certains même adolescents, hommes et femmes, armés jusqu'aux dents : revolvers, mitrailleuses, grenades à main, et aussi coutelas à la main, la plupart encore tachés de sang. Une belle jeune fille aux yeux criminels me montra les siens encore ruisselant de sang ; elle l'a montré comme un trophée. Il s'agissait de l'équipe de "nettoyage", qui s'acquittait manifestement de sa tâche très consciencieusement.

J'ai essayé d'entrer dans une maison. Une dizaine de soldats m'entouraient, leurs mitrailleuses pointaient sur mon corps, et leur officier m'interdisait de bouger. Les morts, s'il y en avait, me seraient apportés, dit-il. Je suis alors entré dans l'une des plus grandes rages de ma vie, racontant à ces criminels ce que je pensais de leur conduite, les menaçant de tout ce à quoi je pouvais penser, puis je les écartais et rentrais dans la maison.

La première pièce était sombre, tout était en désordre, mais il n'y avait personne. Dans la seconde, au milieu des meubles éventrés et de toutes sortes de débris, j'ai trouvé des corps, froids. Ici, le « nettoyage » avait été fait avec des mitrailleuses, puis des grenades à main. Cela avait été fini avec des couteaux, tout le monde pouvait le voir. La même chose dans la pièce d'à côté, mais alors que j'étais sur le point de partir, j'ai entendu quelque chose comme un

soupir. J'ai regardé partout, retourné tous les corps, et j'ai fini par trouver un petit pied, encore chaud. C'était une petite fille de dix ans, mutilée par une grenade à main, mais toujours vivante... partout c'était le même spectacle horrible... il y avait eu quatre cents personnes dans ce village ; une cinquantaine d'entre eux s'étaient échappés et étaient encore en vie. Tout le reste avait été délibérément massacré de sang-froid car, comme je l'ai constaté par moi-même, cette bande était admirablement disciplinée et n'agissait que sur ordre.

Après une autre visite à Deir Yasin, je suis retourné à mon bureau où j'ai reçu la visite de deux messieurs, bien habillés en civil, qui m'attendaient depuis plus d'une heure. Ils étaient le commandant du détachement de l'Irgoun et son assistant. Ils avaient préparé un papier qu'ils voulaient que je signe. C'était une déclaration à l'effet que j'avais été très courtoisement reçu par eux, et obtenu toutes les facilités que j'avais demandées, dans l'accomplissement de ma mission, et les remerciant pour l'aide que j'avais reçue. Alors que je montrais des signes d'hésitation et commençais même à me disputer avec eux, ils ont dit que si j'appréciais ma vie, je ferais mieux de signer immédiatement. La seule voie qui s'offrait à moi était de les convaincre que je n'accordais aucune valeur à ma vie. [55]

Le massacre de Dueima

Si le massacre de Deir Yasin a été perpétré par les organisations clandestines sionistes révisionnistes « de droite », IZL et Léhi, des massacres similaires se sont produits à une échelle similaire dans tout le pays. Le massacre de Dueima en 1948 a été perpétré par l'armée israélienne sioniste travailliste officielle, les Forces de défense israéliennes (Tzeva Haganah le-Israel ou ZAHAL). Le récit du massacre, tel que décrit par un soldat qui a participé à l'horreur, a été publié dans Davar, le quotidien hébreu officiel de la Fédération générale des travailleurs de la Histadrut dirigée par les travaillistes-sionistes :

... Ils ont tué entre 80 et 100 hommes, femmes et enfants arabes. Pour tuer les enfants, ils [les soldats] se fracturaient la tête avec des bâtons. Il n'y avait pas une maison sans cadavres. Les hommes et les femmes des villages ont été poussés dans des maisons sans eau ni nourriture. Puis les saboteurs sont venus les dynamiter.

Un commandant a ordonné à un soldat de faire entrer deux femmes dans un immeuble qu'il était sur le point de faire sauter... Un autre soldat s'est vanté d'avoir violé une femme arabe avant de la tuer par balle. Une autre femme arabe avec son nouveau-né a été obligée de nettoyer l'endroit pendant quelques jours, puis ils l'ont abattue ainsi que le bébé. Des commandants instruits et bien élevés qui étaient considérés comme des « bons gars » ... sont devenus des meurtriers de base, et ce non pas dans la tempête de la bataille, mais comme méthode d'expulsion et d'extermination. Moins il y a d'Arabes qui restent, mieux c'est. [56]

La valeur stratégique du massacre de Deir Yasin a été largement mise en avant au fil des ans par des dirigeants sionistes tels qu'Eldad [Scheib] qui, avec Yitzhak Shamir et Nathan Yalin-Mor [Feldman], étaient en charge de Léhi. S'exprimant lors d'une réunion en juillet 1967, ses remarques ont été publiées dans le célèbre journal d'opinion, De'ot , à l'hiver 1968 :

« J'ai toujours dit que si l'espoir le plus profond et le plus profond symbolisant la rédemption est la reconstruction du Temple [juif]... alors il est évident que ces mosquées [al-Haram al-

Sharif et al-Aqsa] auront, d'une manière ou d'une autre, disparaître un de ces jours... Sans Deir Yasin, un demi-million d'Arabes vivaient dans l'État d'Israël [en 1948]. L'État d'Israël n'aurait pas existé. Nous ne devons pas l'ignorer, en pleine conscience de la responsabilité qui en découle. Toutes les guerres sont cruelles. Il n'y a aucun moyen de s'en sortir. Ce pays sera soit Eretz Israël avec une majorité juive absolue et une petite minorité arabe, soit Eretz Ismaël, et l'émigration juive recommencera si nous n'expulsons pas les Arabes d'une manière ou d'une autre. » [57]

Meurtre à Gaza

Le programme de massacre ne s'est pas terminé avec la formation de l'État. Le journal de Meir Har Tzion décrit les massacres dans les camps de réfugiés et les villages de Gaza au début des années 1950 :

« Le lit large et sec de la rivière brille au clair de lune. Nous avançons, prudemment, le long du versant de la montagne. On aperçoit plusieurs maisons... Au loin, on peut voir trois lumières et entendre les sons de la musique arabe sortir des maisons plongées dans l'obscurité. Nous nous séparons en trois groupes de quatre hommes chacun. Deux groupes se dirigent vers l'immense camp de réfugiés (Al Burj) au sud de notre position. L'autre groupe marche vers la maison isolée dans la zone plate au nord de Wadi Gaza. Nous avançons, piétinant les champs verdoyants, pataugeant dans les canaux d'eau tandis que la lune nous baigne de sa lumière scintillante. Bientôt, cependant, le silence sera brisé par les balles, les explosions et les cris de ceux qui dorment maintenant paisiblement. Nous avançons rapidement et entrons dans l'une des maisons - « Mann Haatha ? [Arabe pour « Qui est là ? »]

Nous bondissons vers les voix. Craignant et tremblant, deux Arabes se tiennent debout contre le mur du bâtiment. Ils tentent de s'échapper. J'ouvre le feu. Un cri perçant remplit l'air. Un homme tombe au sol tandis que son ami continue de courir. Maintenant, nous devons agir – nous n'avons pas de temps à perdre. Nous allons de maison en maison tandis que les Arabes se bousculent dans la confusion.

Les mitrailleuses râlent, leur bruit mêlé à un hurlement terrible. Nous atteignons l'artère principale du camp. La foule des Arabes en fuite s'agrandit. L'autre groupe attaque dans la direction opposée. Le tonnerre de nos grenades à main résonne au loin. Nous recevons l'ordre de battre en retraite. L'attaque est terminée. » [58]

Kibya et Unité Commando 101

Le Premier ministre Moshe Sharett (1954-55) a donné le récit suivant du massacre du village de Kibya en 1953 (18 octobre 1953). Ariel Sharon a personnellement commandé l'action au cours de laquelle des hommes, des femmes et des enfants ont été massacrés dans leurs maisons.

[Au conseil des ministres] J'ai condamné l'Affaire Kibya qui nous a exposés devant le monde entier comme une bande de suceurs de sang capables de massacres... J'ai prévenu que cette tache nous collera et ne sera pas emportée avant des années venir.

Il a été décidé qu'un communiqué sur Kibya serait publié et Ben Gourion devait l'écrire. C'est vraiment un acte honteux. J'ai demandé à plusieurs reprises et à chaque fois j'ai été solennellement assuré que les gens ne sauraient pas comment cela avait été fait. [59]

Sharett nota dans son Journal les détails de nouveaux massacres dans des villages palestiniens en 1955 : « L'opinion publique, l'armée et la police ont conclu que le sang arabe peut être versé librement. Il doit faire apparaître l'État aux yeux du monde comme un État sauvage. [60]

Kafr Qasim : le massacre continue

Le massacre de Kafr Qasim a suivi le modèle sioniste. En octobre 1956, le brigadier israélien Shadmi, commandant d'un bataillon à la frontière israélo-jordanienne, ordonna l'imposition d'un couvre-feu nocturne dans les villages « minoritaires » [arabes] placés sous son commandement. Ces villages se trouvaient à l'intérieur des frontières israéliennes ; ainsi, leurs habitants étaient des citoyens israéliens. Shadmi a déclaré au commandant d'une unité des gardes-frontières, le major Melinki, que le couvre-feu doit être « extrêmement strict » et qu'« il ne suffirait pas d'arrêter ceux qui l'ont enfreint – ils doivent être abattus ». Il ajouta :

« Un homme mort vaut mieux que les complications de la détention. » [61]

Il [Melinki] a informé les officiers rassemblés que ... leur tâche était d'imposer le couvre-feu dans les villages des minorités de 17h00 à 6h00 [17h00 à 6h00] ... Quiconque quittant son domicile, ou quiconque enfreint le couvre-feu devrait être abattu morte. Il a ajouté qu'il ne devait y avoir aucune arrestation et que si un certain nombre de personnes étaient tuées dans la nuit, cela faciliterait l'imposition du couvre-feu les nuits suivantes.

Le lieutenant Frankenthal lui a demandé : « Que faisons-nous des blessés ? Melinki a répondu : "Ne faites pas attention à eux."

Un chef de section a alors demandé : « Qu'en est-il des femmes et des enfants ? ce à quoi Melinki a répondu : « Pas de sentimentalité. » À la question : « Qu'en est-il des personnes revenant de leur travail ? Melinki a répondu : "Ce sera tout simplement trop mauvais pour eux, comme l'a dit le commandant."

Les auteurs du massacre de Kafr Qasim – une unité commando de l'unité Ariel Sharon-Commando 101 – ont tous été récompensés par des médailles et des promotions dans les Forces de défense israéliennes (FDI).

Les méthodes génocidaires nécessaires pour imposer l'État colonisateur dans les frontières d'Israël d'avant 1967 sont considérées comme le modèle pour traiter en fin de compte avec les Palestiniens dans les territoires occupés d'après 1967. Aharon Yariv, ancien chef du renseignement militaire et ministre de l'Information, a déclaré lors d'un séminaire public à l'Institut Leonard Davis pour les relations internationales de l'Université hébraïque de Jérusalem que :

« Il y a des opinions qui préconisent qu'une situation de guerre soit utilisée pour exiler 700.000 à 800.000 Arabes. Ces opinions sont répandues. Des déclarations ont été faites à ce sujet et des instruments [appareils] ont également été préparés. » [62]

Notes

38. Hadawi, pp.43-44.
39. Joseph Weitz, A Solution to the Refugee Problem, Davar , 29 septembre 1967. Cité dans Uri Davis et Norton Mezvinsky, eds, Documents from Israel, 1967-1973, p.21.
40. Davis, Israël : un État d'apartheid, p.5
41. Al Hamishmar (journal israélien), 7 septembre 1976.
42. Cité par Fouzi El-Asmar et Salih Baransi lors d'entretiens avec l'auteur, octobre 1983.
43. Sabri Jiryis, Les Arabes en Israël (New York: Monthly Review Press, 1976).
44. Gad Becker, Yediot Ahronot, 13 avril 1983, et The New York Times, 14 avril 1983.
45. Idem.
46. David Ben Gourion, Mémoires, tome III, p.467.
47. Ben Gourion, extrait d'un discours de 1937 cité dans ses Mémoires.
48. David Ben Gourion, Rapport au Conseil mondial de Poale Zion (le précurseur du Parti travailliste), Tel Aviv, 1938. Cité par Israel Shahak, Journal of Palestine Studies , printemps 1981.
49. Ben Gourion dans un discours de 1938.
50. Michael Bar Zohar, Ben Gourion : Une biographie (New York : Delacorte, 1978).
51. Ben Gourion, juillet 1948, cité par Bar Zohar.
52. Brenner, Le mur de fer, p.52.
53. Ibid., p.143.
54. Meir Pa'il, Yediot Aharanot , 4 avril 1972. Cité par David Hirst, The Gun and the Olive Branch (Grande-Bretagne: Faber & Faber Ltd., 1977), pp.126-127.
55. Jacques de Reynier, A Jerusalem un Drapeau Flottait sur la Ligne de Feu, pp.71-76. Cité par Hirst, pp.127-8.
56. Davar, 9 juin 1979.
57. Eldad, De l'esprit qui s'est révélé dans le peuple, De'ot, hiver 1968. Davis et Mezvinsky, pp.186-7.
58. Meir Har Tzion, Journal (Tel Aviv : Levin-Epstein Ltd., 1969). Cité dans Livia Rokach, Israel's Sacred Terrorism (Belmont, Mass.: Association of Arab American University Graduates Inc. Press, 1980) p.68.
59. Rokach, p.16.
60. Idem.

61. Extrait des archives judiciaires : Jugements du tribunal de district : Le procureur militaire c. Malor Melinki et. Al., Rokach, p.66.

62. Ha'aretz, 23 mai 1980.

Chapitre 5 - La saisie des terres

Il convient de revoir l'omniprésence de cette politique meurtrière et ses conséquences. Dans le territoire qui a été sous occupation israélienne après la partition, il y avait environ 950 000 Arabes palestiniens. Ils habitaient près de 500 villages et toutes les grandes villes, dont Tibériade, Safed, Nazareth, Shafa Amr, Acre, Haïfa, Jaffa, Lydda, Ramle, Jérusalem, Majdal (Ashqelon), Isdud (Ashdod) et Beersheba.

Après moins de six mois, il ne restait plus que 138 000 personnes. (Les chiffres varient de 130 000 à 165 000.) La grande majorité des Palestiniens ont été tués, expulsés de force ou se sont enfuis en panique avant de massacrer des bandes d'unités de l'armée israélienne.

Ayant ainsi éliminé la plupart des habitants palestiniens de la terre de Palestine, le gouvernement israélien a entrepris la destruction systématique de leurs maisons et biens. Près de 400 villages et villes ont été rasés en 1948 et 1949. D'autres ont suivi dans les années 1950. [63]

Moshe Dayan, ancien chef d'état-major et ministre de la Défense, s'est montré décomplexé dans son résumé de la nature de la colonisation sioniste devant les étudiants de l'Israël Institute of Technology (The Techniyon) :

« Nous sommes venus ici dans un pays peuplé d'Arabes, et nous construisons ici un État hébreu et juif. Au lieu de villages arabes, des villages juifs ont été établis. Vous ne connaissez même pas les noms de ces villages et je ne vous en veux pas, car ces livres de géographie n'existent plus. Non seulement les livres, mais aussi les villages n'existent pas.

Nahalal a été établi à la place de Mahalul, Gevat à la place de Jibta, Sarid à la place de Hanifas et Kafr Yehoushu'a à la place de Tel Shamam. Il n'y a pas un seul règlement qui n'a pas été établi à la place d'un ancien village arabe. » [64]

Shahak souligne que cette liste documentée est incomplète car il est impossible de trouver de nombreuses communautés et « tribus » arabes. Les données officielles israéliennes caractérisent, par exemple, 44 villages et villes bédouines comme des « tribus », pour réduire, par le biais du recensement, le nombre de communautés palestiniennes permanentes.

Propriétaire « absent »

Avec l'expulsion des Palestiniens et la destruction de leurs villes et villages, de vastes quantités de biens ont été saisies sous la rubrique de la loi sur la propriété des absents (1950).

Jusqu'en 1947, la propriété foncière juive en Palestine était d'environ 6 %. Au moment où l'État a été officiellement créé, il avait séquestré 90 % des terres :

Sur toute la superficie de l'État d'Israël, seulement environ 300 000 à 400 000 dunums [67 000-89 000 acres] ... Le FNJ (Fonds national juif) et les propriétaires juifs privés possèdent moins de deux millions de dounams [10 %]. Presque tout le reste [c'est-à-dire 88 % des 20 225 000 dunums (4 500 000 acres) à l'intérieur des lignes d'armistice de 1949] appartient en droit à des propriétaires arabes, dont beaucoup ont quitté le pays. [66]

La valeur de ce bien volé était de plus de 300 millions de dollars, il y a plus de trente ans. (Les estimations de la Ligue arabe sont dix fois ce montant.) En dollars courants, ce chiffre devrait être quadruplé.

Le Bureau des Nations Unies pour les réfugiés a estimé la valeur des vergers, des arbres, des biens meubles et immeubles arabes abandonnés sur le territoire sous juridiction israélienne à environ 118-120 millions de livres sterling, soit une moyenne de 130 £ [364 \$] par réfugié. [67]

La saisie des biens palestiniens était indispensable pour faire d'Israël un État viable. Entre 1948 et 1953, 370 villes et colonies juives ont été créées. Trois cent cinquante étaient sur la propriété des « absents ». En 1954, quelque 35 % des Juifs d'Israël vivaient sur des biens confisqués aux absents et quelque 250 000 nouveaux immigrants se sont installés dans les zones urbaines d'où les Palestiniens avaient été expulsés. Des villes entières avaient été vidées de Palestiniens, comme Jaffa, Acre, Lydda, Ramle, Bisan et Majdal (Ashqelon).

Ce pillage a touché 385 villes et villages dans leur intégralité et de grandes sections de 94 autres villes et villages, contenant 25% de tous les bâtiments en Israël. Dix mille entreprises et magasins de détail ont été remis aux colons juifs.

De 1948 à 1953 – la période de la plus grande immigration – l'importance économique pour Israël des biens arabes saisis a été décisive. La quantité de terres cultivables saisies aux Palestiniens chassés de leur pays par le massacre était deux fois et demie la superficie totale des terres accordées aux sionistes à la fin du mandat.

Pratiquement toutes les plantations d'agrumes de Palestiniens ont été saisies – soit plus de 240 000 dunums [53 000 acres]. En 1951, 1,25 million de boîtes d'agrumes provenant des bosquets arabes saisis étaient entre les mains des Israéliens – 10 % des bénéfices en devises fortes du pays provenant de l'exportation.

En 1951, 95% de toutes les oliveraies d'Israël provenaient de terres palestiniennes saisies. Les olives provenant de plantations palestiniennes volées représentaient la troisième exportation d'Israël – après les agrumes et les diamants.

Un tiers de toute la production de pierre provenait de 52 carrières palestiniennes saisies. [68]

La mythologie sioniste inclut l'affirmation selon laquelle l'industrie, le dévouement et les compétences sionistes ont transformé une terre désertique autrement stérile, négligée par ses gardiens arabes nomades primitifs, en un jardin – faisant fleurir le désert. Les vergers, l'industrie, le matériel roulant, les usines, les maisons et les biens palestiniens ont été pillés après le massacre de la conquête – le navire d'État un navire de pirates, son propre drapeau une tête de mort.

« Judaïser » la terre

Le Fonds national juif a obtenu sa première terre en 1905. Ses objectifs étaient définis comme l'acquisition de terres « dans le but d'installer des Juifs sur de telles terres ». [69] En mai 1954, le Keren Kayemeth le-Israel, « Fonds perpétuel pour Israël », a été constitué en Israël et a acquis tous les actifs du Fonds national juif.

En novembre 1961, le FNJ et le gouvernement israélien ont signé un pacte basé sur la législation adoptée en juillet 1960. Il a établi l'Administration foncière d'Israël. Une politique uniforme était légalement en vigueur sur les 93 % de la terre en Israël sous l'égide de l'État, qui était lié par les politiques du Keren Kayemeth le-Israel et du FNJ. [69a]

Comme le Premier ministre Levi Eshkol l'a déclaré à la Knesset (Parlement israélien) en proposant que l'État d'Israël adopte les politiques foncières exclusives du FNJ : « Le principe établi comme base du Fonds national juif... sera établi comme un principe s'appliquant à terres de l'État. [69b]

Le Fonds national juif est explicite sur ce point. Il a déclaré dans le rapport 6 du FNJ :

« Suite à un accord entre le gouvernement d'Israël et le FNJ, la Knesset a promulgué en 1960 la Loi fondamentale : Israël-Terres qui donne un effet juridique à l'ancienne tradition de propriété de la terre à perpétuité par le peuple juif - le principe sur lequel le FNJ A été trouvé. La même loi étend ce principe à la majeure partie des domaines de l'État d'Israël. » [69c]

Toute relation avec ce terrain était régie par la condition suivante énoncée dans tous les baux relatifs à la propriété :

« Le locataire doit être juif et doit accepter d'exécuter tous les travaux liés à la culture de l'exploitation uniquement avec de la main-d'œuvre juive. » [70]

La conséquence est que la terre ne peut pas être louée à un non-juif, ni le bail ne peut être sous-loué, vendu, hypothéqué, donné ou légué à un non-juif. Les non-juifs ne peuvent être employés sur la terre ni dans aucun travail lié à la culture. Si ces conditions sont violées, des amendes et l'abrogation du bail, sans aucune indemnité, s'ensuivent.

Ce qui est particulièrement instructif, c'est que ces réglementations sont appliquées non seulement par le FNJ, mais par l'État en vertu de ses lois. Ils s'appliquent au FNJ et à toutes les terres de l'État, qui consistent, en très grande majorité, en des biens « absents ».

Les non-juifs n'ont pas besoin de postuler

En Israël, ces terres de l'État sont classées comme « terres nationales ». Cela signifie une terre juive, pas « israélienne ». L'emploi de non-juifs est considéré comme illégal et constitue une infraction à la loi. En raison d'une pénurie d'ouvriers agricoles juifs, et comme les Palestiniens ne reçoivent qu'une fraction des salaires accordés aux ouvriers juifs, certains agriculteurs juifs (comme l'ancien ministre de la Défense Ariel Sharon) emploient des Arabes. Cette pratique est illégale ! En 1974, le ministre de l'Agriculture a dénoncé la pratique comme « un cancer ». [71]

Les colonies qui sous-louent des terres en métayage avec les Arabes sont dénoncées. La propagation de la pratique, compte tenu des super-profits dérivés de la main-d'œuvre palestinienne bon marché, a été qualifiée de « fléau » par le ministère de l'Agriculture. Le Département des colonies de l'Agence juive a averti que de telles pratiques violent la loi, les règlements de l'Agence juive et du Pacte entre l'État israélien et le FNJ. Fonds spécial ». [72]

Israel Shahak a décrit ce processus comme « un mélange dégoûtant de discrimination raciale et de corruption financière ».

Ce que tout cela révèle, cependant, c'est que l'État d'Israël emploie tous les usages normaux dans un sens raciste. Le « peuple » signifie uniquement les Juifs. Un « immigré » ou un « colon » ne peut être qu'un juif. Une colonie signifie une colonie pour les seuls Juifs. La terre nationale signifie la terre juive – pas la terre israélienne.

Ainsi, la loi et les droits, les protections et le droit à l'emploi ou à la propriété ne concernent que les Juifs. La citoyenneté ou la nationalité « israélienne » s'applique strictement aux Juifs dans toutes les applications spécifiques de leur sens et de leur gouvernance.

Puisque la définition d'un juif est entièrement basée sur un diktat religieux orthodoxe, « des générations d'ascendance juive maternelle » sont la condition préalable pour jouir du droit à la propriété, à l'emploi ou à la protection en vertu de la loi. Il n'y a plus d'exemple parfait de lois et de procédures racistes.

Selon ces mêmes critères, plus de 55 % des terres et 70 % de l'eau de Cisjordanie [territoire occupé en 1967] ont été saisis au profit de 6 % de la population – quelque 40 000 colons parmi 800 000 Palestiniens. À Gaza [territoire occupé en 1967], 2 200 colons ont reçu plus de 40 % des terres. Un demi-million de Palestiniens sont confinés dans des camps surpeuplés et des bidonvilles.

Ainsi, les pratiques universellement décriées dans les territoires occupés d'après 1967 ne sont que la continuation du processus même dans lequel l'État israélien lui-même a été établi. L'usage de la force, la saisie des terres et l'exclusion des travailleurs non juifs sont au cœur de la théorie et de la pratique sionistes. Theodor Herzl promulgua ce programme le 12 juin 1895 :

« Nous allons... faire passer la population sans le sou de l'autre côté de la frontière... tout en lui refusant tout emploi dans notre pays. » [73]

Les kibboutzim racistes

Ironiquement, l'institution israélienne au sujet de laquelle les plus grandes illusions sont entretenues est le Kibboutz – un exemple présumé de coopération socialiste.

Comme l'a déclaré Israel Shahak :

« L'organisation israélienne qui pratique le plus l'exclusion raciste est... le Kibboutz. La majorité des Israéliens sont conscients du caractère raciste du Kibboutz, tel qu'il est affiché non seulement contre les Palestiniens mais contre tous les êtres humains qui ne sont pas juifs, depuis un certain temps. » [74]

Les kibboutzim existent principalement sur les terres palestiniennes saisies. Les non-juifs ne peuvent pas être membres. Si des « travailleurs temporaires » qui sont chrétiens s'impliquent avec des femmes juives, elles sont obligées de se convertir au judaïsme afin d'être membres d'un kibboutz. Shahak rapporte :

« Les candidats chrétiens à l'adhésion au kibboutz par conversion doivent promettre de cracher à l'avenir en passant devant une église ou une croix. » [75]

Aujourd'hui, quelque 93 % des terres de ce qu'on appelle l'État d'Israël sont contrôlées par l'Administration des terres d'Israël selon les directives du Fonds national juif. Pour avoir le droit de vivre sur la terre, de louer une terre ou de travailler sur la terre, il faut prouver au moins quatre générations d'origine juive maternelle.

Si, aux États-Unis, pour vivre sur la terre, la louer, la louer ou la travailler de quelque manière que ce soit, vous deviez prouver que vous n'aviez pas au moins quatre générations d'origine juive maternelle, qui douterait du racisme nature d'une telle législation ?

Notes

63. Une analyse détaillée de ce processus peut être trouvée dans *The Demographic Transformation of Palestine* de Janet Abu Lughod, dans Ibrahim Abu Lughod, éd., *The Transformation of Palestine* (Evanston, Ill. : Northwestern University Press, 1971), pp.139- 64.

64. Moshe Dayan, 19 mars 1969, Ha'aretz , 4 avril 1969, et cité dans Davis.

65. Davis et Mezvinski, p.47.

66. Fonds national juif, Villages juifs en Israël, p.xxi. Cité dans Lehn et Davis, *The Jewish National Fund*.

67. L'estimation des Nations Unies a été faite à la fin des années 50. Baruch Kimmerling, *Sionisme et économie*, p.100. Cité dans Davis, p.19. Dans leurs livres, Davis et Kimmerling parlent de « 118-120 milliards de livres sterling ». Cet auteur n'a pas pu localiser le rapport original des Nations Unies, mais après un examen approfondi d'autres sources, il semble que Kimmerling (alors Davis) ait fait une erreur typographique. Le chiffre devrait être des millions de livres sterling – pas des milliards.

68. Dan Peretz, *Israël et les Arabes palestiniens*, pp.142., Davis, pp.20-21. Les diamants sud-africains sont taillés et raffinés en Israël, dans le cadre d'un partenariat révélateur, avant d'être distribués sur le marché mondial.

69. Walter Lehn, *Le fonds national juif comme instrument de discrimination*. Cité dans *Sionism and Racism*, (Londres : Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, 1977), p.80.

69a. Le rapport de l'Administration des terres d'Israël (Jérusalem 1962) stipule que l'ILA a juridiction sur « 92,6 % » de la superficie totale de l'État. Le professeur de l'Université hébraïque Uzzi Ornan identifie la zone « à laquelle s'appliquent les principes du FNJ » comme « 95 % de l'Israël d'avant 1967 ». Ma'ariv, 30 janvier 1974.

69b. Walter Lehn avec Uri Davis, *The Jewish National Fund*, (Londres : Kegan Paul International Ltd., 1988), p.114.

69c. Idem., p.115.

70. Bail du FNJ, article 23, cité dans Israel Shahak, éd., *The Non-Jew in the Jewish State* (Jérusalem: 1975).

71. Ha'aretz, 13 décembre 1974.

72. Ma'ariv, 3 juillet 1975.

73. Raphael Patai, éd., *The Complete Diaries of Theodor Herzl*, (New York: 1960), p.88.

74. Israel Shahak, *Un message au mouvement des droits de l'homme en Amérique – Israël aujourd'hui : l'autre apartheid, à contre-courant*, janvier-février 1986.

75. Idem.

Chapitre 6 - Le sionisme et les Juifs

Si la colonisation de la Palestine a été caractérisée par une série de déprédations, nous devrions prendre un moment pour examiner l'attitude du mouvement sioniste non seulement envers ses victimes palestiniennes (sur lesquelles nous reviendrons), mais envers les Juifs eux-mêmes.

Herzl lui-même a écrit à propos des Juifs de la manière suivante : « J'ai acquis une attitude plus libre envers l'antisémitisme, que j'ai maintenant commencé à comprendre historiquement et à pardonner. Par-dessus tout, j'ai reconnu le vide et la futilité d'essayer de « combattre » l'antisémitisme. [76] L'organisation de jeunesse des sionistes, Hashomer Hatzair (jeune garde) a publié ce qui suit : « Un juif est une caricature d'un être humain normal et naturel, à la fois physiquement et spirituellement. En tant qu'individu dans la société, il se révolte et se débarrasse du harnais des obligations sociales, ne connaît ni ordre ni discipline. » [77] « Le peuple juif, écrivait Jabotinsky dans la même veine, est un très mauvais peuple ; ses voisins le détestent et à juste titre... son seul salut réside dans une immigration générale vers la terre d'Israël. [78] Les fondateurs du sionisme désespéraient de lutter contre l'antisémitisme et, paradoxalement, considéraient les antisémites eux-mêmes comme des alliés, en raison d'une volonté commune d'éloigner les Juifs des pays dans lesquels ils vivaient. Pas à pas, ils ont assimilé les valeurs de la haine des Juifs et de l'antisémitisme, alors que le mouvement sioniste en est venu à considérer les antisémites eux-mêmes comme leurs sponsors et protecteurs les plus fiables.

Theodor Herzl a approché nul autre que le comte Von Plehve, l'auteur des pires pogroms de Russie – les pogroms de Kichinev avec la proposition suivante : « Aidez-moi à atteindre la terre [Palestine] plus tôt et la révolte [contre la domination tsariste] prendra fin. » [79] Von Plehve a accepté et il s'est engagé à financer le mouvement sioniste. Plus tard, il se plaindra à Herzl : « Les Juifs ont rejoint les partis révolutionnaires. Nous étions sympathiques à votre mouvement sioniste tant qu'il travaillait à l'émigration. Vous n'avez pas à me justifier le mouvement. Vous prêchez à un converti. [80] Herzl et Weizmann ont proposé d'aider à garantir les intérêts tsaristes en Palestine et de débarrasser l'Europe de l'Est et la Russie de ces « Juifs anarcho-bolcheviques nocifs et subversifs ».

Comme nous l'avons noté, le même appel a été lancé par les sionistes au sultan de Turquie, au Kaiser en Allemagne, à l'impérialisme français et au Raj britannique.

Sionisme et fascisme

L'histoire du sionisme – largement réprimée – est sordide.

Mussolini a mis en place des escadrons du mouvement de jeunesse sioniste révisionniste, Betar, en chemises noires à l'instar de ses propres groupes fascistes.

Lorsque Menahem Begin est devenu chef de Betar, il a préféré les chemises brunes des gangs hitlériens, un uniforme que les membres de Begin et Betar portaient à toutes les réunions et rassemblements - au cours desquels ils se sont salués et ont ouvert et fermé les réunions avec le salut fasciste.

Simon Petilura était un fasciste ukrainien qui a personnellement dirigé des pogroms qui ont tué 28 000 Juifs dans 897 pogroms distincts. Jabotinsky a négocié une alliance avec Petilura, proposant une force de police juive pour accompagner les forces de Petilura dans leur lutte contre-révolutionnaire contre l'Armée rouge et la révolution bolchevique - un processus impliquant le meurtre de paysans, d'ouvriers et d'intellectuels partisans de la révolution.

Collaborer avec les nazis

Cette stratégie consistant à enrôler les antijuifs virulents d'Europe et à s'aligner sur les mouvements et les régimes les plus vicieux en tant que patrons financiers et militaires d'une colonie sioniste en Palestine, n'excluait pas les nazis.

La Fédération sioniste d'Allemagne a envoyé un mémorandum de soutien au parti nazi le 21 juin 1933. La Fédération y notait :

... une renaissance de la vie nationale telle qu'elle se produit dans la vie allemande ... doit également avoir lieu dans le groupe national juif.

Sur la base du nouvel État [nazi] qui a établi le principe de race, nous souhaitons ainsi insérer notre communauté dans la structure totale afin que pour nous aussi, dans le domaine qui nous est assigné, une activité fructueuse pour la Patrie soit possible. ... [81]

Loin de répudier cette politique, le Congrès de l'Organisation sioniste mondiale en 1933 a rejeté une résolution appelant à l'action contre Hitler par un vote de 240 à 43.

Au cours de ce même congrès, Hitler a annoncé un accord commercial avec la banque anglo-palestinienne de la WZO, brisant ainsi le boycott juif du régime nazi à un moment où l'économie allemande était extrêmement vulnérable. C'était l'apogée de la Dépression et les gens faisaient rouler des barils pleins de marks allemands sans valeur. L'Organisation sioniste mondiale a brisé le boycott juif et est devenue le principal distributeur de biens nazis à travers le Moyen-Orient et l'Europe du Nord. Ils ont créé la Ha'avara, qui était une banque en Palestine destinée à recevoir de l'argent de la bourgeoisie juive allemande, avec laquelle des sommes de marchandises nazies ont été achetées en très grande quantité.

Embrasser la SS

Par conséquent, les sionistes ont amené le baron von Mildenstein du service de sécurité SS en Palestine pour une visite de six mois en soutien au sionisme. Cette visite a conduit à un rapport en douze parties de Joseph Goebbels, ministre de la Propagande d'Hitler, dans *Der Angriff* (L'assaut) en 1934 louant le sionisme. Goebbels a commandé un médaillon frappé de la croix gammée d'un côté, et de l'autre, l'étoile de David sioniste. En mai 1935, Reinhardt Heydrich, le chef du Service de sécurité SS, écrivit un article dans lequel il séparait les Juifs en « deux catégories ». Les Juifs qu'il préférerait étaient les sionistes : « Nos bons vœux ainsi que notre bien officiel les accompagneront. » [82] En 1937, la milice sioniste « socialiste » travailliste, la Haganah (fondée par Jabotinsky) a envoyé un agent (Feivel Polkes) à Berlin offrant d'espionner pour le service de sécurité SS en échange de la libération de la richesse juive pour la colonisation sioniste. Adolf Eichmann a été invité en Palestine en tant qu'invité de la Haganah.

Feivel Polkes a informé Eichmann :

« Les cercles nationalistes juifs étaient très satisfaits de la politique allemande radicale, car la force de la population juive en Palestine s'en trouverait tellement augmentée que dans un avenir prévisible, les Juifs pourraient compter sur une supériorité numérique sur les Arabes. » [83]

La liste des actes de collaboration sioniste avec les nazis s'allonge encore et encore. Qu'est-ce qui peut expliquer cette incroyable volonté des dirigeants sionistes de trahir les Juifs d'Europe ? Toute la justification de l'État d'Israël offerte par ses apologistes était qu'il était destiné à être le refuge des Juifs confrontés à la persécution.

Les sionistes, au contraire, considéraient tout effort pour sauver les Juifs d'Europe non pas comme l'accomplissement de leur objectif politique, mais comme une menace pour l'ensemble de leur mouvement. Si les Juifs d'Europe étaient sauvés, ils souhaiteraient aller ailleurs et l'opération de sauvetage n'aurait rien à voir avec le projet sioniste de conquête de la Palestine.

Sacrifier les Juifs d'Europe

Le corrélatif aux actes de collaboration avec les nazis tout au long des années 1930 était que lorsque des tentatives de modifier les lois sur l'immigration aux États-Unis et en Europe occidentale ont été envisagées afin de fournir un refuge symbolique aux Juifs persécutés d'Europe, ce sont les sionistes qui ont activement organisé arrêter ces efforts.

Ben Gourion a informé une réunion de Sionistes Travailleurs en Grande-Bretagne en 1938 : *« Si je savais qu'il serait possible de sauver tous les enfants en Allemagne en les amenant en Angleterre et seulement la moitié d'entre eux en les transportant en Eretz Israël, alors j'opte pour la deuxième alternative. »* [84] Cette obsession de coloniser la Palestine et d'écraser les Arabes a conduit le mouvement sioniste à s'opposer à tout sauvetage des Juifs menacés d'extermination, car la capacité de détourner une main-d'œuvre sélectionnée vers la Palestine serait entravée. De 1933 à 1935, le WZO a refusé les deux tiers de tous les Juifs allemands qui ont demandé des certificats d'immigration.

Berel Katznelson, rédacteur en chef du Labour Zionist Davar, a décrit les « critères cruels du sionisme » : les Juifs allemands étaient trop vieux pour avoir des enfants en Palestine, manquaient de métiers pour construire une colonie sioniste, ne parlaient pas l'hébreu et n'étaient pas sionistes. A la place de ces Juifs menacés d'extermination, la WZO a amené en Palestine 6 000 jeunes sionistes formés des États-Unis, de Grande-Bretagne et d'autres pays sûrs. Pire que cela, le WZO n'a pas simplement échoué à chercher une alternative pour les Juifs confrontés à l'Holocauste, la direction sioniste s'est opposée de manière belliqueuse à tous les efforts visant à trouver un refuge pour les Juifs en fuite.

Jusqu'en 1943, alors que les Juifs d'Europe étaient exterminés par millions, le Congrès américain proposa de créer une commission pour « étudier » le problème. Le rabbin Stephen Wise, qui était le principal porte-parole américain du sionisme, est venu à Washington pour témoigner contre le projet de loi sur le sauvetage parce qu'il détournerait l'attention de la colonisation de la Palestine.

C'est le même Rabbi Wise qui, en 1938, en sa qualité de chef du Congrès juif américain, écrivit une lettre dans laquelle il s'opposait à toute modification des lois américaines sur l'immigration qui permettrait aux Juifs de trouver refuge. Il a déclaré :

Cela peut vous intéresser de savoir qu'il y a quelques semaines, les représentants de toutes les principales organisations juives se sont réunis en conférence... Il a été décidé qu'aucune organisation juive ne parrainerait, à ce moment-là, un projet de loi qui modifierait de quelque manière que ce soit les lois sur l'immigration. [85]

Combattre l'asile

L'ensemble de l'establishment sioniste a rendu sa position sans équivoque dans sa réponse à une motion de 227 députés britanniques appelant le gouvernement à fournir l'asile dans les territoires britanniques aux Juifs persécutés. Le maigre engagement qui a été préparé était le suivant :

Le gouvernement de Sa Majesté a délivré quelques centaines de permis d'immigration mauriciens et autres en faveur de familles juives menacées. [86]

Mais même cette mesure symbolique a été combattue par les dirigeants sionistes. Lors d'une réunion parlementaire le 27 janvier 1943, alors que les prochaines étapes étaient poursuivies par plus d'une centaine de députés, un porte-parole des sionistes a annoncé qu'ils s'opposaient à cette motion car elle ne contenait pas de préparatifs pour la colonisation de la Palestine. C'était une position cohérente.

Chaim Weizmann, le leader sioniste qui avait arrangé la Déclaration Balfour et allait devenir le premier président d'Israël, a rendu cette politique sioniste très explicite :

Les espoirs des six millions de Juifs d'Europe reposent sur l'émigration. On m'a demandé : « Pouvez-vous amener six millions de Juifs en Palestine ? J'ai répondu : "Non". ... Du fond de la tragédie, je veux sauver ... les jeunes [pour la Palestine]. Les anciens passeront. Ils supporteront leur sort ou ils ne le feront pas. Ils sont poussière, poussière économique et morale dans un monde cruel... Seule la branche des jeunes survivra. Ils doivent l'accepter. [87]

Yitzhak Gruenbaum, le président du comité mis en place par les sionistes, nominalement pour enquêter sur la condition des Juifs européens, a déclaré :

Quand ils viennent à nous avec deux plans – le sauvetage des masses de Juifs en Europe ou le rachat de la terre – je vote, sans arrière-pensée, pour le rachat de la terre. Plus on parle du massacre de notre peuple, plus on minimise nos efforts pour renforcer et promouvoir l'hébraïsation de la terre. S'il y avait une possibilité aujourd'hui d'acheter des colis de nourriture avec l'argent de la Karen Hayesod [Appel juif uni] pour l'envoyer via Lisbonne, ferions-nous une telle chose ? Non. Et encore une fois non ! [88]

Trahir la résistance

En juillet 1944, le leader juif slovaque, le rabbin Dov Michael Weissmandel, dans une lettre aux responsables sionistes chargés de ces « organisations de sauvetage », proposa une série de mesures pour sauver les Juifs devant être liquidés à Auschwitz. Il a offert des cartes exactes

des chemins de fer et a encouragé le bombardement des voies sur lesquelles les Juifs hongrois étaient transportés vers les crématoires.

Il appela au bombardement des fours d'Auschwitz, au parachutage de munitions à 80 000 prisonniers, au parachutage de saboteurs pour faire sauter tous les moyens d'anéantissement et ainsi mettre fin à la crémation de 13 000 juifs chaque jour.

Si les Alliés refusaient la demande organisée et publique des « organisations de sauvetage », Weissmandel proposait que les sionistes, qui disposaient de fonds et d'une organisation, obtiennent des avions, recrutent des volontaires juifs et procèdent au sabotage. [89]

Weissmandel n'était pas seul. À la fin des années trente et quarante, des porte-parole juifs en Europe ont crié à l'aide, à des campagnes publiques, à une résistance organisée, à des manifestations pour forcer la main des gouvernements alliés - seulement pour se heurter non seulement au silence sioniste, mais aussi au sabotage sioniste actif des maigres efforts qui ont été proposés ou préparés en Grande-Bretagne et aux États-Unis.

Voici le cri-du-cœur, du Rabbin Weissmandel. Écrivant aux sionistes en juillet 1944, il demanda avec incrédulité.

Pourquoi n'avez-vous rien fait jusqu'à présent ? Qui est coupable de cette effroyable négligence ? N'êtes-vous pas coupables, nos frères juifs : vous qui avez la plus grande fortune du monde : la liberté ?

Nous vous envoyons – a encore écrit le rabbin Weissmandel – ce message spécial : pour vous informer qu'hier les Allemands ont commencé la déportation des Juifs de Hongrie... Les déportés se rendent à Auschwitz pour être mis à mort par le gaz cyanure. Voici le programme, d'Auschwitz d'hier à la fin :

Douze mille Juifs – hommes, femmes et enfants, vieillards, nourrissons, sains et malades, doivent être étouffés quotidiennement.

Et vous, nos frères en Palestine, dans tous les pays de liberté, et vous ministres de tous les Royaumes, comment gardez-vous le silence face à ce grand meurtre ?

Silencieux pendant que des milliers et des milliers, atteignant maintenant six millions de Juifs, sont assassinés ? Et silencieux maintenant, alors que des dizaines de milliers de personnes sont toujours assassinées et attendent d'être assassinées ? Leurs cœurs détruits vous demandent de l'aide alors qu'ils pleurent votre cruauté.

Brutal, vous l'êtes et meurtriers aussi, à cause du sang-froid du silence dans lequel vous observez, parce que vous êtes assis les bras croisés et que vous ne faites rien, bien que vous puissiez arrêter ou retarder le meurtre des Juifs à cette heure même.

Vous, nos frères, fils d'Israël, êtes-vous fous ? Vous ne connaissez pas l'enfer qui nous entoure ? Pour qui économisez-vous votre argent ? Meurtriers ! Des hommes fous ! Qui est-ce qui donne la charité : vous qui jetez quelques sous de vos maisons sûres, ou nous qui donnons notre sang dans les profondeurs de l'enfer ? [90]

Aucun dirigeant sioniste n'a soutenu sa demande, pas plus que les régimes capitalistes occidentaux n'ont bombardé un seul camp de concentration.

Un pacte contre les juifs de Hongrie

Le point culminant de la trahison sioniste a été le sacrifice des Juifs de Hongrie dans une série d'accords entre le mouvement sioniste et l'Allemagne nazie qui est devenu connu pour la première fois en 1953. Le Dr Rudolph Kastner du Comité de sauvetage de l'Agence juive à Budapest a signé un pacte secret avec Adolf Eichmann pour « régler la question juive » en Hongrie. Cela a eu lieu en 1944. Le pacte a scellé le sort de 800 000 Juifs.

Il devait être révélé plus tard que Kastner était sous la direction des dirigeants sionistes à l'étranger lorsqu'il passa son accord avec Eichmann. L'accord prévoyait le sauvetage de six cents Juifs éminents à condition que le silence soit maintenu sur le sort des Juifs hongrois.

Lorsqu'un survivant, Malchiel Greenwald, a dénoncé le pacte et dénoncé Kastner comme un collaborateur nazi dont « les actes à Budapest ont coûté la vie à des centaines de milliers de Juifs » [91][91] Greenwald a été poursuivi par le gouvernement israélien, dont les dirigeants avaient rédigé les termes du pacte de Kastner.

La Cour israélienne est arrivée à la conclusion suivante :

Le sacrifice de la majorité des Juifs, afin de sauver les éminents, était l'élément de base de l'accord entre Kastner et les nazis. Cet accord fixait la division de la nation en deux camps inégaux, un petit fragment de personnalités que les nazis avaient promis à Kastner de sauver, d'une part, et la grande majorité des Juifs hongrois que les nazis désignaient à mort, d'autre part.. [92]

Le tribunal déclara que la condition impérative de ce pacte était que ni Kastner ni les dirigeants sionistes n'interfèrent dans l'action des nazis contre les Juifs. Ces dirigeants se sont engagés non seulement à éviter toute ingérence, mais ils ont également convenu qu'ils ne, selon les mots de la cour israélienne, "les entraveraient dans l'extermination".

La collaboration entre le Comité de sauvetage de l'Agence juive et les exterminateurs de Juifs s'est solidifiée à Budapest et à Vienne. Les fonctions de Kastner faisaient partie intégrante des SS. En plus de son département d'extermination et de son département de pillage, les SS nazis ont ouvert un département de sauvetage dirigé par Kastner. [93]

Sauver les nazis, pas les juifs

Il n'est pas surprenant qu'il soit révélé que Kastner est intervenu pour éviter que le général SS Kurt Becher ne soit jugé pour crimes de guerre. Becher était l'un des principaux négociateurs de l'accord avec les sionistes en 1944. Il était également un major SS en Pologne, membre du Corps de la mort « qui travaillait 24 heures sur 24 pour tuer des Juifs ». "Becher s'est distingué en tant que tueur de Juifs en Pologne et en Russie." [94] Il a été nommé commissaire de tous les camps de concentration nazis par Heinrich Himmler.

Que lui est-il arrivé ? Il est devenu président de nombreuses sociétés et a dirigé la vente de blé à Israël. Sa société, la Cologne-Handel Gesellschaft, a fait de nombreuses affaires avec le gouvernement israélien.

Un pacte militaire avec le nazisme

Le 11 janvier 1941, Avraham Stern a proposé un pacte militaire formel entre l'Organisation militaire nationale (NMO), dont Yitzhak Shamir, l'actuel Premier ministre d'Israël, était un dirigeant éminent, et le Troisième Reich nazi. Cette proposition est devenue connue sous le nom de document d'Ankara, ayant été découverte après la guerre dans les archives de l'ambassade d'Allemagne en Turquie. Il indique ce qui suit :

L'évacuation des masses juives d'Europe est une condition préalable à la résolution de la question juive ; mais cela ne peut être rendu possible et complet que par l'installation de ces masses dans la patrie du peuple juif, la Palestine, et par l'établissement d'un État juif dans ses frontières historiques...

Le NMO, qui connaît bien la bonne volonté du gouvernement du Reich allemand et de ses autorités envers les activités sionistes en Allemagne et envers les plans d'émigration sionistes, est d'avis que :

1. Des intérêts communs pourraient exister entre l'instauration d'un Ordre Nouveau en Europe conforme au concept allemand, et les véritables aspirations nationales du peuple juif telles qu'elles sont incarnées par l'OMN.
2. La coopération entre la nouvelle Allemagne et l'Hebraïum national folklorique renouvelé serait possible
3. L'établissement de l'État juif historique sur une base nationale et totalitaire, et lié par un traité avec le Reich allemand, serait dans l'intérêt d'une future position de puissance allemande maintenue et renforcée au Proche-Orient.

Partant de ces considérations, l'OMN en Palestine, à condition que les aspirations nationales susmentionnées du mouvement de libération israélien soient reconnues du côté du Reich allemand, propose de participer activement à la guerre aux côtés de l'Allemagne. [95]

La perfidie du sionisme

La perfidie du sionisme – la trahison des victimes de l'Holocauste – était le point culminant de leur tentative d'identifier les intérêts des Juifs avec ceux de l'ordre établi. Aujourd'hui, les sionistes joignent leur État au bras armé de l'impérialisme américain – des escadrons de la mort d'Amérique latine aux opérations secrètes de la CIA sur quatre continents.

Cette histoire sordide est enracinée dans la démoralisation des fondateurs du sionisme, qui ont rejeté la possibilité de vaincre l'antisémitisme par la lutte populaire et la révolution sociale. Moses Hess, Theodor Herzl et Chaim Weizmann ont choisi le mauvais côté des barricades – celui du pouvoir de l'État, de la domination de classe et de l'exploitation. Ils ont proposé une disjonction putative entre l'émancipation de la persécution et la nécessité d'un changement social. Ils comprirent parfaitement que la culture de l'antisémitisme et la

persécution des Juifs étaient l'œuvre de la classe dirigeante même dont ils s'attiraient les faveurs.

En cherchant le parrainage des antisémites eux-mêmes, ils révélèrent plusieurs motifs : le culte du pouvoir auquel ils associaient la force ; un désir de mettre fin à la « faiblesse » et à la vulnérabilité juives, cessant d'être des étrangers perpétuels.

Cette sensibilité n'était qu'un pas vers l'assimilation des valeurs et des idées des antijuifs eux-mêmes. Les Juifs, écrivaient les sionistes, étaient en effet un peuple indiscipliné, subversif, dissident, digne du mépris qu'ils avaient mérité. Les sionistes ont répondu sans vergogne à la haine raciste des Juifs. Adorant le pouvoir, ils faisaient appel à la volonté antisémite des von Plehves et des Himmler de se débarrasser d'un peuple victime longtemps radicalisé par les persécutions, un peuple qui remplissait les rangs des mouvements révolutionnaires et dont les souffrances attiraient leurs meilleurs esprits à l'offensive du ferment intellectuel, aux valeurs établies.

Le sale secret de l'histoire sioniste est que le sionisme était menacé par les Juifs eux-mêmes. Défendre le peuple juif des persécutions, c'était organiser la résistance aux régimes qui le menaçaient. Mais ces régimes incarnaient l'ordre impérial qui comprenait la seule force sociale désireuse ou capable d'imposer une colonie de peuplement au peuple palestinien. Par conséquent, les sionistes avaient besoin de la persécution des Juifs pour persuader les Juifs de devenir des colonisateurs au loin, et ils avaient besoin des persécuteurs pour parrainer l'entreprise.

Mais les Juifs européens n'avaient jamais manifesté d'intérêt pour la colonisation de la Palestine. Le sionisme est resté un mouvement marginal parmi les Juifs, qui aspiraient à vivre dans leur pays de naissance sans discrimination ou à échapper aux persécutions en émigrant vers des démocraties bourgeoises perçues comme plus tolérantes.

Le sionisme, par conséquent, ne pourrait jamais répondre aux besoins ou aux aspirations des Juifs. Le moment de vérité est venu lorsque la persécution a cédé la place à l'extermination physique. Mis à l'épreuve ultime et unique de leur relation réelle avec la survie juive, les sionistes n'ont pas simplement échoué à mener la résistance ou à défendre les Juifs, ils ont activement saboté les efforts juifs pour boycotter l'économie nazie. Ils recherchaient, même alors, le parrainage des meurtriers de masse eux-mêmes, non seulement parce que le Troisième Reich semblait assez puissant pour imposer une colonie sioniste, mais parce que les pratiques nazies étaient conformes aux hypothèses sionistes.

Il y avait un terrain d'entente entre les nazis et les sionistes, exprimé non seulement dans la proposition de l'Organisation militaire nationale de Shamir de former un État en Palestine sur une « base totalitaire nationale ». Vladimir Jabotinsky, dans son dernier ouvrage, *The Jewish War Front*, (1940) a écrit sur ses plans pour le peuple palestinien :

Puisque nous avons cette grande autorité morale pour envisager sereinement l'exode des Arabes, nous n'avons pas à considérer le départ possible de 900 000 avec consternation. Herr Hitler a récemment accru la popularité du transfert de population. [96]

La remarquable déclaration de Jabotinsky dans *The Jewish War Front* synthétise la pensée sioniste et sa faillite morale. Le massacre des Juifs a donné au sionisme « une grande autorité morale ». - Pour quelle raison ? « Pour avoir envisagé sereinement l'exode des Arabes. La leçon de la destruction des Juifs par les Nazis était qu'il était désormais permis aux sionistes d'infliger le même sort à l'ensemble de la population palestinienne.

Sept ans plus tard, les sionistes ont imité les nazis, dont ils ont cherché et même parfois obtenu le soutien, et ils ont couvert la Palestine ensanglantée dans de multiples Lidices [97], poussant 800 000 personnes à l'exil.

Les sionistes ont approché les nazis dans le même esprit que Von Plehve, agissant sur la notion perverse que la haine des Juifs était utile. Leur but n'était pas le sauvetage, mais la conscription forcée de quelques privilégiés – le reste devant être voué à leur sort agonisant.

Le sionisme recherchait des corps avec lesquels coloniser la Palestine et préférait les cadavres juifs par millions à tout sauvetage qui pourrait installer des juifs ailleurs.

Si jamais on pouvait s'attendre à ce qu'un peuple comprenne le sens de la persécution, la douleur d'être un réfugié perpétuel et l'humiliation de la calomnie, ce devrait être les Juifs.

Au lieu de la compassion, les sionistes ont célébré la persécution des autres, alors même qu'ils ont d'abord trahi les Juifs, puis les ont dégradés. Ils sélectionnent un peuple victime à qui infliger un dessein conquérant. Ils ont aligné les Juifs survivants sur un nouveau génocide contre le peuple palestinien, se couvrant, avec une ironie sauvage, du linceul collectif de l'Holocauste.

Notes

76. Marvin Lowenthal, éd., *Les Journaux de Theodor Herzl*, p.6. Cité dans Lenni Brenner, *Zionism in the Age of the Dictators* (Westport, Connecticut: Lawrence Hill, 1983) p.6.

77. Extrait de *Our Shomer* « Weltanschauung », Hashomer Hatzair, décembre 1936. Initialement publié en 1917, Brenner, *Zionism*, p.22.

78. Brenner, *Le mur de fer*.

79. *Ibid.*, p.14.

80. *Idem.*

81. Brenner, *Sionisme*, p.48.

82. *Ibid.*, p.85.

83. *Ibid.*, p.99.

84. *Idem.*, p.149.

85. *Idem.*

86. Le rabbin Solomon Schonfeld, grand rabbin britannique pendant la Seconde Guerre mondiale. Faris Yahya, *Sionist Relations with Nazi Germany* (Beyrouth, Liban: Palestine Research Center, janvier 1978), p.53.
87. Chaim Weizmann rapportant au Congrès sioniste en 1937 son témoignage devant la Commission Peel à Londres, juillet 1937. Cité dans Yahya, p.55.
88. Yitzhak Gruenbaum était président du Comité de sauvetage de l'Agence juive. Extrait d'un discours prononcé en 1943. Ibid., p.56.
89. Idem., p.53.
90. Idem., p.59-60.
91. Idem., p.58.
92. Jugement rendu le 22 juin 1955, Protocole de l'affaire pénale 124/53 au tribunal de district de Jérusalem. Idem., p.58.
93. Idem., p.59.
94. Ben Hecht, *Perfidy* (New York: 1961), pp.58-59. Idem., p.60.
95. Proposition de l'Organisation militaire nationale - Irgun Zvai Leumi - concernant la solution de la question juive en Europe et la participation de l'OMN à la guerre aux côtés de l'Allemagne. Texte original trouvé dans David Yisraeli, *The Palestine Problem in German Politics. 1889-1945*. (Ramat Gan, Israël : Université Bar Ilan, 1974), pp.315-317, Brenner. Le sionisme, p.267.
96. Brenner, *Le mur de fer*, p.107.
97. Lidice était un village tchèque rasé par les SS. Il est devenu un symbole de la brutalité nazie et a été désigné comme un crime de guerre lors des procès de Nuremberg.

Chapitre 7 - Le mythe de la sécurité

« Sécurité » a été le slogan utilisé pour masquer le massacre généralisé de populations civiles dans toute la Palestine et le Liban, pour la confiscation des terres palestiniennes et arabes, pour l'expansion dans le territoire environnant et l'établissement de nouvelles colonies, pour la déportation et pour la torture soutenue de prisonniers politiques.

La publication du Journal personnel de Moshe Sharett (Yoman ishi, Maariv, Tel Aviv, 1979) a démolit le mythe de la sécurité comme moteur de la politique israélienne. Moshe Sharett était un ancien Premier ministre d'Israël (1954-55), directeur du département politique de l'Agence juive et ministre des Affaires étrangères (1948-56).

Le journal de Sharett révèle dans un langage explicite que les dirigeants politiques et militaires israéliens n'ont jamais cru en aucun danger arabe pour Israël.

Ils ont cherché à manœuvrer et à forcer les États arabes à des affrontements militaires que les dirigeants sionistes étaient certains de gagner afin qu'Israël puisse procéder à la déstabilisation des régimes arabes et à l'occupation planifiée de territoires supplémentaires.

Sharett a décrit le motif dominant de la provocation militaire israélienne :

Provoquer la liquidation de toutes... les revendications palestiniennes sur la Palestine par la dispersion des réfugiés palestiniens dans des coins éloignés du monde. [98]

Les journaux de Sharett documentent un programme de longue date des dirigeants israéliens du Labour et du Likoud : « démembrement le monde arabe, vaincre le mouvement national arabe et créer des régimes fantoches sous le pouvoir régional israélien ». [99] Sharett cite des réunions du cabinet, des documents de position et des mémorandums politiques qui ont préparé des guerres « pour modifier radicalement l'équilibre des pouvoirs dans la région, transformant Israël en la grande puissance du Moyen-Orient ». [100] Sharett révèle que loin d'Israël "réagissant" à la nationalisation par Nasser du canal de Suez pour sa guerre d'octobre 1956, les dirigeants israéliens avaient préparé cette guerre et l'avaient inscrite à leur agenda dès l'automne 1953, un an avant l'arrivée au pouvoir de Nasser. Sharett raconte comment le cabinet israélien avait convenu que les conditions internationales pour cette guerre mûriraient dans les trois ans. L'intention explicite était « l'absorption du territoire de Gaza et du Sinaï ». Un calendrier de conquête a été décidé au plus haut niveau militaire et politique. L'occupation de Gaza et de la Cisjordanie a été préparée au début des années 1950. En 1954, David Ben Gourion et Moshe Dayan ont élaboré un plan détaillé pour déclencher un conflit interne libanais afin de fragmenter le Liban. C'était seize ans avant qu'une présence politique palestinienne organisée ne se produise là-bas à la suite des expulsions de Jordanie en 1970, lorsque le roi Hussein a massacré des Palestiniens lors de ce qu'on a appelé le « septembre noir ». Sharett a décrit « l'utilisation de la terreur et de l'agression pour provoquer » afin de faciliter la conquête :

J'ai médité sur la longue chaîne de faux incidents et d'hostilités que nous avons inventés et sur les nombreux affrontements que nous avons provoqués et qui ont coûté tant de sang, et

sur les violations de la loi par nos hommes qui ont toutes entraîné de graves désastres et déterminé l'ensemble cours des événements. [101]

Sharett raconte comment le 11 octobre 1953, le président israélien Ben Zvi « a soulevé comme d'habitude des questions inspirées telles que [notre] chance d'occuper le Sinaï et à quel point ce serait merveilleux si les Égyptiens lançaient une offensive afin que nous puissions poursuivre avec une invasion du désert." [102]

Le 26 octobre 1953, Sharett écrit :

- 1) L'armée considère la frontière actuelle avec la Jordanie comme absolument inacceptable.
- 2) L'armée planifie la guerre afin d'occuper le reste d'Eretz Israël. [103]

Le 31 janvier 1954, Dayan exposait les plans de guerre, divulgués par Sharett :

Nous devons avancer militairement en Syrie et réaliser une série de faits accomplis. La conclusion intéressante de tout cela concerne la direction dans laquelle pense le chef d'état-major. [104]

Absorber le Liban

En mai 1954, Ben Gourion et Dayan ont formulé un plan de guerre pour l'absorption du Liban :

Selon Dayan, la seule chose nécessaire est de trouver un officier, même juste un major. Il faudrait... l'acheter... pour lui faire accepter de se déclarer sauveur de la population maronite.

Ensuite, l'armée israélienne entrera au Liban, occupera le territoire nécessaire et créera un régime chrétien qui s'alliera avec Israël. Le territoire du Litani vers le sud sera totalement annexé à Israël et tout ira bien.

Si nous devons accepter l'avis du chef d'état-major, nous le ferions demain, sans attendre un signal [sic] de Bagdad. [105]

Mais douze jours plus tard, Dayan était passé à la vitesse supérieure pour l'invasion, l'occupation et le démembrement planifiés du Liban :

Le chef d'état-major soutient un projet d'embauche d'un officier libanais qui acceptera de servir de marionnette afin que l'armée israélienne puisse apparaître comme répondant à son appel « à libérer le Liban de ses oppresseurs musulmans ». [106]

Tout le scénario, par conséquent, de la guerre de 1982 au Liban était en place vingt-huit ans plus tôt, avant que l'OLP n'existe.

Sharett, qui s'est opposé à l'action initiale, raconte comment l'invasion du Liban a été reportée.

Feu vert de la CIA

La CIA a donné à Israël le « feu vert » pour attaquer l'Égypte. Les énergies de l'establishment sécuritaire d'Israël furent entièrement absorbées par les préparatifs de la guerre qui aurait lieu exactement un an plus tard. [107]

La véritable relation d'Israël avec le mouvement national arabe est placée par Sharett dans le contexte clair du service à la domination mondiale des États-Unis, dont l'expansion sioniste est une composante essentielle :

... Nous avons les mains libres et que Dieu nous bénisse si nous agissons avec audace ... Maintenant ... les États-Unis sont intéressés à renverser le régime de Nasser ... mais ils n'osent pas pour le moment utiliser les méthodes qu'ils ont adoptées pour renverser le gouvernement de gauche de Jacobo Arbenz au Guatemala [1954] et de Mossadegh en Iran [1953] ... Il préfère que son travail soit fait par Israël.

... Isser [le général] propose sérieusement et instamment ... que nous mettions à exécution notre plan d'occupation de la bande de Gaza maintenant ... La situation a changé et il y a d'autres raisons qui déterminent qu'il est « temps d'agir ». D'abord la découverte de pétrole à proximité de la Bande... sa défense passe par la domination de la Bande - cela seul vaut la peine d'aborder la question gênante des réfugiés. [108]

Moshe Sharett anticipait une autre vague de massacres, qui se produisit en fait. Le 17 février 1955, il écrit :

... Nous crions sur notre isolement et les dangers pour notre sécurité, nous initions l'agression et nous nous révélons sanguinaires et aspirant à commettre des massacres de masse. [109]

Ben Gourion et Dayan ont proposé qu'Israël crée un prétexte pour s'emparer de la bande de Gaza. La propre évaluation de Sharett le 27 mars 1955 était prophétique :

Supposons qu'il y ait 200 000 Arabes dans la bande de Gaza.

Supposons que la moitié d'entre eux courent ou seront forcés de courir vers les collines d'Hébron. De toute évidence, ils s'enfuiront sans rien et peu de temps après s'être installés dans un environnement stable, ils redeviendront émeutiers et sans abri. Il est facile d'imaginer l'indignation, la haine et l'amertume.

... Et nous en aurons 100 000 dans la Bande, et il est facile d'imaginer quels moyens nous utiliserons pour les supprimer et quel genre de gros titres nous recevrons dans la presse internationale. Le premier tour serait : Israël envahit agressivement la bande de Gaza. La seconde : Israël provoque à nouveau la fuite terrifiée de masses de réfugiés arabes. Leur haine sera ravivée par les atrocités que nous leur ferons subir pendant l'occupation. [110]

Un an plus tard, les troupes de Dayan occupaient la bande de Gaza, le Sinaï, le détroit de Tiran et étaient déployées le long du canal de Suez.

De Herzl à Dayan

Les plans exposés par Moshe Sharett ne proviennent pas de David Ben Gourion ou de Moshe Dayan. En 1904, Theodor Herzl a décrit le territoire revendiqué par le mouvement sioniste comme comprenant toutes les terres « du ruisseau d'Égypte à l'Euphrate ». [111] Le territoire englobait tout le Liban et la Jordanie, les deux tiers de la Syrie, la moitié de l'Irak, une bande de Turquie, la moitié du Koweït, un tiers de l'Arabie saoudite, le Sinaï et l'Égypte, y compris Port-Saïd, Alexandrie et Le Caire.

Dans son témoignage devant la commission spéciale d'enquête des Nations Unies qui préparait la partition de la Palestine (9 juillet 1947), le rabbin Fischmann, le représentant officiel de l'agence juive pour la Palestine, a réitéré les affirmations de Herzl :

La Terre Promise s'étend du fleuve d'Égypte jusqu'à l'Euphrate. Il comprend des parties de la Syrie et du Liban. [112]

Notes

98. Rokach, p.5.

99. Idem.

100. Idem., p.4.

101. Idem., p.6.

102. Idem., p.14.

103. Idem., p.18.

104. Idem., p.19.

105. Idem., p.29

106. Idem.

107. Idem., p.30.

108. Idem., p.55.

109. Idem., p.45.

110. Idem., p.50.

111. Herzl, Journaux. Vol.II, 1904, p.711.

112. Israel Shahak, Le plan sioniste pour le Moyen-Orient (Belmont, Mass. : AAUG, 1982).

Chapitre 8 – Guerre éclair et massacre

Les desseins sionistes sur le Liban sont bien antérieurs à la formation de l'État d'Israël. En 1918, la Grande-Bretagne a été informée des revendications sionistes sur le Liban jusqu'au fleuve Litani inclus. Les plans britanniques en 1920 pour désigner le Litani comme la frontière nord d'un État juif ont été modifiés en réponse aux objections françaises.

En 1936, les sionistes avaient proposé de soutenir l'hégémonie maronite au Liban. Le patriarche maronite a ensuite témoigné devant la Commission Peel en faveur d'un État sioniste en Palestine. En 1937, Ben Gourion parla des plans sionistes pour le Liban au Zionist World Workers Party, qui se réunissait à Zurich :

Ils sont l'allié naturel de la terre d'Israël. La proximité du Liban favorisera nos fidèles alliés dès la création de l'État juif et nous donnera la possibilité de nous étendre... [113]

En 1948, Israël occupe jusqu'au Litani mais se retire un an plus tard sous la pression. Sharett rapporte le calendrier de Ben Gourion en 1954 pour inciter les Maronites à fragmenter le Liban :

C'est maintenant la tâche centrale... Nous devons investir du temps et de l'énergie pour amener un changement fondamental au Liban. Les dollars ne doivent pas être épargnés... On ne nous pardonnera pas si nous ratons l'occasion historique. [114]

L'invasion du Liban en 1982 fait suite à une série de raids et d'invasions en 1968, 1976, 1978 et 1981. Les plans de démembrement du Liban se joignent désormais à l'objectif premier de disperser les habitants palestiniens du Liban par des massacres suivis d'expulsions.

L'invasion a été planifiée conjointement avec le gouvernement américain. La Phalange maronite faisait partie du projet : « Lorsqu'Amin Gemayel s'est rendu à Washington l'automne précédent, un responsable américain lui a demandé quand l'invasion était prévue. [115]

Plus tard, lorsque le ministre de la Défense Ariel Sharon s'est rendu à Washington : « Le secrétaire d'État, Alexander Haig, a donné son feu vert à l'invasion. [116]

L'invasion du Liban a été lancée sous la rubrique « Paix en Galilée ». Cruelle ironie ! Les premiers habitants de la Galilée y vivaient depuis un millénaire et en ont été chassés par un massacre en 1948. Ils s'étaient installés près de Sidon, installant des tentes dans un camp de réfugiés qu'ils appelaient Ain El Helweh, « Sweet Spring »

Le camp était organisé dans des zones correspondant aux communautés galiléennes d'où les gens étaient venus. Une Galilée miniature, ses zones reproduisaient les villages de la patrie dans la ville de tentes de la diaspora qui était Ain El Helweh.

En 1952, ils ont été autorisés à convertir des tentes en structures permanentes et ils étaient maintenant au nombre de 80 000, le plus grand camp palestinien du Liban.

Le dimanche 6 juin 1982, à 5h30 du matin, des bombardements aériens intenses ont commencé avec le début de l'invasion. Les Israéliens ont pris Ain El Helweh comme grille, utilisant un modèle de bombardement à saturation dans une série de quadrants. Tout

d'abord, un quadrant a été soumis à des bombardements de tapis, puis le suivant, méthodiquement et sans relâche, le bombardement de chaque quadrant a été renouvelé au fur et à mesure que le dernier était nivelé. Le bombardement continua ainsi pendant dix jours et dix nuits. Des bombes à fragmentation, des bombes à commotion cérébrale, des bombes incendiaires à fort brûlage et du phosphore blanc ont été utilisés.

Il a été suivi de dix jours supplémentaires de bombardements maritimes et aériens. Puis des bulldozers ont été amenés par les Israéliens pour réduire en ruines ce qui restait debout. Les abris étaient couverts, enterrant les gens vivants, les membres de leurs familles frénétiques s'accrochant aux bulldozers. Les agents de santé norvégiens qui ont survécu ont rapporté :

Ça sentait le cadavre partout. Tout a été dévasté. [117]

De 500 000 à 50 000

L'invasion du Liban à l'été 1982 avait pour but de disperser par le massacre et la terreur toute la population palestinienne.

Avant l'invasion du Liban en 1982, Ariel Sharon et Bashir Gemayel avaient déclaré à plusieurs reprises qu'ils réduiraient le nombre de Palestiniens au Liban de 500 000 à 50 000. Au fur et à mesure que l'invasion se déroulait, ces plans ont commencé à faire surface dans les pages de la presse israélienne et occidentale. Ha'aretz a rapporté le 26 septembre 1982 :

Un objectif à long terme visant l'expulsion de toute la population palestinienne du Liban à commencer par Beyrouth. Le but était de créer une panique pour convaincre [sic] tous les Palestiniens du Liban qu'ils n'étaient plus en sécurité dans ce pays.

Le London Sunday Times rapportait le même jour :

Cette opération militaire soigneusement planifiée pour « purger » les camps s'appelait Moah Barzel ou Iron Brain ; le plan était familier à Sharon et Begin et faisait partie du plan plus large de Sharon discuté par le Cabinet israélien le 17 juillet.

Bashir Gemayel s'est enhardi alors que la blitzkrieg israélienne balayait le Liban. « Les Palestiniens, a-t-il déclaré, sont un peuple de trop. Nous ne nous reposerons pas tant que chaque vrai Libanais n'aura pas tué au moins un Palestinien. » [118]

Un éminent médecin de l'armée libanaise a déclaré à son unité : « Bientôt, il n'y aura plus un seul Palestinien au Liban. C'est une bactérie qu'il faut exterminer. [119]

Les massacres de Sabra et Chatila

Les massacres qui s'ensuivirent présentaient une sinistre ressemblance avec le massacre des innocents engloutissant Deir Yassin, Dueima, Kibya et Kfar Qasim alors que la Palestine était dépeuplée de 1947 aux années 1950.

Les rapports occidentaux et israéliens ont rendu le but meurtrier de l'invasion d'Israël sans équivoque : « De l'aveu de Sharon, les Israéliens ont prévu il y a deux semaines de faire entrer les Forces libanaises dans les camps », a écrit Time Magazine. Plus loin dans le même article, il est devenu clair que cela avait été préparé bien avant.

Des officiers supérieurs israéliens avaient prévu il y a plusieurs mois d'enrôler les Forces libanaises, composées des milices chrétiennes combinées dirigées par Bashir Gemayel, pour entrer dans les camps de réfugiés palestiniens une fois que l'encerclement israélien de Beyrouth Ouest aurait été achevé.

À plusieurs reprises, Gemayel a déclaré aux responsables israéliens qu'il raserait les camps et les aplatirait en courts de tennis. Cela correspond à la pensée israélienne. Les milices chrétiennes connues pour être entrées dans les camps ont été entraînées par les Israéliens. [120]

La presse israélienne a été tout aussi explicite dans ses reportages sur les plans israéliens. Le 15 septembre, Ha'aretz a cité le chef d'état-major, le général Raphael Eitan : « Les quatre camps palestiniens sont encerclés et hermétiquement fermés.

Le New York Times avait corroboré le récit du Time Magazine :

Sharon a déclaré à la Knesset que l'état-major général et le commandant en chef des phalangistes ont rencontré à deux reprises les généraux israéliens le 15 septembre et ont discuté de l'entrée dans les camps, ce qu'ils ont fait le lendemain après-midi. [121]

La milice tueuse

Deux mois avant le massacre de Sabra et Chatila, le récit le plus remarquable est peut-être paru dans le Jérusalem Post. Une longue interview a été publiée avec le major Etienne Saqr [nom de code, Abu Arz]. Le major Saqr était le chef de la milice de droite de plusieurs milliers de personnes, « Les Gardiens des Cèdres ».

Le Jérusalem Post a révélé que le major Saqr « est sur le point de partir pour les États-Unis pour présenter son credo et ses solutions » aux Américains. "Depuis 1975, il a propagé la solution israélienne (...) et Israël l'a soutenu de toutes les manières matérielles possibles." [122]

Les propres remarques du major Saqr laissaient présager ce qui allait plus tard choquer le monde dans les camps palestiniens de Sabra et Chatila :

C'est avec les Palestiniens que nous devons traiter. Il y a dix ans, ils étaient 84 000 ; il y en a maintenant entre 600 000 et 700 000. Dans six ans, ils seront deux millions. Nous ne pouvons pas en arriver là.

Interrogé par le Jerusalem Post : « Quelle est votre solution ? Le major Saqr a répondu : « Très simple. Nous les conduirons jusqu'aux frontières de la Syrie « fraternelle » ... Quiconque regarde en arrière, s'arrête ou revient sera fusillé sur place. Nous avons le droit moral, renforcé par des plans de relations publiques bien organisés et des préparatifs politiques. »

Êtes-vous – a demandé le Jerusalem Post – capable de mettre en œuvre cette menace ? (Il ne cligne pas d'une paupière.) « Bien sûr que nous le pouvons. Et nous le ferons.

Le major Saqr avait joué un rôle majeur dans le massacre de 1976 des Palestiniens dans le camp de réfugiés de Tal al Zaatar.

Après les massacres de Sabra et Chatila, le major Saqr est retourné à Jérusalem pour tenir une conférence de presse dans laquelle il a pris la responsabilité d'avoir commis le massacre avec les Israéliens : « Personne n'a le droit de nous critiquer ; nous avons accompli notre devoir, notre responsabilité sacrée. [123]

Il a quitté cette conférence de presse où il a revendiqué une part du « crédit » du meurtre de masse pour assister à une réunion avec le Premier ministre Menahem Begin.

Le major Saqr a refait surface, désormais basé au quartier général du commandement israélien dans le complexe de Suraya à Sidon, près d'Ain El Helweh. Sa milice a distribué des tracts dans tout Sidon qui disait :

Les germes ne vivent que dans la pourriture. Empêche la pourriture de s'infiltrer dans la société. Continuons le travail de destruction des derniers bastions des Palestiniens et détruisons tout ce qu'il reste de vie dans ce serpent venimeux.

Le major Saqr avait travaillé en étroite collaboration avec le célèbre chef du renseignement de la milice de Bashir Gemayel, Elie Hobeika. Hobeika était connu comme l'homme de la CIA à Beyrouth.

Jonathan Randal du Washington Post a cité les déclarations de Hobeika à Beyrouth, les attribuant à « l'un des tueurs » ; ils faisaient écho à ceux du major Saqr à Jérusalem :

Tirez-les contre les murs roses et bleus ; les massacrer dans la pénombre du soir. La seule façon de savoir combien de Palestiniens nous avons tués, c'est de construire un jour un métro sous Beyrouth... Un ou deux bons massacres chasseront les Palestiniens de Beyrouth et du Liban une fois pour toutes. [124]

Le commandement de l'armée israélienne avait également enrôlé des officiers libanais de premier plan. L'un d'eux a révélé :

Jeudi, le général Drori m'a emmené à l'aéroport où les Israéliens rassemblaient la milice. "Si vos hommes ne le font pas, j'en connais d'autres qui le feront." [125]

Il a fait référence à Saqr. « ... Les Gardiens des Cèdres, que Gemayel a incorporés dans les Forces libanaises en 1980, ont estimé, comme article de foi, que les enfants palestiniens devaient être tués car ils ont finalement grandi pour devenir des terroristes. [126]

Chacun de vous est un vengeur

La brutalité de l'invasion et de l'occupation du Liban et l'horreur effrayante des massacres de Sabra et Chatila ont une fois de plus fait disparaître le masque du visage cruel du sionisme. La couverture télévisée et par les journaux de la guerre a produit un tollé mondial, forçant Israël à dissimuler et à nommer une commission d'enquête officielle. Le gouvernement israélien a mené sa propre enquête dans le cadre de la Commission Kahan.

L'« enquête » a conclu, comme on pouvait s'y attendre, que les Israéliens étaient simplement négligents en sous-estimant la « soif de sang arabe », mais n'avaient aucun rôle direct dans le massacre de Sabra et Chatila.

L'hebdomadaire allemand Der Spiegel, cependant, a réalisé une interview le 14 février 1983, avec l'un des miliciens tueurs, qui a raconté non seulement son propre rôle dans le massacre, mais a décrit la participation directe d'Israël.

L'article était intitulé Chacun de vous est un vengeur, et le récit à la première personne pourrait provenir du procès de Nuremberg :

Nous nous sommes rencontrés dans l'oued Schahrur, dans la vallée des rossignols au sud-est de Beyrouth. C'était le mercredi 15 septembre... Nous étions environ trois cents hommes de l'Est de Beyrouth, du Sud Liban et des montagnes du Akkar au nord... J'appartenais à la milice du Tigre de l'ex-président Camile Chamoun.

Des officiers de la Phalange nous ont convoqués et nous ont amenés au lieu de rendez-vous. Ils nous ont dit qu'ils avaient besoin de nous pour une « action spéciale » ... « Vous êtes les agents du bien », nous ont répété à plusieurs reprises les officiers. "Chacun de vous est un vengeur." ...

Puis une bonne douzaine d'Israéliens en uniformes verts sans indication de rang sont arrivés. Ils avaient des cartes à jouer avec eux et parlaient bien l'arabe, sauf que, comme tous les Juifs, ils prononçaient le « h » dur comme « ch ». Ils parlaient des camps palestiniens de Sabra et Chatila... il était clair pour nous ce que nous devions faire, et nous l'attendions avec impatience.

Nous avons dû prêter serment de ne jamais rien divulguer de notre action. Vers 22 heures, nous sommes montés dans un camion de l'armée américaine que les Israéliens nous avaient remis. Nous avons garé le véhicule près de la tour de l'aéroport. Là, juste à côté des positions israéliennes, plusieurs de ces camions étaient déjà garés.

Certains Israéliens en uniformes Phalange étaient avec le Parti. « Les amis israéliens qui vous accompagnent », nous ont dit nos officiers, « ... vous faciliteront le travail. » Ils nous ont ordonné de ne pas utiliser nos armes à feu, dans la mesure du possible. « Tout doit se dérouler sans bruit. ... Nous avons vu d'autres camarades. Ils devaient faire leur travail avec des baïonnettes et des couteaux. Des cadavres ensanglantés gisaient dans les ruelles. Les femmes et les enfants à moitié endormis qui ont crié à l'aide ont mis tout notre plan en danger, alarmant tout le camp.

Maintenant, je revoyais les Israéliens qui avaient assisté à notre réunion secrète. L'un nous a fait signe de retourner dans les zones de l'entrée du camp. Les Israéliens ont ouvert avec toutes leurs armes. Les Israéliens nous ont aidés avec des projecteurs.

Il y avait des scènes choquantes qui montraient à quoi les Palestiniens étaient bons. Quelques-uns, dont des femmes, s'étaient réfugiés dans une petite ruelle, derrière des ânes. Malheureusement, nous avons dû abattre ces pauvres animaux pour en finir avec les Palestiniens derrière eux. Cela m'est arrivé quand les animaux ont crié de douleur. C'était horrible.

Un camarade est entré dans une maison pleine de femmes et d'enfants. Les Palestiniens ont crié et jeté leurs réchauds à gaz par terre. Nous avons envoyé la populace au cœur dur en enfer.

Vers quatre heures du matin, mon escouade est retournée au camion. Quand il y eut la lumière du matin, nous retournâmes dans le camp. Nous avons dépassé des corps, trébuché sur des corps, tiré et poignardé tous les témoins oculaires. Tuer les autres était facile une fois que vous l'avez fait plusieurs fois.

Maintenant sont venus les bulldozers de l'armée israélienne. « Enfoncez tout sous terre. Ne laissez aucun témoin rester en vie. Mais malgré nos efforts, le quartier grouillait encore de monde. Ils couraient partout et causaient une terrible confusion. L'ordre de « les labourer » était trop exigeant.

Il devint clair que le joli plan avait échoué. Des milliers nous avaient échappé. Beaucoup trop de Palestiniens sont encore en vie. Partout maintenant, les gens parlent de massacre et ont pitié des Palestiniens. Qui apprécie les difficultés que nous avons prises sur nous-mêmes... Réfléchissez. Je me suis battu pendant vingt-quatre heures à Chatila sans manger ni boire.

Le nombre de morts à Sabra et Chatila était de plus de 3 000. La plupart des charniers n'ont jamais été ouverts.

Détruire le Liban

Le massacre et la dispersion du peuple palestinien était une composante de la stratégie israélienne. Un autre était la décimation de l'économie libanaise vitale qui, malgré les efforts israéliens, était devenue la capitale financière du Moyen-Orient.

Vingt mille Palestiniens et Libanais sont morts, 25 000 ont été blessés et 400 000 se sont retrouvés sans abri au cours des premiers mois de l'invasion israélienne de 1982. Les tonnages largués sur Beyrouth dépassèrent à eux seuls ceux de la bombe atomique qui ravagea Hiroshima. Les écoles et les hôpitaux ont été particulièrement visés.

Pratiquement tout le matériel roulant et l'équipement lourd des usines libanaises ont été pillés et emmenés en Israël. Même les tours et les petites machines-outils des centres de formation professionnelle de l'UNRWA ont été pillés.

La production d'agrumes et d'olives du Liban au sud de Beyrouth a été détruite. L'économie libanaise, dont les exportations avaient concurrencé celles d'Israël, est devenue moribonde. Le sud du Liban est devenu un marché israélien alors même que les sources du fleuve Litani, comme le Jourdain avant lui, ont été détournées par les Israéliens.

L'auteur de ce livre a vécu le bombardement et le siège de Beyrouth Ouest en 1982, a vécu avec des Palestiniens dans les ruines d'Ain El Helweh pendant l'occupation israélienne et a été témoin de la dévastation dans les camps palestiniens de Rashidya, El Bas, Burj al lamali, Mieh Mieh, Burj al Burajneh, Sabra et Chatila, ainsi que la destruction des villes et villages libanais dans tout le sud.

Les récits de la mise en scène israélienne du massacre de Sabra et Chatila ont été corroborés par cet auteur, qui était présent dans les camps le dernier jour du massacre. Lui et Mya Shone ont photographié des chars et des soldats israéliens à Sabra et Chatila et ont parlé aux survivants pendant quatre jours.

Notes

113. Jonathan Randal. *Aller jusqu'au bout* (New York : Viking, 1983), p.188.

114. Lettre au Premier ministre Moshe Sharett. 27 février 1954. Rokach, p.25.

115. Randal.

116. *Idem.*, p.247.

117. La travailleuse sociale norvégienne Marianne Helle Möller, citée dans Ralph Schoenman et Mya Shone, *Towards A Final Solution in the Lebanon ?* Nouvelle société, 19 août 1982.

118. Randal.

119. Cité dans un tract distribué à Sidon par le major Saqr, février 1983.

120. *Time Magazine*, 4 octobre 1982.

121. *New York Times*, 1er octobre 1982.

122. *Jerusalem Post*, 23 juillet 1982.

123. *Jerusalem Post*, octobre 1983.

124. Randal, p.17.

125. *Idem.*

126. *Idem.*

Chapitre 9 - La deuxième occupation

Menahem Begin, Ariel Sharon et Shimon Peres ont, à différentes reprises, exprimé la conviction que « la leçon du Liban » pacifierait, par exemple, les Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza.

Cette pacification, cependant, était en cours depuis vingt et un ans depuis leur occupation en 1967. Beaucoup en Cisjordanie et à Gaza étaient des réfugiés des premières déprédations israéliennes de 1947 à 1967.

Dans les territoires d'occupation d'après 1967, un Palestinien ne peut pas planter une tomate sans un permis impossible à obtenir du gouvernement militaire. Il ou elle ne peut pas planter une aubergine sans un tel permis. Vous ne pouvez pas blanchir votre maison. Vous ne pouvez pas réparer une vitre. Vous ne pouvez pas creuser un puits. Vous ne pouvez pas porter une chemise aux couleurs du drapeau palestinien. Vous ne pouvez pas avoir chez vous une cassette contenant des chansons nationales palestiniennes.

Depuis 1967, plus de 300 000 jeunes Palestiniens sont passés par les prisons israéliennes dans des conditions de torture institutionnelle. Amnesty International a conclu qu'il n'y a aucun pays au monde dans lequel le recours à la torture officielle et soutenue est aussi bien établi et documenté que dans le cas de l'État d'Israël.

Vingt et un ans après la prise de Gaza par Israël, le Los Angeles Times a décrit ses conséquences :

Seuls environ 2 200 colons juifs vivent dans la bande de Gaza, qui a été capturée en Égypte, mais ils occupent environ 30 % de la superficie de 135 milles carrés. Plus de 650 000 Palestiniens, pour la plupart des réfugiés, sont entassés dans environ la moitié de la bande, ce qui en fait l'une des zones les plus densément peuplées du monde. Le reste du territoire de Gaza a été désigné zone frontalière restreinte par l'armée. [127]

Les droits civiques et la loi

Arrêter

Dans tout le territoire sous occupation militaire israélienne, tout soldat ou policier a le droit de détenir un individu s'il pense qu'il a « des motifs de soupçonner » que la personne en question a commis une infraction. La loi ne précise pas la nature de l'infraction soupçonnée par le militaire d'avoir été commise ou planifiée. [128]

Le caractère volontairement vague de ce statut a pour conséquence de priver les Palestiniens des territoires occupés depuis 1967 de tout moyen de savoir pourquoi ils peuvent être arrêtés et détenus.

En cas d'arrestation pour suspicion, un Palestinien peut être détenu pendant dix-huit jours avec l'approbation d'un officier de police.

Une fois arrêté, un détenu palestinien peut se voir (et se voit pratiquement toujours) refuser l'accès à un avocat. Le règlement officiel prévoit que l'administrateur de la prison décide si un avocat peut ou non être autorisé à voir un client.

De manière routinière, les responsables de la prison décident que pour un prisonnier, rencontrer un avocat avant la fin de l'interrogatoire serait « entraver le processus d'interrogatoire ». [129] Cette décision peut s'étendre sur la durée de la détention. En conséquence, les avocats n'ont accès à un détenu qu'après que celui-ci a avoué ou que les services de sécurité ont décidé de mettre fin à l'interrogatoire.

Les avocats en Israël soutiennent que la raison de cet arrangement est que le point central de l'interrogatoire est d'obtenir des aveux. Pour y parvenir, les autorités soumettent invariablement un prisonnier à l'isolement, à la torture et à des conditions physiques insupportables.

Lors de son arrestation, un détenu subit une période de famine, de privation de sommeil par des méthodes organisées et de périodes prolongées pendant lesquelles le prisonnier est obligé de se tenir debout, les mains menottées et levées, un sac sale couvrant la tête. Les détenus sont traînés au sol, frappés à coups d'objets, frappés à coups de pied, déshabillés sommairement et placés sous des douches glacées. La violence verbale et l'humiliation physique sont courantes, impliquant des actes tels que cracher ou uriner dans la bouche d'un prisonnier et forcer le prisonnier à ramper dans une cellule surpeuplée.

L'interrogatoire peut durer plusieurs mois jusqu'à ce que l'individu avoue et qu'une accusation puisse ainsi être dressée. Si le prisonnier ne s'évade pas sous la torture et n'accepte pas d'avouer, il peut être placé en détention administrative, sans être inculpé ni traduit en justice.

Aveux

Les aveux forcés sont au cœur des poursuites contre les prisonniers palestiniens. Jusqu'en 1981, un détenu ne pouvait être jugé que sur la base de ses aveux personnels - une incitation suffisante pour que les autorités pénitentiaires en produisent un pour le tribunal. Wasfi O. Masri, qui avait été haut juge sous le régime jordanien et qui défend de nombreux prisonniers palestiniens a déclaré :

Dans 90 % des cas que j'ai, le prisonnier... a été battu et torturé. [130]

Parce que de nombreux prisonniers ont résisté à la torture et ont refusé d'avouer, un amendement au statut militaire a été adopté, permettant aux tribunaux d'utiliser comme preuve centrale et, en fait, unique contre un accusé le fait que son nom a été mentionné dans les aveux de quelqu'un d'autre.

Alors que les « preuves » sont considérées comme inculpantes si le nom d'un accusé est cité dans les aveux d'un autre détenu, la preuve de l'accusation est considérée comme définitive si les aveux d'un accusé sont produits. Si un détenu omet d'admettre une infraction, les agents des services de renseignement sont amenés devant le tribunal pour attester que le prisonnier a fait des aveux « oraux ». L'avocat palestinien Mohammed Na'amneh, en décrivant deux de

ces cas, a observé que lorsque les prisonniers nient avoir avoué oralement, le tribunal accepte le témoignage d'un agent du renseignement comme probant. [131]

Toutes les confessions sont écrites en hébreu, une langue que pratiquement aucun des Palestiniens des territoires occupés depuis 1967 ne sait lire. Lorsque des prisonniers refusent de signer au motif qu'ils ne savent pas lire l'hébreu, ils sont maltraités. Dans le cas de Shehadeh Shalalkeh de Ramallah, « l'officier a quitté la pièce et deux hommes en civil sont entrés. Je leur ai dit que je voulais savoir ce que je signais..., je vais signer. [132]

Il existe de nombreux cas où la déclaration qu'un prisonnier a signée en hébreu n'a aucun rapport avec le texte arabe qui lui a été montré à l'origine. De telles confessions commencent invariablement :

« J'étais membre d'une organisation terroriste.

Ces mots ne seraient jamais utilisés par un membre de l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) ou de ses organisations composantes. Nonobstant le fait que ces « aveux » sont rédigés dans une langue qui ne peut être lue par ceux qui les signent, les tribunaux ont statué que les aveux sont « irréversibles » et entièrement probants de l'infraction en question.

Les données exactes sur le pourcentage de personnes arrêtées, interrogées et finalement traduites en justice sont difficiles à établir avec précision. Aucune statistique publiée n'existe. Mais les informations cumulées des dossiers des avocats et des communautés palestiniennes montrent clairement que le nombre de Palestiniens soumis à des interrogatoires et à la torture est énorme.

Les avocats israéliens déclarent sans hésiter que la plupart des hommes de plus de seize ans ont été interrogés et détenus à un moment ou à un autre de leur vie pour des périodes de durée variable. En 1980, des rapports imprimés dans la presse israélienne estimaient que le nombre de Palestiniens emprisonnés à un moment ou à un autre après 1967 avait atteint 200 000. Les avocats ont récemment mis à jour ce chiffre à 300 000.

Essai

Ceux qui parviennent à un procès sont le plus souvent inculpés d'infractions « politiques » qui incluent :

- 1) l'atteinte à l'ordre public (une catégorie vague englobant toute action comprenant une soumission insuffisante envers les responsables israéliens) ;
- 2) Démonstration ;
- 3) Distribuer des tracts ou barbouiller des slogans ;
- 4) Adhésion à une organisation « illégale ». Sont spécifiquement ciblés les groupes qui tentent de former un parti politique palestinien dans l'Israël d'avant 1967, comme El Ard (La Terre), qui ne soutient pas explicitement un État juif, ou des organismes palestiniens représentatifs, comme le Comité national d'orientation (Lijni Komite al Watani) en Cisjordanie. Les organisations qui font partie de l'OLP font également partie de celles déclarées illégales.

De nombreux jeunes des Territoires occupés qui font grève, marchent, manifestent ou se réunissent, sont inculpés de « fabrication ou lancement de cocktails Molotov ». Un nombre important de personnes sont jugées pour possession d'armes, agression armée et formes d'opérations militaires et de sabotage. Bon nombre de ces cas impliquent, en fait, une violation de la disposition sur le « contact avec l'ennemi », qui couvre toute organisation désignée par les forces de sécurité israéliennes comme sympathisant avec les aspirations nationales palestiniennes.

Dix ans après l'occupation, plus de 60 % de tous les prisonniers en Israël avant 1967 et dans les territoires occupés depuis 1967 étaient des Palestiniens reconnus coupables de délits politiques. Toutes les infractions politiques violent les règlements d'urgence de la défense de 1945 et la loi sur la sécurité de l'État, les relations étrangères et les secrets officiels de 1967, ce qui en fait des « infractions à la sécurité ».

Les personnes accusées de telles infractions politiques sont traduites en justice devant des tribunaux militaires. Cela est vrai à l'intérieur d'Israël d'avant 1967 ainsi que dans les territoires occupés par la suite. Les Palestiniens sont rarement jugés devant un tribunal civil.

Le Règlement d'urgence de la défense

En vertu du Règlement d'urgence, un commandant militaire (actuellement le gouverneur militaire) peut, à sa discrétion et sans contrôle judiciaire.

- emprisonner les gens indéfiniment
- interdire les voyages à l'intérieur ou à l'extérieur d'Israël avant 1967 et des territoires occupés depuis 1967
- expulser définitivement un individu
- restreindre toute personne à son domicile, sa localité, son village ou sa ville
- interdire à quiconque d'utiliser ses propres biens
- ordonner la démolition des maisons
- imposer une surveillance policière à toute personne et lui ordonner de se présenter à un poste de police plusieurs fois par jour
- déclarer toute zone fermée comme zone de sécurité, qu'il s'agisse d'une ferme appartenant à une famille, d'un village habité, d'un camp de réfugiés ou de terres tribales
- censurer tous les médias, exigeant que tous les articles, brochures et livres soient approuvés, et interdisant leur distribution
- piller les maisons des gens et confisquer des bibliothèques entières
- interdire le rassemblement de dix personnes ou plus dans le but de discuter de politique
- interdire l'adhésion à une organisation.

Les décrets militaires annexés au Règlement d'urgence de la défense ont proliféré au point d'empiéter sur les détails de l'existence palestinienne. Ordres militaires affectant la Cisjordanie :

- interdire la plantation de tomates ou d'aubergines sans autorisation écrite
- interdire la plantation de tout arbre fruitier sans autorisation écrite
- interdire toute réparation à une maison ou à une structure sans autorisation écrite
- interdire le forage de puits pour l'eau potable ou l'irrigation.

Les Règlements d'urgence en matière de défense, adoptés pour la première fois par les Britanniques pour contrôler la population palestinienne dans le cadre du mandat, ont été révisés en 1945 et utilisés par les Britanniques pour contrôler les attaques armées contre les soldats britanniques par l'Irgoun et la Haganah et pour restreindre l'acquisition de terres par les sionistes. Le Règlement a été condamné en 1946 par la Hebrew Lawyers Union dans les termes suivants :

Les pouvoirs conférés à l'autorité au pouvoir dans le Règlement d'urgence privent les habitants de la Palestine de leurs droits humains fondamentaux. Ces réglementations sapent le fondement du droit et de la justice ; ils constituent un grave danger pour la liberté individuelle, et ils instituent un régime d'arbitraire sans aucun contrôle judiciaire. [133]

Yaakov Shimpshon Shapira, qui deviendra plus tard ministre de la Justice de l'État d'Israël et l'une de ses principales autorités judiciaires, a proclamé :

Le régime construit en Palestine sur les règlements d'urgence de la défense n'a d'équivalent dans aucune nation civilisée. Même dans l'Allemagne nazie, il n'y avait pas de telles lois et les actes nazis de Mayadink et d'autres choses similaires étaient contre le code des lois. Il n'y a que dans un pays occupé qu'on trouve un système ressemblant au nôtre... [134]

Malgré ces évaluations par les autorités sionistes de premier plan dans la jurisprudence, les Règlements d'urgence de la défense ont été incorporés dans le système juridique de l'État d'Israël. Depuis la fondation de l'État en 1948, les règlements de base sont restés inchangés.

L'ironie est évidente. Les règlements mêmes caractérisés par l'homme qui deviendrait ministre de la Justice d'Israël comme « sans précédent dans aucun pays civilisé » et condamné par les avocats sionistes pour avoir nié les « droits humains fondamentaux » ont été adoptés comme loi du pays. Comme le soulignait Yaakov Shimshon Shapira : « Il n'y a que dans un pays occupé qu'on trouve un système qui ressemble au nôtre... » Le peuple palestinien, que ce soit en Israël d'avant 1967, à Jérusalem-Est, en Cisjordanie ou dans la bande de Gaza vit dans un pays occupé.

Notes

127. Dan Fisher, Los Angeles Times, 11 novembre 1987.

128. Lea Tsemel, Conditions carcérales en Israël – Aperçu, 16 novembre 1982, p.1. Inclus dans Ralph Schoenman et Mya Shone, Prisonniers d'Israël : Le traitement des prisonniers palestiniens dans trois juridictions (Princeton, NJ : Veritas Press, 1984).
129. National Lawyers Guild, Traitement des Palestiniens en Cisjordanie occupée par les Israéliens et à Gaza (New York : 1978), p.89.
130. London Sunday Times, 19 juin 1977.
131. Mohammed Na'amneh, Entretien avec l'auteur, Jérusalem-Est, 2 février 1983.
132. London Sunday Times, 19 juin 1977. p.18.
133. Arie Bober, éd., The Other Israel: The Radical Case Against Zionism (New York: Anchor Books, 1972), p.134.
134. Sabri Jiryis, Les Arabes en Israël (New York: Monthly Review Press, 1976), p.12.

Chapitre 10 - La prévalence de la torture

Le recours à la torture dans les prisons israéliennes a fait l'objet d'une enquête approfondie. En 1977, le London Sunday Times a mené une enquête de cinq mois. Des éléments de preuve ont été corroborés. La torture documentée s'est produite « pendant les dix années d'occupation israélienne depuis 1967. L'étude du Sunday Times a présenté les cas de quarante-quatre Palestiniens qui ont été torturés. Il a documenté les pratiques dans sept centres : les prisons des quatre principales villes de Naplouse, Ramallah, Hébron et Gaza ; le centre d'interrogatoire et de détention de Jérusalem connu sous le nom de Russian Compound ou Moscobiya ; et des centres militaires spéciaux situés à Gaza et à Sarafand. [135]

L'enquête a abouti à des conclusions concrètes : les interrogateurs israéliens maltraitent et torturent régulièrement les prisonniers arabes. Les prisonniers sont cagoulés ou les yeux bandés et sont suspendus par les poignets pendant de longues périodes. La plupart sont frappés aux organes génitaux ou abusés sexuellement d'une autre manière. Beaucoup sont agressés sexuellement. D'autres reçoivent un choc électrique.

Les prisonniers sont placés dans des « placards » spécialement construits de deux pieds carrés et cinq pieds de haut avec des clous en béton plantés dans le sol. Et les mauvais traitements, y compris les « coups prolongés », sont universels dans les prisons et les centres de détention israéliens. La torture est si répandue et systématique, conclut le Sunday Times, qu'elle ne peut être considérée comme l'œuvre de « flics voyous » dépassant les ordres. Elle est sanctionnée en tant que politique délibérée et tous les services de sécurité et de renseignement israéliens sont impliqués :

- Le Shin Bet, équivalent du FBI et des services secrets aux États-Unis, relève directement du bureau du Premier ministre
- Le renseignement militaire relève du ministre de la Défense
- La police des frontières administre tous les points de contrôle. Il y a des postes de contrôle dans tous les territoires occupés depuis 1967, comme il y en a aux frontières
- Latam fait partie du Département des missions spéciales
- Une escouade paramilitaire est affectée aux unités de police.

Modèles de torture dans les territoires occupés après 1967

Chaque centre de détention dispose d'interrogateurs avec des « préférences apparentes ». Les interrogateurs du Russian Compound [Moscobiya] à Jérusalem « privilégient les agressions sur les parties génitales, en plus des tests d'endurance tels que tenir une chaise avec les bras tendus ou se tenir debout sur une jambe ».

La spécialité du centre militaire de Sarafand est de bander les yeux des prisonniers pendant de longues périodes, de les agresser avec des chiens et de les pendre par les poignets. La spécialité à Ramallah est "l'agression anale". La torture par décharge électrique est utilisée presque universellement. [136]

Fazi Abdel Wahed Nijim a été arrêté en juillet 1970. Il a été torturé à Sarafand et attaqué par des chiens. Arrêté à nouveau en juillet 1973, il est battu dans la prison de Gaza. Zudhir al-Dibi a été arrêté en février 1970 et interrogé à Naplouse où il a été fouetté et frappé sur la plante des pieds. Ses testicules ont été pressés et il a été aspergé d'eau glacée.

Shehadeh Shalaldehy a été arrêté en août 1969 et interrogé à Moscobiya. Une recharge de stylo à bille a été enfoncée dans son pénis. Abed al-Shalloudi a été détenu sans jugement pendant seize mois. Les yeux bandés et menotté alors qu'il était à Moscobiya, il a été battu par Naim Shabo, un juif irakien, directeur du Département des minorités.

Jamil Abu Ghabiyr a été arrêté en février 1976 et détenu à Moscobiya. Il a été frappé à la tête, au corps et aux parties génitales et contraint de s'allonger dans de l'eau glacée. Issam Atif al Hamoury a été arrêté en octobre 1976. Dans la prison d'Hébron, les autorités ont arrangé son viol par un gardien de prison. [137]

En février 1969, Rasmiya Odeh a été arrêtée et emmenée à Moscobiya. Son père, Joseph, et ses deux sœurs ont été détenus pour interrogatoire. Joseph Odeh a été détenu dans une pièce tandis que Rasmiya a été battue à proximité. Lorsqu'ils l'ont amené à elle, elle était allongée sur le sol, vêtue de vêtements tachés de sang. Son visage était bleu, ses yeux noirs. En sa présence, ils l'ont maintenue au sol et ont enfoncé un bâton dans son vagin. L'un des interrogateurs a ordonné à Joseph Odeh de « baiser » sa fille. Quand il a refusé, ils ont commencé à le battre, lui et Rasmiya. Ils lui ont de nouveau écarté les jambes et lui ont enfoncé le bâton. Elle saignait de la bouche, du visage et du vagin lorsque Joseph Odeh a perdu connaissance. [138]

Les schémas de torture rapportés par le Sunday Times sont similaires à ceux trouvés dans des centaines de témoignages publiés par les avocats israéliens, Felicia Langer et Lea Tsemel, par les avocats palestiniens Walid Fahoum et Raja Shehadeh, par Amnesty International et la National Lawyers Guild et la série de récits que cet auteur a documentés sur d'anciens prisonniers. [139]

Ce record est établi en Cisjordanie dès 1968, un an après le début de l'occupation. Bien que le Comité international de la Croix-Rouge ne fasse pas, en règle générale, de déclarations publiques, il avait préparé en 1968 un constat de torture. Son rapport sur la prison de Naplouse concluait :

Un certain nombre de détenus ont été torturés lors d'interrogatoires par la police militaire. Selon les témoignages, la torture a pris les formes suivantes :

1. Suspension du détenu par les mains et traction simultanée de ses autres membres pendant des heures jusqu'à ce qu'il perde connaissance
2. Brûlures avec des mégots de cigarettes
3. Coups de tiges sur les parties génitales
4. Attacher et bander les yeux pendant des jours
5. Morsures de chiens

6. Chocs électriques aux tempes, à la bouche, à la poitrine et aux testicules. [140]

Le cas de Ghassan Harb

Ghassan Harb, un intellectuel palestinien de 37 ans et journaliste pour Al Fajr, un important quotidien arabe, a été arrêté en 1973. Il a été emmené par des soldats israéliens et deux agents en civil de son domicile à la prison de Ramallah où il a été détenu cinquante jours. Pendant ce temps, il n'a été ni interrogé ni accusé. On lui a refusé tout contact avec sa famille ou un avocat. [141]

Le cinquantième jour, Ghassan Harb a été emmené avec un sac sur la tête dans un lieu tenu secret. Ici, il a été soumis à des coups soutenus : « Quinze minutes, vingt minutes de coups avec sa main sur mon visage. »

Déshabillé et un sac placé sur sa tête, il a été contraint de se réfugier dans un espace confiné. Il a commencé à suffoquer. Il a réussi en déplaçant sa tête contre le « mur » pour retirer le sac et s'est retrouvé dans un compartiment semblable à une armoire d'environ 2 pieds carrés et 5 pieds de haut [60 cm. et 150cm. respectivement].

Il ne pouvait ni s'asseoir ni se lever. Le sol était en béton avec un ensemble de pointes de pierre placées à intervalles irréguliers. Ils étaient "tranchants avec des bords aigus", de 1,5 centimètre de haut. Ghassan Harb ne pouvait pas se tenir dessus sans douleur. Il devait se tenir sur une jambe puis la remplacer continuellement par l'autre. Il est resté dans la boîte pendant quatre heures lors de la première séance.

Il a ensuite été contraint de ramper à genoux sur des pierres tranchantes tout en étant battu pendant une heure par quatre soldats. Après avoir été interrogé, Ghassan Harb a été ramené dans sa cellule et la routine a été répétée : coups, déshabillage, forcé de ramper dans un chenil de deux pieds carrés puis le « placard ». Alors qu'il était dans le placard la nuit, il a entendu des prisonniers plaider : « Oh mon estomac. Vous me tuez. »

L'épreuve de Ghassan Harb a été corroborée indépendamment par quatre personnes. Mohammed Abu-Ghabiyr, un cordonnier de Jérusalem, a décrit la cour identique avec ses pierres pointues et sa niche pour chien. Jamal Freitah, un ouvrier de Naplouse, a décrit le « placard » comme un « réfrigérateur » avec les mêmes dimensions. Il y avait « un sol en béton avec de petites collines... avec des arêtes très vives, chacune comme un clou ».

Kaldoun Abdul Haq, propriétaire d'une entreprise de construction de Naplouse, a également décrit la cour et le "placard" avec son sol "recouvert de pierres très coupantes serties de ciment". Abdul Haq a été pendu par les bras à un crochet dans un mur au bord de la cour.

Husni Haddad, un propriétaire d'usine de Bethléem, a été obligé de ramper dans la cour, le gravier pointu sous les pieds, et a reçu des coups de pied alors qu'il rampait. Sa boîte avait aussi "un sol qui avait des pointes comme les pouces des gens mais avec des bords tranchants".

Ghassan Harb a été libéré deux ans et demi plus tard, n'ayant jamais été inculpé d'un crime ni traduit en justice. Son avocate, Felicia Langer, a réussi à porter l'affaire de ses mauvais traitements devant la Cour suprême israélienne. Aucune déclaration complète n'a été prise

ou admise à l'audience du tribunal ; aucun témoin n'a été appelé. Le tribunal a rejeté d'emblée toutes les accusations de torture.

Le cas de Nader Afouri

Nader Afouri était un homme fort et vital, le champion d'haltérophilie de Jordanie. Lorsqu'il a été libéré en 1980 après sa cinquième incarcération, il ne pouvait ni voir, entendre, parler, marcher ni contrôler ses fonctions corporelles. Entre 1967 et 1980, Nader Afouri a été détenu dix ans et demi en tant que détenu administratif. Malgré les traitements brutaux et les tortures infligés à Nader au cours de cinq emprisonnements, les autorités israéliennes n'ont pu ni extorquer d'aveux ni produire aucune preuve permettant de traduire en justice Nader Afouri. [142]

Le premier emprisonnement-1967-1971 :

« J'ai été arrêté initialement en 1967, la première année de l'occupation. Ils m'ont emmené de chez moi à Naplouse, m'ont bandé les yeux et m'ont pendu à un hélicoptère. Tous les habitants des villages de Beit Furik et Salem près de Naplouse en ont été témoins.

« Ils m'ont emmené à Sarafand, la prison la plus dure, une prison militaire. J'ai été le premier homme de Cisjordanie ou de Gaza à y être amené. Quand ils ont posé l'hélicoptère, ils m'ont poussé dehors et m'ont ordonné de courir. J'ai entendu des coups de feu et j'ai couru pendant qu'ils me tiraient dessus.

« Ils m'ont emmené dans une grande pièce pleine de lumières rouges, jaunes et vertes. Je pouvais entendre des cris et des bruits de coups. J'ai entendu un homme crier : 'Tu devras avouer.' Puis j'ai entendu un homme avouer. Bientôt, j'ai découvert que c'était un enregistrement destiné à m'intimider.

« Ensuite, ils m'ont emmené chez l'interrogateur. Ils m'ont attaché avec des chaînes à des portes vertes. Chaque porte avait une poulie. Ils ont ouvert le destin, écartant mes mains et mes jambes, puis ont enroulé les poulies jusqu'à ce que je perde connaissance.

« Ils m'ont fait monter sur une chaise, m'ont attaché les mains à des chaînes suspendues à une fenêtre et ont lentement retiré la chaise. Mes muscles se déchirent alors que le poids de mon corps tirait sur mes mains. La douleur était terrible.

« Il y avait cinq ou six hommes. Ils m'ont tous battu. Ils m'ont frappé avec des coups sur la tête. Ils m'ont enchaîné à une chaise. L'un me battait et certains des autres hommes dans la pièce disaient « Stop ». Ensuite, ils passaient de l'un à l'autre, chacun me frappant à son tour. J'ai été maintenu enchaîné sur cette chaise et je n'ai jamais été autorisé à me lever.

« Ils n'arrêtaient pas de me torturer. Un interrogateur a sucé une cigarette. Quand il était rouge, il l'a placé sur mon visage, ma poitrine et mes organes génitaux – partout.

« L'un a poussé un stylo dans mon pénis pendant que les autres regardaient. En faisant cela, ils m'ont demandé d'avouer. J'ai commencé à saigner de mon pénis et j'ai été emmené à l'hôpital de la prison de Ramle, mais j'ai été rapidement ramené à Sarafand pour un interrogatoire plus approfondi.

« J'ai passé douze mois et demi à Sarafand et j'ai été interrogé en permanence. Personne ne peut endurer douze mois et demi. À quatre reprises, mes amis des autres prisons ont été informés officiellement de mon décès.

« Le premier mois à Sarafand, j'avais toujours les yeux bandés et des chaînes aux mains et aux jambes. Au bout d'un mois, ils ont retiré les chaînes et le bandeau des yeux. Mais j'ai porté des chaînes aux jambes pendant douze mois et demi. Jour et nuit, j'avais des chaînes aux jambes. Les marques sont toujours sur mes chevilles.

« C'était la routine : ils me battaient, m'interrogeaient, puis me jetaient dans la cellule. Je me reposerais un peu ; alors ils me reprendraient.

« La cellule mesurait 3 pieds sur 4 pieds sur 4 pieds de haut [1 mètre sur 1,3 mètre sur 1,3 mètre]. Ma taille est de 5 pieds 6 pouces [1,7 mètre]. Je dormais accroupi avec mes jambes contre mon ventre. Il n'y avait pas de fenêtre dans la cellule et pas de mobilier, seulement une marmite à chier. J'avais deux couvertures. Les pierres sur le sol étaient très coupantes. Ils m'ont crevé les pieds quand je marchais.

« Ils ont commencé à amener d'autres prisonniers. Ils nous ont donné des vêtements de l'armée avec des numéros au dos. J'étais numéro un. Ils ne m'appelaient que par mon numéro, jamais par mon nom. Ils m'insultaient toujours en criant 'Maniuk (pépé), je vais te baiser.' Quand nous étions enchaînés dehors, ils ont amené des chiens sauvages. Les chiens nous ont sauté dessus, ont attrapé nos vêtements et nous ont mordus.

« Plus de trente personnes ont été arrêtées après ma propre détention et ont toutes subi la même torture. Tous, cependant, se sont effondrés sous la torture et ont écrit des aveux et sont en prison à vie. Je n'ai pas avoué. La torture a détruit mon pénis et je ne pouvais uriner que goutte à goutte. Je n'ai pas pu marcher pendant trois mois et demi lorsque j'ai terminé l'interrogatoire. Mais je n'ai pas avoué. Je n'ai jamais prononcé un mot en douze mois et demi.

Nader Afouri a été envoyé à la prison de Naplouse où il a entamé une grève de la faim pour réclamer sa libération. Il n'a pris que de l'eau et un peu de sel. Au bout de dix jours, on lui a promis sa libération. Dix jours plus tard, Nader Afouri n'ayant pas été libéré, il a renouvelé sa grève de la faim pour une semaine supplémentaire. De nouveau, le vice-président administratif de la prison de Naplouse a promis de le libérer. Alors qu'il n'y avait toujours pas eu d'action après vingt-cinq jours, Nader Afouri a annoncé une nouvelle grève de la faim.

J'ai été envoyé dans les cellules de la prison de Ramle après vingt-deux jours de cette grève de la faim. Le Dr Silvan, le directeur là-bas, a amené plusieurs soldats avec lui. Ils m'ont frappé à la tête. Je suis passé entre la vie et la mort. Ils m'ont enchaîné les mains et m'ont enfoncé un tube dans le nez. C'était comme un choc électrique. J'ai commencé à trembler. Je suis devenu hystérique lorsque la nourriture a atteint ma gorge et j'ai commencé à crier constamment. Ils m'ont fait une injection dans la hanche et je me suis détendu.

Lorsque cette torture n'a pas réussi à me faire parler, j'ai été placé à l'hôpital de la prison de Ramle puis renvoyé à la prison de Naplouse.

À chaque fois qu'un aveu était arraché à un autre détenu l'incriminant, Nader Afourri était convoqué pour un interrogatoire. Souvent, il ne connaissait même pas les gens qui parlaient contre lui. Mais il n'a toujours pas avoué et n'a pas été traduit en justice.

Nader Afourri était très respecté à Naplouse et est devenu un chef de file des prisonniers. Quand Abu Ard, un informateur, l'accusa d'avoir dirigé les autres prisonniers, Nader Afourri fut envoyé à la prison de Tulkarem.

À son arrivée à Tulkarem, il a été frappé au visage par le major Sofer et jeté dans une cellule avec trente-cinq autres prisonniers. Nader Afourri en avait assez. Lorsque le major Sofer s'est approché plus tard de Nader pour le frapper à nouveau, Nader Afourri a frappé Sofer à travers les barreaux de la porte de la cellule. Lorsque le directeur de la prison l'a ensuite frappé, Nader Afourri a attrapé un cendrier et l'a frappé à la tête. L'armée a été appelée. Nader Afourri a décrit les conséquences :

« Quinze soldats sont entrés et m'ont frappé à la tête avec une chaise. Je suis tombé inconscient. Ils ont mis ma chemise dans ma bouche et m'ont encore battu. Je suis devenu hystérique alors que je bâillonnais. Ils m'ont fait une piqûre et je suis tombé inconscient. Je me suis réveillé seul dans le couloir. Je ne pouvais pas voir.

Toute la prison de Tulkarem a fait grève et les prisonniers ont rencontré le directeur pour parler de moi. Il a promis qu'il me relâcherait le lendemain s'ils arrêtaient leur grève. Le directeur est venu le lendemain et m'a serré la main et m'a dit : « Je jure par ma vie que tu es un homme. Ils m'ont apporté des chaussettes et une veste et m'ont promis une visite privée avec ma famille.

Nader Afourri n'a pas été libéré. Au lieu de cela, il a été envoyé à la prison de Bet Il d'où il a finalement été libéré en 1971. Ses quatre années d'emprisonnement se sont déroulées sans procès et ont été qualifiées de détention administrative.

Quelques mois seulement se sont écoulés avant que Nader Afourri ne soit à nouveau détenu. Son deuxième emprisonnement a duré de 1971 à 1972 et un troisième de novembre 1972 à 1973.

Le quatrième emprisonnement : nov. 1973 – nov. 1976 :

« Hébron, Moscobiya, Ramallah et Naplouse : je suis resté trois mois dans une cellule dans chacune de ces quatre prisons et les interrogatoires et la torture ont continué.

« Il neigeait pendant l'interrogatoire à Hébron. Ils m'ont déshabillé et m'ont mis dehors dans le froid. Ils m'ont attaché avec des chaînes à un poteau et ont versé de l'eau glacée sur moi. Ils m'ont laissé tomber et m'ont amené à un feu pour me réchauffer seulement pour me ramener à l'extérieur pour le traitement de l'eau glacée.

« Des boules de fer ont été placées dans mon scrotum et pressées contre les testicules. La douleur vient de m'envelopper.

« L'un des enquêteurs, Abu Haroun, a dit qu'il transformerait mon visage en celui d'un bouledogue. Il était scientifique. Il m'a frappé avec des coups de poing rapides pendant deux

heures. Puis il apporta un miroir et dit : « Regarde ton visage. J'avais effectivement l'air d'un bouledogue.

« À Naplouse, ils m'ont brûlé avec des cigarettes et ont à nouveau pressé les boules de métal contre mes testicules, pressant l'œuf contre le fer. Ils ont utilisé des pinces pour arracher quatre de mes dents.

« J'ai été détenu trois ans administrativement. Pendant ce temps, en guise de vengeance, ils ont également dynamité ma maison. »

Le cinquième emprisonnement : novembre 1978 – 1980 :

« Ils m'ont à nouveau arrêté en novembre 1978 et m'ont envoyé directement à Hébron. Ils m'ont salué, ricanant, en déclarant : « On va te faire avouer depuis ton trou du cul. Je leur ai dit que je parlais de ma bouche, pas de mon trou du cul.

« Au début, ils m'ont parlé gentiment parce qu'ils savaient que la torture ne fonctionnerait pas. Puis ils ont amené les hommes chargés de l'interrogatoire : Uri, Abu Haroun, Joni, le psychiatre, Abu Nimer qui a un doigt manquant, Abu Ali Mikha et le Dr Jims.

« Ils m'ont enchaîné à un poteau et ont concentré leurs coups sur ma poitrine. Ils m'ont allongé sur le sol et ont sauté haut dans les airs en atterrissant sur ma poitrine. Uri a fait cela sept ou huit fois. C'était une torture sauvage et sans fin pendant sept jours. Ils ont fracassé leurs talons de bottes sur mes ongles, me cassant les doigts.

« Il neigeait alors ils m'ont versé de l'eau glacée sur moi. Ils m'ont remis un papier et m'ont donné deux heures pour avouer. J'ai dit que je ne savais rien. Ils m'ont enchaîné à une chaise. Tous ont commencé à me battre avec leurs mains et leurs pieds. Je suis tombé. Ma tête était au sol. J'ai vu Uri voler dans les airs et j'ai senti son karaté me frapper sur la tête. C'était le dernier souvenir que j'avais depuis deux ans.

« On m'a dit que j'avais été ramené dans la cellule. Les autres prisonniers devaient me nourrir, me nettoyer et me retourner. J'étais incontinent et j'ai chié sur moi-même. Je ne pouvais pas bouger mes mains ou marcher. Je ne pouvais pas entendre. Je ne pouvais reconnaître personne. Seules mes lèvres pouvaient bouger et j'avalais tout ce qui était mis dans ma bouche. Les gens devaient bouger ma tête. Ils ont dû déplacer mes membres sous mon corps. Mon poids est tombé à 103 livres [47 kilos].

« Deux ans plus tard, je me suis réveillé dans un hôpital psychiatrique. J'ai eu cinq fractures aux hanches et je ne pouvais pas marcher.

Ses amis ont pu susciter l'inquiétude du public dans tout Israël et les Territoires occupés. Des responsables et des journalistes israéliens ont écrit que Nader Afouni « faisait semblant » et qu'il était un excellent « acteur ».

Mais les détenus qui l'avaient soigné et les journalistes et sympathisants qui lui ont rendu visite lors de son transfert définitif de la prison à l'hôpital, ainsi que le personnel hospitalier qui l'a finalement soigné, ont témoigné de son état. Nader Afouni est devenu une cause

célèbre pour le peuple palestinien, un symbole des tourments qui lui sont infligés et de la dimension héroïque de sa résistance.

Le cas du Dr Azmi Shuaiby

Azmi Shuaiby, dentiste, était un membre actif du conseil municipal d'El Bireh en Cisjordanie et un représentant élu au Comité national d'orientation. Depuis 1973, le Dr Shuaiby a été arrêté, brutalement torturé et emprisonné sept fois. Entre 1980 et 1986, il lui est interdit de sortir des limites d'El Bireh et est confiné chez lui après 18 heures. En 1986, il est à nouveau emprisonné puis déporté de Cisjordanie. [143]

Il n'a jamais été accusé d'actions armées ou d'incitation à la violence. Mais le Dr Shuaiby refuse les demandes israéliennes de collaboration. Il a écrit des articles contre l'occupation et les colonies et en faveur d'un État palestinien indépendant.

En 1973, lors de sa première arrestation à l'âge de vingt ans, on a dit à Azmi : « Nous vous observons. Vous étiez le premier de votre classe à l'Université. Nous pouvons faire de vous un homme très riche et puissant en Cisjordanie. Vous devez coopérer avec nous et rejoindre les ligues villageoises. Sur son refus, la série d'arrestations et de tortures sauvages a commencé. Le Dr Shuaiby a décrit les méthodes de torture, à la fois physiques et psychologiques auxquelles il a été soumis.

Ils ont utilisé des matraques lourdes. Ils ont mis mes jambes entre les pieds de la chaise pour que je ne puisse pas bouger. Puis ils m'ont frappé la plante des pieds. Mes pieds ont enflé. Au bout d'une minute, je ne sentais plus mes jambes. La douleur était atroce. J'étais incapable de me tenir debout.

Ils se tiendraient derrière moi. Je ne pouvais pas dire si quelqu'un était là. Soudain, l'interrogateur plaqua ses mains sur mes oreilles avec une grande force. Cela a provoqué une pression soudaine et terrible dans mon nez, ma bouche et mes oreilles – une forte sonnerie qui a duré cinq minutes. J'ai perdu l'équilibre et l'ouïe.

Ils ont utilisé un garde géant pour me frapper constamment. Il a dit : « Vous êtes dentiste ? Quelle main utilisez-vous ? Si nous vous cassons la main, vous ne serez plus dentiste. Puis il a battu ma main jusqu'à ce que je la sente se briser.

Ils m'ont attaché les mains dans le dos et m'ont suspendu à un crochet. Ils m'ont écarté les jambes et m'ont frappé sur les testicules avec des bâtons. Puis ils ont serré mes testicules. Je ne peux pas décrire l'agonie produite en serrant les testicules. Vous ressentez une douleur lancinante dans le ventre, dans tous vos nerfs. Vous voulez vous évanouir.

Ils m'ont mis dehors en hiver, nu et entièrement exposé, avec mes mains menottées suspendues à des crochets. J'ai été pendu de cette façon à partir de 23 heures du soir jusqu'à juste avant le lever du soleil. Puis j'ai été ramené dans ma cellule. Ils avaient mis de l'eau sur le sol de la cellule pour que je ne puisse pas dormir.

Ils m'ont dit que je devais collaborer avec eux et que lorsque je le ferais, je ne devais dire ni à la Croix-Rouge ni à personne d'autre que je travaillais pour eux. J'ai répondu : « OK, je vais leur

dire que vous avez dit que je ne dois dire à personne que vous voulez que je travaille pour vous. » J'ai refusé de collaborer. Ils m'ont battu à l'infini.

En 1980, les Israéliens ont introduit de nouvelles techniques. Le Dr Shuaiby qualifie ces méthodes de « torture psychologique » ; il les a trouvés plus durs à supporter que le tourment physique. « Votre cerveau est affecté. »

Le Dr Azmi Shuaiby a été soumis à l'épreuve suivante :

Isolement :

« Personne n'avait le droit de me parler, pas même les soldats. La cellule mesurait 4,5 pieds sur 5,5 pieds et 9 pieds de haut [1,5 m sur 1,8 m sur 3 m]. Dans un coin se trouvait un trou puant qui servait de toilettes. Il n'y avait qu'une petite fenêtre près du sol. Je n'ai jamais pu voir le ciel. La lumière nue était allumée jour et nuit. Je n'avais rien à lire. Je n'ai entendu aucune voix. La nourriture a été mise dans le coin et la porte s'est ouverte très légèrement. J'ai dû m'efforcer de l'atteindre morceau par morceau.

« La literie consistait en une couverture en plastique de moins d'un demi-pouce [1 cm] d'épaisseur. C'était toujours humide. Une fois par semaine, j'étais autorisé à sortir quelques minutes pour aérer la literie. Aucun soldat n'a été autorisé à me parler.

« Pour maintenir ma santé mentale, j'ai collecté de petits morceaux d'écorce d'orange et j'ai fait des formes avec eux. Je me posais des questions puis j'y répondais. J'ai aussi tiré des fils de la couverture et les ai tricotés ensemble.

Le Placard :

« J'ai été enseveli pendant quatre jours et quatre nuits, coincé dans une position courbée mais debout dans une armoire de 20 pouces sur 20 pouces [50 cm. par 50cm.]. Il faisait très sombre. Un sac sale avait été attaché sur ma tête. Mes mains ont été menottées derrière mon dos avec des menottes spéciales. Si je bougeais mes mains de quelque façon que ce soit, les menottes se resserraient automatiquement. Je ne pouvais pas bouger dans le placard. Je devais dormir debout. Je dormais une minute à la fois, me réveillant brusquement, convaincu que j'étouffais.

Les Interrogateurs :

« L'interrogatoire et la torture ont été effectués par une équipe. Tous étaient officiers et capitaines, leurs noms Gadi, Edi, Saini, Yacob et Dany. La salle d'interrogatoire est leur royaume ; personne ne peut entrer.

« Lors de l'invasion israélienne du Liban en 1982, l'équipe d'interrogatoire a été envoyée au Liban et un nouveau personnel a été amené dans les prisons de Cisjordanie. Le « nouveau personnel » était composé d'anciens tortionnaires. Un homme avait été interrogateur dix ans auparavant ; maintenant il était un homme d'affaires.

« Le capitaine Dany est revenu du Liban pendant mon emprisonnement. Le capitaine Dany est un très grand et bel homme de trente-cinq ans. Il est très grossier, criant constamment 'Baise ta sœur, baise ta mère.' Il forçait ma bouche à s'ouvrir et crachait dedans. En 1973, il a essayé de forcer une bouteille dans mon anus. Quand il m'a vu à son retour du Liban, il a dit : « Oh,

Azmi est ici », et a commencé à me parler des jeunes enfants d'Ansar. « J'interroge des enfants de 10, 11 et 12 ans », a-t-il commencé, en me racontant leurs coups. »

Le Dr Azmi Shuaiby a été emprisonné trois fois en 1982. Entre le 7 décembre 1981 et le 16 janvier 1982, il a été maintenu à l'isolement pendant la grève générale en Cisjordanie et la fermeture de l'université de Bir Zeit. Du 1er avril au 3 mai, lorsque les Israéliens ont dissous les conseils municipaux de Cisjordanie, Azmi a été placé dans le « placard », puis à nouveau isolé. Il a été maintenu en isolement tout au long de l'invasion israélienne du Liban.

Récemment, ils m'ont dit : « Nous allons détruire votre clinique en vous emprisonnant tous les deux mois. Notre ordinateur déterminera quand il est prévu que vous soyez à nouveau emprisonné. »

En 1986, le Dr Azmi Shuaiby a été déporté.

Le cas de Mohammed Manasrah

Mohammed Manasrah était un militant syndical, secrétaire du Sénat étudiant de l'Université de Bethléem et est actuellement écrivain et journaliste. Il a été emprisonné à trois reprises pour un total de quatre ans et demi, puis placé en probation supplémentaire pendant deux ans. Sa torture pendant l'interrogatoire était incessante, entraînant un dysfonctionnement sexuel et une perte auditive. Il a également subi de nombreuses détentions supplémentaires plus brèves ainsi que des assignations à résidence et des restrictions de la ville. [144]

Le premier emprisonnement :

« J'avais dix-neuf ans en 1969 lorsque j'ai été arrêté pour la première fois. J'ai été emmené avec un groupe de personnes et détenu dans la Moscobyia [le complexe russe à Jérusalem] pendant six mois, où j'ai été interrogé sur les manifestations, les publications et les organisations.

« Moscobiya était barbare. Ils ont pris nos vêtements et nous ont couvert les yeux. Ils nous ont menotté les mains et nous ont enchaînés dix d'affilée. Nous avons été déshabillés. Ils nous ont jeté de l'eau. Puis ils nous ont battus à tour de rôle, en utilisant des bâtons sur nos têtes et sur nos organes sexuels. Ils alternaient en nous jetant de l'eau et en nous frappant sur nos organes sexuels. Nous les entendions remplir les seaux et nous préparer, mais peu importe comment nous essayions, nous ne pouvions jamais nous préparer aux coups.

« Mon ami Bashir al Kharya, un avocat, est en prison depuis 1969. Ils lui ont frappé la tête avec de gros bâtons pendant trois jours. Sa tête est devenue verte à cause de la moisissure et a été infectée par des bactéries pendant cinq ans. Il est toujours détenu à la prison de Tulkarem.

Le deuxième emprisonnement :

« En 1971, les autorités m'ont accusé d'appartenir à la fois au FPLP (Front populaire de libération de la Palestine) et au Fatah [le groupe de Yasir Arafat dans l'OLP] même si l'on ne pouvait pas être membre des deux organisations.

« Les services de sécurité n'avaient aucune preuve, mais ils m'ont donné le choix d'être accusé d'appartenance à une organisation illégale et d'être condamné à la prison ou de déménager

volontairement à Amman [Jordanie]. Je leur ai dit que je préférais être emprisonné à vie plutôt que d'être exilé. J'ai avoué être membre du United Student Council, le conseil de toutes les organisations étudiantes qui avaient été déclarées illégales. J'ai ensuite été emprisonné pendant un an dans les prisons de Ramallah et de Naplouse.

La troisième prison :

« En 1975, ils ont fait une descente dans ma maison du camp de Dheisheh et ont confisqué tous mes livres. Ils m'ont emmené au poste de police de Bassa où ils m'ont battu pendant deux jours. Ils n'ont posé aucune question. Un interrogateur se tenait devant moi et un autre derrière moi. Soudain, celui qui était derrière frappait ses mains avec une grande force sur mes deux oreilles. Du sang coulait de mes oreilles et de ma bouche. J'ai subi des lésions cérébrales. Un prisonnier, qu'ils essayaient de terrifier, s'est évanoui lorsqu'ils l'ont amené là où j'étais torturé.

« Ils m'ont emprisonné pendant trois ans. J'ai été détenu à Hébron, Ramallah, à nouveau à Hébron, Farguna, Beersheba, à nouveau à Hébron et à nouveau à Beersheba. Ils me transféraient pour des « raisons de sécurité » en guise de punition après des grèves de la faim. »

Torture dans la prison d'Hébron :

Mohammed Manasrah a été emmené à Hébron et torturé de différentes manières :

Ils m'ont attaché la tête en bas et m'ont frappé sans cesse sur les pieds avec un morceau de bois. Vous ne pouvez pas imaginer à quel point ils m'ont frappé. Mes pieds ont enflé à une taille énorme et sont devenus bleus. J'ai saigné sous la peau.

Ils m'ont dépouillé de mes vêtements et m'ont suspendu par des chaînes avec mes mains au-dessus de ma tête et mes pieds touchant à peine le sol. Ils me battaient constamment sur les pieds, toujours concentrés sur mes pieds. Parfois, ils me laissaient tomber et mettaient mes pieds dans une bassine d'eau froide sale et puante. Cela soulagerait la douleur. Ensuite, ils me raccrocheraient à nouveau. Je devais dormir enchaîné, les mains au-dessus de la tête. Cela a duré quatorze jours.

Maisara Abul Hamdia était avec moi. Pour chaque coup que j'ai reçu, il en a reçu deux. Maisara était pendue quand j'entrais dans la salle de torture. Puis Maisara me trouvait pendu quand il était amené dans la salle de torture. [Maisara a ensuite été déportée en Jordanie.]

Après quatorze jours, je perdais constamment connaissance. J'ai été mis dans la cellule n°5. Il mesurait 5 pieds 3 pouces sur 2 pieds et 5 pieds 6 pouces de haut [160 cm. par 60cm. par 168cm.]. Il était aussi haut que je suis grand et sa longueur était telle que je devais mettre mes jambes contre le mur quand je m'allongeais.

Le seul son que je n'aie jamais entendu était celui des touches. Je devenais terrifié chaque fois que j'entendais ce son. Je ne sais pas exactement combien de temps je suis resté là-bas. C'était quelque part entre cinq jours et une semaine.

J'ai été battu toute la nuit quand ils m'ont transféré de la cellule n°5 à la cellule n°4. Ils ont utilisé de larges bâtons et m'ont battu à la tête et aux organes sexuels. Ils m'ont tiré les cheveux et m'ont frappé la tête contre le mur. J'ai un problème permanent avec mes organes sexuels et j'ai subi de nombreuses radiographies de ma tête et de mes organes sexuels.

J'ai été amenée à la salle d'audience militaire tôt le matin et j'ai dû attendre toute la journée. Mais il n'y a pas eu de séance. Au lieu de cela, Abu Ghazal, le célèbre interrogateur, est venu. Il a attrapé mes cheveux et m'a balancé dans la pièce, m'écrasant contre le mur. Mes cheveux ont été arrachés. Il a menacé de m'envoyer à Sarafand ou « Akka » [une prison secrète utilisée en 1974 et 1975] si je n'avouais pas dans les deux jours.

J'ai été mis dans une cellule et j'ai dormi tout le temps. Je ne savais pas si c'était le jour ou la nuit, deux jours ou dix. J'ai encore froid quand je me souviens de cette période. J'ai des frissons dans les jambes.

Au bout de deux jours, dix soldats se sont précipités dans ma cellule et ont commencé à me battre. Ils m'ont traîné par terre jusqu'à la salle de torture. Ils m'ont dit que mes amis et camarades avaient avoué. J'ai dit : « Apportez-les-moi. Je savais que c'étaient des mensonges. Ils m'ont amené deux types de personnes pour me faire avouer : des gens gentils et faibles qui ne supportaient pas de voir comment j'étais torturé et des « asafir » [espions].

Maintenant, ils ont mis en place d'autres méthodes - alternant coups et paroles douces dans l'espoir que je craque et « avoue. » Ils m'ont accusé d'être membre du FPLP, du Fatah et du Parti communiste. Ils changeaient d'accusation, mais une chose restait constante : après chaque accusation, ils me battaient sauvagement.

Ils ont amené deux majors pour me voir qui m'ont fait la leçon pendant six heures – sur les crimes de l'Union soviétique contre les Juifs et l'oppression de ses minorités nationales par la Chine. Ils m'ont accusé d'être communiste parce qu'ils ont trouvé des livres sur le marxisme chez moi. Je leur ai dit qu'il ne pouvait y avoir de paix ici sans l'autodétermination du peuple palestinien. Ils m'ont demandé d'écrire ceci et de le signer et je l'ai fait.

Après quarante-six jours d'interrogatoire et de détention, ils m'ont envoyé devant un tribunal militaire à Ramallah. J'étais accusé d'avoir mené des actions contre les autorités. Mon avocat, Ghazi Kfir, a demandé des précisions. Le tribunal a répondu : "C'est un révolutionnaire et un trompeur."

Avant l'audience, mon avocat et le procureur avaient conclu un accord. Je devais être libéré sans inculpation si je ne parlais pas au tribunal de la façon dont j'avais été torturé. Mais le juge a ignoré l'accord et m'a condamné à cinq ans. J'ai purgé trois ans et j'ai été placé en probation pour deux.

Assignation à résidence et restriction municipale :

Le Shin Bet a harcelé Mohammed Manasrah après sa sortie de prison. Ils ont approché chaque employeur pour lequel il travaillait et leur ont dit de le licencier. Mohammed Manasrah a perdu quatre emplois avant de devenir organisateur syndical à plein temps.

Le 7 janvier 1982, Mohammed Manasrah a reçu l'ordre de retourner de Bethléem à Wadi Fukin, le petit village de sa naissance situé à l'intérieur de la frontière d'avant 1967. Il a été assigné à résidence à Wadi Fukin pendant six mois. Il n'avait aucun revenu et devait dépendre de l'aide de ses voisins.

Les autorités et la Ligue villageoise [collaborateurs] ont menacé Mohammed Manasrah, sa famille et tous ceux avec qui il est entré en contact. Sa maison a été perquisitionnée à plusieurs reprises ; des livres et des papiers ont été pris. Sa famille a été empêchée de se rendre en Cisjordanie. Le permis de travail de son frère a été retiré. Sa belle-sœur a été attaquée par la Ligue du village lorsqu'elle l'a prise pour la femme de Mohammed.

Le gouverneur militaire a menacé chaque famille dont les fils lui ont rendu visite. Les jeunes hommes ont fait l'objet d'une enquête. Trois enseignants de l'école primaire ont été interrogés après de telles visites. « Ils ont installé un siège autour de moi : économique, social et psychique.

Mohammed Manasrah, au mépris de la restriction municipale, est retourné à Bethléem où au moins sa femme a pu travailler. « Mon frère et son enfant ont été arrêtés afin de faire pression sur moi pour que je retourne à Wadi Fukin, mais je suis resté à Bethléem. »

Son assignation à résidence a finalement été transférée à Bethléem. « Je ne pouvais pas rester longtemps à la maison. Je suis allé ici et là. Les soldats m'ont attrapé et m'ont emmené en prison.

Le 1er décembre 1982, un nouvel arrêté militaire lui a permis de se déplacer à l'intérieur des frontières municipales, mais il n'a pas été autorisé à travailler. Il était obligé de se présenter chaque jour au gouverneur militaire et d'y rester jusqu'à midi.

Après un an, les restrictions ont pris fin. Moins d'un mois plus tard, le gouverneur militaire a ordonné une nouvelle restriction municipale de six mois.

Emprisonnement à nouveau :

Mohammed Manasrah est entré à l'Université de Bethléem en 1983 pour étudier la sociologie. Il fut bientôt élu secrétaire du Sénat étudiant. En novembre 1983, lui et d'autres membres de l'organisation étudiante ont été emprisonnés après avoir parrainé une exposition culturelle palestinienne.

Torture des jeunes palestiniens

La torture est régulièrement administrée aux jeunes Palestiniens, qu'ils soient citoyens israéliens ou résidents des Territoires occupés. Himsam Safieh et Ziad Sbeh Ziad, originaires de Galilée, ont été arrêtés pour avoir hissé le drapeau palestinien à l'occasion du premier anniversaire du massacre de Sabra et Chatila. Six mois plus tard, ils ont été libérés, après avoir été acquittés alors qu'aucune preuve à leur encontre n'a pu être produite et qu'aucun aveu n'a pu être extorqué. Devant le tribunal, les jeunes ont évoqué les tortures auxquelles ils avaient été soumis pendant leur détention.

Ils ont été aspergés d'eau froide et laissés nus dans une chambre froide. Ils ont été battus sur tout le corps, y compris sur les parties génitales. La torture électrique a été utilisée. Ziad, les mains liées dans le dos, a été ballotté d'un interrogateur à l'autre. Il a été frappé au visage et au cou. Il a refusé de signer des aveux. [145]

Mu'awyah Fah'd Qawasmi, fils du maire assassiné d'Hébron, Fah'd Qawasmi, et son cousin, Usameh Favez Qawasmi, faisaient partie des 17 000 jeunes Palestiniens détenus par les Israéliens lors du récent soulèvement en Cisjordanie et à Gaza.

Les interrogateurs israéliens ont versé de l'eau sur eux, ont accroché des pinces attachées à des fils électriques à leurs pieds, puis ont mis le courant. Mu'awyah a perdu connaissance trois fois au cours d'une demi-heure de torture par décharge électrique. [146] Les avocats qui défendent régulièrement les personnes accusées d'infractions à la « sécurité » déclarent à l'unanimité que les tribunaux militaires en Israël et dans les territoires occupés d'après 1967 « s'associent et dissimulent sciemment l'utilisation de la torture par les services de renseignement israéliens ». [147]

Si l'avocat de la défense conteste la validité des aveux ou présente des preuves de torture, un « petit procès » ou « Zuta » [en hébreu] a lieu. Le parquet produit l'armée ou l'officier de police qui a noté les aveux. Mais, comme l'observe l'avocate israélienne Léa Tsemel : « L'officier prend la déclaration, la rédige en effet souvent pour le prisonnier. Mais cet officier ne conduit pas l'interrogatoire ni ne pratique la torture. Il peut donc déclarer que la confession a été librement acceptée. [148]

Les interrogateurs et les gardiens peuvent rarement être identifiés et traduits en justice parce qu'ils utilisent des noms arabes supposés tels qu'Abu Sami et Abu Jamil ou des surnoms tels que Jacky, Dany, Edi, Orli, etc. Même lorsqu'un prisonnier réussit à traduire son tortionnaire en justice, il n'y a pas de résultat. Lea Tsemel a décrit comment, après d'énormes efforts, au cours desquels d'innombrables obstacles ont été surmontés, l'interrogateur qui avait torturé son client a été amené dans la salle d'audience. « Il a juste regardé l'accusé et a dit qu'il ne l'avait jamais vu auparavant de sa vie. Cela a mis fin à l'affaire. [149]

Wasfi O. Masri a réussi à faire déclarer cinq aveux irrecevables – pour lesquels il est très admiré parmi les avocats en Israël et dans les territoires occupés après 1967. Ceci, cependant, ne garantit pas l'acquittement. Les cinq étaient sur « un total de milliers ».

Arrestations à domicile et restrictions de la ville

En vertu du règlement 109 du règlement d'urgence de la défense, un gouverneur militaire peut forcer toute personne à vivre dans n'importe quel endroit qu'il désigne. Il peut confiner les gens dans leurs maisons ou leurs villes. Les déplacements et les associations peuvent également être restreints. Ces pénalités sont prononcées pour six mois, mais elles peuvent être renouvelées à plusieurs reprises. Dans certains cas, des personnes ont été restreintes « jusqu'à nouvel ordre ».

Les personnes assignées à résidence, soumises à des restrictions de ville ou de voyage ne sont ni formellement inculpées ni traduites devant un tribunal. Le gouverneur militaire qui donne l'ordre n'est pas tenu de préciser la nature de l'infraction. Bien que la personne restreinte ait

le droit de porter son cas devant un comité d'appel militaire et la Cour suprême israélienne, il est rare que la Cour conteste une décision fondée sur des motifs de « sécurité » et difficile pour les victimes et leurs avocats pour préparer un dossier. Le gouverneur militaire ne précisera pas les détails de l'accusation ou les preuves à l'appui.

Le règlement 109 a été utilisé contre les Palestiniens en Israël ainsi que dans le territoire occupé depuis 1967. Il a été utilisé contre des intellectuels, des journalistes, des enseignants, des artistes, des avocats, des syndicalistes, des étudiants et des personnalités politiques, nombreux, mais pas tous ont été francs dans leurs critiques de la politique israélienne et dans leur soutien à l'autodétermination du peuple palestinien. Entre janvier 1980 et mai 1982, Amnesty International note que 136 ordonnances de restriction ont été émises, touchant 77 personnes [150] ; 100 ordonnances de restriction ont été émises en septembre 1983 après les événements commémorant le premier anniversaire du massacre de Sabra et Chatila [151] ; et la politique a continué à ce jour.

Notes

135. London Sunday Times, 19 juin 1977.

136. Idem., p.18.

137. Idem. (également la citation pour les études de cas ci-dessus).

138. Idem. Pour le récit personnel de Rasmiya Odeh, voir aussi Soraya Antonius, « Prisoners for Palestine : A List of Women Political Prisoners », *Journal of Palestine Studies* .

139. Lea Tsemel, *Political Prisoners In Israel – An Overview*, Jérusalem, 16 novembre 1982. Lea Tsemel et Walid Fahoum, *Nafha is a Political Prison*, 13 mai 1980, et une série de rapports (mai 1982-février 1983). Felicia Langer, *Avec mes propres yeux*, (Londres : Ithaca Press, 1975). Felicia Langer, *Ce sont mes frères*, (Londres : Ithaca Press, 1979). Jamil Ala' al-Din et Melli Lerman, *Prisoners and Prisons in Israel*, (Londres : Ithaca Press, 1978). Walid Fahoum, deux livres d'histoires de cas, disponibles en arabe. Raja Shehadeh, *Occupier's Law: Israel and the West Bank*, (Washington, DC: Institute for Palestine Studies, 1985). National Lawyers Guild 1977 *Délégation au Moyen-Orient, Traitement des Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza occupés par les Israéliens* , (New York : 1978). Amnesty International, *Rapport*, 21 octobre 1986. Ralph Schoenman et Mya Shone, *Prisoners of Israel : The Treatment of palestinien Prisoners in Three Jurisdictions* , (Princeton, NJ : Veritas Press, 1984) (Préparé sous une forme abrégée pour l'Organisation des Nations Unies Conférence sur la question de Palestine).

140. *Guilde nationale des avocats*, p.103.

141. Étude de cas : Ghassan Harb, Ramallah. *London Sunday Times*, p.19.

142. Étude de cas : Nader Afouri, Naplouse. Schoenman et Shone, pp.22-26.

143. Étude de cas : Dr Azmi Shuaiby, El Bireh. Schoenman et Shone, pp.30-32.

144. Étude de cas : Mohammed Manasrah, Bethléem. Schoenman et Shone, pp.33-36.

145. Al-Fajr Jerusalem Palestine Weekly, 14 mars 1984
146. Al-Fajr Jerusalem Palestine Weekly, 10 janvier 1988.
147. London Sunday Times, p.18.
148. Idem.
149. Idem.
150. American-Arab Anti-Discrimination Committee, The Bitter Year: Arabs Under Israeli Occupation in 1982, (Washington, DC: 1983), p.211.
151. L' hebdomadaire palestinien Al-Fajr de Jérusalem .

Chapitre 11 - Les prisons

Les prisons israéliennes sont essentiellement des prisons politiques. Ils contiennent principalement des Palestiniens suspectés, accusés et parfois – sur la base d’aveux forcés – « condamnés » pour avoir mené, encouragé ou planifié des actes de résistance, qu’ils soient pacifiques ou armés. Bien que les statistiques sur la population carcérale totale ne soient pas disponibles, le nombre de détenus dans les prisons à sécurité maximale qui purgent des peines de longue durée oscille systématiquement autour de 3 000 ; trente Palestiniennes sont emprisonnées à Neve Tertza, sans compter les femmes amenées du Liban. Les avocats estiment qu’avant le récent soulèvement, 20 000 Palestiniens étaient emprisonnés chaque année.

Dans les frontières d’avant 1967, il y a dix prisons, dont Kfar Yonah, la prison centrale de Ramle, Shattah, Damun, Mahaneh Ma’siyahu, Beersheba, Tel Mond (pour mineurs), Nafha, Ashkelon et Neve Tertza.

Neuf prisons sont situées dans les territoires occupés d’après 1967 : Gaza, Naplouse, Ramallah, Bethléem, Fara’a, Jéricho, Tulkarem, Hébron et Jérusalem.

Il existe des centres de détention régionaux à Yagur (Jalameh) et Atlit près de Haïfa, Abu Kabir à Tel Aviv et le Moscobiya (complexe russe) à Jérusalem. En outre, les quartiers généraux de la police à Haïfa, Acre, Jérusalem, Tel Aviv, les dix-huit postes de police dans tout l’État et les quarante avant-postes de police dans les territoires occupés sont utilisés pour détenir des suspects pour interrogatoire et torture. [152] Les installations militaires dans tout le pays servent également de centres d’interrogatoire et de torture. Les prisonniers s’accordent à dire que le plus sauvage d’entre eux est Armon ha-Avaddon, connu sous le nom de « Palais de l’enfer » et « Palais de la fin ». Il est situé à Mahaneh Tzerffin près de Sarafand.

Enfin, des camps de détention avec seulement des tentes pour s’abriter ont été érigés pour maintenir le grand nombre de prisonniers palestiniens amenés du Liban lors de l’invasion de 1982 ainsi que les jeunes raflés pendant la résistance actuelle. Meggido, Ansar II (à Gaza) et Dhariyah sont devenus des centres de détention connus pour leurs conditions inhumaines et la routine quotidienne de la torture.

Distinctions dans le traitement

Les différences entre les prisons pour Palestiniens dans les Territoires occupés après 1967 et celles dans Israël avant 1967, c’est-à-dire dans la « Ligne verte », ne sont pas grandes. La prison d’Ashkelon, la prison de Nafha, l’aile principale de la prison de Beersheba et l’aile spéciale de la prison de Ramle, bien que situées dans l’Israël d’avant 1967, sont d’importants centres de détention pour les Palestiniens des territoires occupés d’après 1967 de Cisjordanie et de Gaza. Damun et Tel Mond sont utilisés pour la jeunesse palestinienne.

L’emplacement physique des prisons a peu d’incidence sur les conditions. Les autorités pénitentiaires israéliennes maintiennent une ségrégation rigoureuse entre les personnes inculpées et les personnes reconnues coupables d’« infractions à la sécurité », qui sont des prisonniers politiques.

Comme seul un petit nombre de Juifs sont considérés comme des prisonniers politiques et que seul un petit nombre de Palestiniens, en particulier des Territoires occupés, sont des délinquants, cette séparation entraîne une ségrégation de facto entre les prisonniers juifs et les détenus palestiniens. Ni le contact ni la communication ne sont autorisés. Ils sont soit dans des prisons séparées, soit dans des ailes différentes d'un même établissement.

Des distinctions sont également faites entre les prisonniers palestiniens du territoire occupé après 1967 et les détenus « arabes israéliens », qui sont des Palestiniens et des Druzes résidant dans l'Israël d'avant 1967 et détenant la citoyenneté israélienne. Les conditions d'emprisonnement des prisonniers de Cisjordanie et de Gaza sont bien pires que celles des détenus « israéliens » d'avant 1967.

Certains, mais pas tous, les prisonniers d'Israël d'avant 1967 ont droit à un lit ou à un matelas. Environ 70 % de ces prisonniers israéliens bénéficient de ce « privilège ». Ils peuvent également recevoir une visite toutes les deux semaines et envoyer deux lettres par mois. Ils ont droit à trois couvertures en été et cinq en hiver.

Les prisonniers des territoires occupés d'après 1967 dorment à même le sol en été et en hiver. Ils ont droit à un tapis en caoutchouc d'un quart de pouce [0,5 cm] d'épaisseur, une visite et une carte postale par mois.

Alors que l'espace de vie moyen par prisonnier dans les prisons européennes et américaines est de 112,5 pieds carrés [10,5 m²], dans les prisons pour Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, c'est un dixième de cette surface ou 16 pieds carrés [1,5 m²] par prisonnier.

La bureaucratie pénitentiaire est une loi en soi. En entrant dans ce domaine, le citoyen perd tous ses droits. Il ou elle devient soumis à une autorité totalement arbitraire exercée par des personnes sélectionnées pour leur dureté.

L'ordonnance sur les prisons (révisée en 1971) comporte 114 articles. Il n'y a pas de clause ou de sous-clause définissant les droits des détenus. L'ordonnance prévoit un ensemble de règles juridiquement contraignantes pour le ministre de l'Intérieur, mais le ministre lui-même formule ces règles par décret administratif.

Il n'existe aucune disposition stipulant les obligations incombant aux autorités ni aucune clause garantissant aux détenus un niveau de vie minimum.

En Israël, il est légalement permis d'interner vingt détenus dans une cellule ne mesurant pas plus de 15 pieds [5 m.] de long, 12 pieds [4 m.] de large et 9 pieds [3 m.] de haut. Cet espace comprend un lavabo ouvert. Les détenus peuvent être enfermés indéfiniment dans ces cellules pendant vingt-trois heures par jour.

Le rapport Kutler

Une enquête approfondie sur les conditions physiques à l'intérieur des prisons situées dans l'Israël d'avant 1967 a été publiée dans Ha'aretz en 1978 par le journaliste israélien Yair Kutler. Yair Kutler a qualifié la vie en prison en Israël d'« enfer sur terre » et a décrit chaque prison en détail. [153] Son récit est poignant :

Kfar Yonah : Les hauts fonctionnaires nomment la prison de Kfar Yonah comme « Kevar Yonah » (la tombe de Yonah). C'est le centre de détention qui terrifie tous ceux qui franchissent ses portes. Les détenus l'ont nommé « Meurat Petanim » ou « Le repaire des cobras ». « L'accueil qui attend ceux qui y sont placés jusqu'au procès est effrayant. Les cellules sont extrêmement froides et humides. Les matelas minables, déchirés et sales sont bondés. La plupart des détenus n'ont nulle part où s'allonger à part le sol. La puanteur accablante de l'excrétion humaine, de la sueur et de la saleté ne s'estompe jamais des cellules verrouillées et verrouillées. Dans l'aile « D », il y a trois pièces dans lesquelles s'entassent douze, dix-huit et vingt détenus.

Prison centrale de Ramle : Ramle est l'une des prisons les plus dures d'Israël. C'est un ancien poste de police britannique qui servait autrefois d'écurie pour les chevaux. Il est surpeuplé et puant, rempli de sept cents détenus. De nombreux détenus n'ont pas de lit, un petit coin ou même quelques mètres carrés pour eux-mêmes. Souvent, une centaine d'hommes doivent s'allonger sur le sol.

Il y a vingt et une cellules d'isolement (« X ») à Ramle. La lumière du soleil ne pénètre jamais dans les cellules d'isolement, qui sont complètement fermées. Une ampoule pendante éclaire toute la journée.

En plus des cellules d'isolement, Ramle possède une série de donjons. Ils mesurent 6 pieds de long, 3 pieds de large et 6 pieds de haut [2m. par 80cm. de 2m.]. Ils sont sombres, sales et dégagent une odeur terrible. Il n'y a pas de fenêtres ni d'ampoules ; une petite ouverture dans la porte laisse entrer un peu de lumière du couloir.

Avant qu'un prisonnier ne soit placé dans la cellule du cachot, il est déshabillé et reçoit une combinaison fine et déchirée. Une fois par jour, on peut le laisser sortir pour aller aux toilettes ; sinon il doit se contenir toute la journée et toute la nuit.

Il peut uriner à travers un grillage dans la porte. Le prisonnier n'a droit ni à une promenade quotidienne ni à une douche.

Il y a souvent des coups. Le mode privilégié est la « méthode globale ». Quelques gardes couvrent la tête du prisonnier et le battent jusqu'à ce qu'il perde connaissance.

Afin d'éviter l'isolement cellulaire, un détenu doit savoir mener une vie de soumission totale et d'abaissement de soi.

Damun : La vie à Damun est « l'enfer sur terre ». « Les conditions de vie sont indignes et provoquent le dégoût de chaque visiteur qui vient dans ce lieu abandonné de Dieu. » Les bâtiments absorbent l'humidité et le froid. Cinq couvertures ne suffiraient pas pour se réchauffer. "Beaucoup sont malades et la plupart sont désespérés." L'aile des jeunes de Damun a des conditions encore pires. La surpopulation est si terrible que les jeunes ne peuvent se dégourdir les membres que deux heures tous les quinze jours et cet intervalle est souvent manqué.

Shattah : La surpopulation est terrible à Shattah. La puanteur se fait sentir au loin... Les cellules sont sombres, humides et fraîches. L'air est étouffant. En été pendant la période de grande chaleur dans la vallée de Beit Shean, la prison est un enfer de feu.

Sarafand : Le « Palais de la fin » est situé derrière une haute clôture métallique vue par tous les touristes alors qu'ils roulent sur la dernière section de la route de Jérusalem à Tel Aviv, mais à huit kilomètres de l'aéroport Ben Gourion. C'est le périmètre de Sarafand qui est de dix miles carrés et le plus grand dépôt d'ordonnances et d'approvisionnement de l'armée d'Israël. C'est également le dépositaire du Fonds national juif, qui utilise Sarafand pour stocker du matériel pour la construction de nouvelles colonies en Israël avant 1967 et dans les territoires occupés après 1967.

La relation inexorable entre l'occupation, la colonisation, la colonisation et le système de torture infligé aux Palestiniens devient évidente. Sarafand – le centre de torture – a une signification historique.

Il a été construit avant la Seconde Guerre mondiale et a servi de principal dépôt d'ordonnances pour la Grande-Bretagne. C'était l'un des camps de détenus les plus notoires lors du soulèvement palestinien de 1936 contre la domination britannique et la colonisation sioniste du pays. Les anciens bâtiments du mandat britannique ont simplement été repris par les autorités israéliennes, leur fonction inchangée, et utilisés pour une nouvelle génération de détenus palestiniens. Le centre, connu aussi bien par les Palestiniens que par les Juifs à l'époque britannique sous le nom de « camp de concentration », a conservé son caractère et son utilisation.

Nafha – Une prison politique : Les prisonniers politiques palestiniens n'ont pas reçu le statut de prisonniers de guerre mais des camps de prisonniers sont construits pour eux. Nafha est surnommée « la prison politique » par ses habitants.

C'est dans le désert, à huit kilomètres de Mitzoe Ramon et à mi-chemin entre Beersheba et Eilat. C'est dans une zone aride avec de terribles tempêtes de sable. Le sable pénètre tout. Les nuits sont extrêmement froides et la chaleur diurne est insupportable. Les serpents et les scorpions errent dans les cellules.

Une cellule typique mesure 18 pieds sur 9 pieds [6 m. par 3m.]. Il y a dix matelas au sol et aucun autre espace. Un cabinet de toilette primitif occupe un coin. Au-dessus des toilettes se trouve une douche. Pendant qu'un détenu utilise les toilettes, d'autres doivent se laver ou faire la vaisselle. Dans une pièce comme celle-ci, dix détenus passent vingt-trois heures par jour. Une demi-heure par jour, tous les prisonniers doivent marcher dans une petite cour en béton de 15 pieds sur 45 pieds [5 m. de 15 m.] De nombreux prisonniers sont malades, souffrent des effets de tortures répétées et de conditions de vie en prison brutales. [154]

Pratique quotidienne dans les prisons israéliennes

Les prisonniers politiques ont fréquemment déclaré que les conditions dans les centres de détention et les prisons tant en Israël avant 1967 que dans les Territoires occupés après 1967 sont conçues pour les détruire à la fois physiquement et psychologiquement.

Battages : Dans toutes les prisons d'Israël d'avant 1967 et des Territoires occupés, les prisonniers sont battus. À Ramle, cela se fait dans les cachots ou « cellules d'isolement » : un certain nombre de gardiens attaquent le prisonnier et le battent avec leurs poings, leurs bottes et leurs gourdins fabriqués à partir de manches de houe en bois qui sont conservés dans un placard adjacent aux cellules du donjon.

Dans la prison de Damun, les coups se font de manière plus primitive. Elle est jouée en public dans la cour. Les gardes les plus brutaux sont aux commandes du « Poste ». Il s'agit du véhicule de transport des prisonniers qui effectue trois trajets hebdomadaires du centre de détention d'Abou Kabir à la prison de Shattah. Il s'arrête dans toutes les prisons à l'intérieur d'Israël, à l'exception d'Ashkelon et de Beersheba. Chaque voyage de la « Poste » entraîne des coups sauvages. Au moindre prétexte, les gardes du Post font descendre la victime du véhicule aux stations Post suivantes et « l'ont battu au point de ne plus être reconnaissable ».

Isolement : L'isolement n'est pas considéré comme une punition en vertu de la loi.

En réalité, peu de personnes peuvent survivre plusieurs mois dans des cellules de 3 pieds [1 m.] par 8 pieds [2,5 m.] pendant vingt-trois heures par jour. Pourtant, aucun prisonnier qui a fait une tentative verbale pour préserver l'estime de soi n'a évité les périodes d'isolement.

Travail : Le travail pénitentiaire est du travail forcé. Elle est organisée comme « un moyen de harceler la vie des détenus ». [155] Les prisonniers politiques sont délibérément affectés à la production de bottes pour l'armée israélienne, de filets de camouflage, etc.

Certains sont punis d'isolement.

Le salaire moyen pour ce travail est de 0,05 \$ l'heure. Le travail forcé est déployé pour maximiser le stress physique et émotionnel. C'est aussi un moyen d'exploitation.

Alimentation : La nutrition dans les prisons est déficiente et les budgets alimentaires sont minimes. La viande, les légumes et les fruits alloués sont souvent séquestrés par le personnel. Les œufs, le lait et une tomate fraîche sont classés dans la catégorie des produits de luxe des prisonniers.

Traitement médical : En 1975, un détenu de la prison de Damun s'est coupé les poignets et les jambes. Des codétenus ont appelé le gardien. Une délégation de trois gardes est arrivée. L'infirmier a ouvert la cellule et a attrapé le prisonnier et, sans prononcer un mot, a matraqué le visage de l'homme à plusieurs reprises. Le prisonnier tomba à terre ; le travailleur médical lui a donné des coups de pied sans cesse.

Les prisonniers sont incarcérés dans des bâtiments inadaptés. Ils souffrent en été d'une chaleur épuisante. En hiver, l'humidité pénètre « jusqu'à l'os ». Dans la prison de Ramle pendant l'hiver, un tiers de la population carcérale souffre d'un gonflement des mains et des pieds dû à un froid intense. Le seul médicament disponible est la vaseline, mais même cela est rarement autorisé.

Les détenus qui purgent des peines de plus de quelques mois sortent de prison avec un handicap permanent. Les conditions d'éclairage sont si mauvaises que les détenus souffrent

d'une détérioration de la vue. Les affections rénales et les ulcères ont une incidence chez les détenus cinq fois supérieure à celle de la population générale.

Asafir : Depuis 1977, des prisonniers ont signalé que la torture est également administrée par un petit groupe de collaborateurs dans chaque prison, dont certains ne sont pas de vrais prisonniers mais des informateurs se faisant passer pour tels. Qu'il s'agisse de détenus qui collaborent ou d'informateurs insinués dans la prison, la procédure s'est institutionnalisée. Dans chaque prison et centre de détention, des salles spéciales sont réservées aux collaborateurs, appelés « asafir » ou « oiseaux chanteurs ». Les criminels violents choisis pour leur férocité sont courants parmi les « asafir ». D'autres sont choisis parmi les personnes détenues pour des motifs politiques, même s'ils n'ont pas de passé politique. Ces derniers bénéficient de privilèges en fonction des prestations qu'ils effectuent.

Cas non isolés

Alors que l'on fait beaucoup de cas des prétentions démocratiques et humanistes d'Israël, les preuves présentées ici, tout comme les preuves accumulées dans toutes les études sur la colonisation et le régime sionistes en Palestine, effacent cette façade.

Les cas individuels examinés ici ne sont pas isolés ni le résultat de circonstances extraordinaires. Les cas cités ne diffèrent pas fondamentalement des autres. Les tortionnaires ne sont pas des flics individuels aberrants qui échappent à tout contrôle. Ils sont membres de toutes les sections de la police israélienne et des divisions de sécurité opérant dans l'exercice de leurs fonctions.

La violence est la norme pour traiter avec les Palestiniens, qu'il s'agisse d'agriculteurs apportant leurs produits au marché ou de jeunes jetant des pierres, de citoyens palestiniens d'Israël d'avant 1967 ou de résidents palestiniens des territoires occupés en 1967 et après. La torture est un élément fondamental du système juridique, la coercition est la voie de la confession et la confession est fondamentale pour la condamnation.

Le traitement des détenus ne change pas selon le parti au pouvoir. Si le Premier ministre Menahem Begin a catégorisé les Palestiniens comme des « bêtes à deux pattes », la brutalité systématique imposée au détenu palestinien est tout aussi sévère sous les gouvernements d'alignement travailliste. Comme l'a dit l'ancien Premier ministre David Ben Gourion : « Le régime militaire existe pour défendre le droit des colonies juives partout ». [156]

Notes

152. Jamil Ala' al-Din et Melli Lerman, p.3.

153. Étude de cas : Le rapport Kutler . Idem. , p.34-45.

154. Lea Tsemel et Walid Fahoum, Reports on Nafha Prison, mai 1982-février 1983. Cité dans Schoenman et Shone, pp.47-54.

155. Jamil Ala' al-Din et Melli Lerman, p.26.

156. David Ben Gourion, Divray ha Knesset, Dossier parlementaire n°36, p.217. Cité dans Bober, p.138.

Chapitre 12 - Stratégie de conquête

En 1982, alors que s'achèvent les préparatifs de l'invasion du Liban et du massacre des Palestiniens dans les camps autour de Beyrouth, Sidon et Tyr, un document remarquable est publié dans Kivunim (Directions), le journal du Département de l'Information du Monde. Organisation sioniste. Son auteur, Oded Yinon, était auparavant attaché au ministère des Affaires étrangères et reflète la pensée de haut niveau de l'establishment militaire et du renseignement israélien.

L'article, Une stratégie pour Israël dans les années 1980, décrit un calendrier pour qu'Israël devienne la puissance régionale impériale sur la base de la dissolution des États arabes. En discutant de la vulnérabilité des régimes corrompus du Moyen-Orient, Yinon expose par inadvertance la pleine mesure de leur trahison des besoins de la population et de leur incapacité à se défendre ou à défendre leur peuple contre l'assujettissement impérial.

Diviser pour régner

Yinon ravive l'idée de l'ancien ministre travailliste des Affaires étrangères Abba Eban que l'Orient arabe est une « mosaïque » de divergences ethniques. La forme de gouvernement, par conséquent, appropriée à la région est le système Millet de l'Empire ottoman, dans lequel le pouvoir administratif était basé sur des fonctionnaires locaux présidant des communautés ethniques distinctes.

« Ce monde avec ses minorités ethniques, ses factions et ses crises internes, étonnamment autodestructeur, comme on peut le voir au Liban, en Iran non arabe et maintenant aussi en Syrie, est incapable de régler avec succès ses problèmes fondamentaux. » [157] Yinon soutient que la nation arabe est une coquille fragile attendant d'être brisée en plusieurs fragments. Israël doit poursuivre la politique qu'il a poursuivie depuis la création du sionisme, cherchant à acheter des agents locaux parmi les factions et les groupes communautaires qui s'affirmeront contre d'autres communautés de ce type à la demande d'Israël.

Cela sera toujours faisable, soutient Yinon, car :

Le monde arabe musulman est construit comme un château de cartes temporaire, construit par des étrangers (France et Grande-Bretagne dans les années 1920), sans que les souhaits et désirs des habitants aient été pris en compte. Il a été arbitrairement divisé en dix-neuf États, tous constitués de combinaisons de minorités et de groupes ethniques hostiles les uns aux autres, de sorte que chaque État arabe musulman est aujourd'hui confronté à une destruction sociale ethnique de l'intérieur, et dans certains une guerre civile fait déjà rage. [158]

[La plupart des Arabes, 118 millions sur 170 millions aujourd'hui, vivent en Afrique, principalement en Égypte (45 millions).]

La « nouvelle » stratégie des années 80 est le vieux dicton impérial de diviser pour régner, dont le succès dépend de l'obtention de satrapes corrompus pour exécuter les ordres d'un ordre impérial en herbe.

Dans ce monde géant et fracturé, il y a quelques groupes riches et une énorme masse de pauvres. La plupart des Arabes ont un revenu annuel moyen de 300 \$. Le Liban est déchiré et son économie s'effondre ; il n'y a pas de pouvoir centralisé, mais seulement cinq autorités souveraines de facto. [159]

Dissoudre le Liban

Le Liban était le modèle, préparé à son rôle par les Israéliens pendant trente ans, comme le révélait les journaux de Sharett. C'est la compulsion expansionniste énoncée par Herzl et Ben Gourion tout en étant le prolongement logique des journaux de Sharett. La dissolution du Liban a été proposée en 1919, planifiée en 1936, lancée en 1954 et réalisée en 1982.

La dissolution totale du Liban en cinq provinces sert de précédent pour l'ensemble du monde arabe, y compris l'Égypte, la Syrie, l'Irak et la péninsule arabique et suit déjà cette voie. La dissolution ultérieure de la Syrie et de l'Irak dans des zones ethniquement ou religieusement uniques, comme au Liban, est la principale cible d'Israël sur le front oriental à long terme. La dissolution du pouvoir militaire de ces États constitue le principal objectif à court terme. [160]

Fragmentation de la Syrie

« La Syrie se décomposera, conformément à sa structure ethnique et religieuse, en plusieurs États comme le Liban actuel, de sorte qu'il y aura un État chiite alaouite le long de sa côte, un État sunnite dans la région d'Alep, un autre sunnite état à Damas hostile à son voisin du nord et aux Druzes qui vont créer un état, peut-être même dans notre Golan [le plateau du Golan a été occupé par Israël en 1967], et certainement dans le Hauran et dans le nord de la Jordanie. Cet état de fait sera la garantie de la paix et de la sécurité dans la région à long terme, et cet objectif est déjà à notre portée aujourd'hui. [161] Chaque État arabe est examiné en vue d'évaluer comment il peut être démantelé. Partout où des groupes religieux minoritaires sont présents dans l'armée, Yinon voit une opportunité. La Syrie est pointée du doigt à cet égard.

« L'armée syrienne est aujourd'hui majoritairement sunnite avec un corps d'officiers alaouites, l'armée irakienne chiite avec des commandants sunnites. Cela a une grande importance à long terme, et c'est pourquoi il ne sera pas possible de conserver la loyauté de l'armée pendant longtemps. » [162] Yinon examine comment la « guerre civile », qui avait été infligée au Liban au moyen du financement du major Sa'ad Haddad dans le sud libanais et de la Phalange des Gemayels autour de Beyrouth, peut être étendue à la Syrie.

La Syrie n'est fondamentalement pas différente du Liban, sauf dans le régime militaire fort qui la gouverne. Mais la véritable guerre civile qui se déroule aujourd'hui entre la majorité sunnite et la minorité dirigeante chiite alaouite (à peine 12% de la population) témoigne de la gravité des troubles domestiques. [163]

L'assaut contre l'Iran

L'insurrection révolutionnaire contre le Shah d'Iran – l'un des principaux clients de l'impérialisme américain, imposé par un coup d'État de la CIA en 1953 – semblait ouvrir la voie à la révolution dans tout le Moyen-Orient. Non seulement Israël et son patron américain craignaient l'attrait des musulmans chiites dans toute la région – qui avaient tendance à être

parmi les pauvres et les défavorisés – mais le défi à la domination américaine a touché une corde sensible parmi les masses de chaque groupe ethnique et nation.

C'est dans ce contexte que l'Irak a déclenché une attaque contre la province du sud de l'Iran, le Khouzistan, où se trouvaient la production de pétrole et les raffineries. Comme Yinon, les planificateurs israéliens et américains ont calculé que puisque la province iranienne riche en pétrole était peuplée par la minorité arabe d'Iran, la province pourrait être détachée de l'Iran relativement facilement. Une attaque de l'Irak devait susciter la sympathie de la minorité arabe du Khouzistan. L'Iran est une nation composée de groupes ethniques : 15 millions de Perses (Farsi), 12 millions de Turcs, 6 millions d'Arabes, 3 millions de Kurdes, Baloutches, Turkmènes et de plus petites nationalités.

Près de la moitié de la population iranienne est composée d'un groupe de langue persane et l'autre moitié d'un groupe ethniquement turc. La population turque comprend une majorité musulmane sunnite turque (environ 50 %) et deux grandes minorités, 12 millions d'Alaouites chiites et 6 millions de Kurdes sunnites. En Afghanistan, il y a 5 millions de chiites qui constituent un tiers de la population. Au Pakistan sunnite, 15 millions de chiites mettent en danger l'existence de cet État. [164]

L'hypothèse était que l'Iran, aussi, pourrait être fragmenté, séparant les provinces productrices de pétrole par l'invasion. Khomeini avait poursuivi les politiques du Shah d'oppression des minorités nationales et la répression exercée contre la minorité arabe par le gouverneur provincial de Khomeini, l'amiral Madani, a encouragé la CIA et le Mossad israélien à pousser le régime irakien à envahir.

Comme pour les autres régimes de l'Orient arabe, rhétorique mise à part, les oligarchies et monarchies militaires au pouvoir sont à la disposition du plus offrant. Mais les travailleurs du pétrole à Abadan et Ahwaz, les villes de raffinage de la province iranienne du Khouzistan, étaient très politisés. Ils avaient été l'épine dorsale du Front national lorsque Mossadegh a nationalisé l'Anglo-Iranian Oil Corporation en 1952, et le Parti communiste d'Iran (Tudeh) avait une forte présence parmi les travailleurs du pétrole. C'est la grève générale menée par les ouvriers du pétrole qui a été décisive dans la révolution iranienne qui a renversé le Shah en 1979.

L'invasion de l'Irak s'est retournée contre lui. La minorité arabe y a vu une attaque contre la révolution elle-même. La politique américaine et israélienne s'est maintenant tournée vers l'armement des deux côtés, prolongeant la guerre aussi longtemps que possible, tout en empêchant une victoire iranienne.

Yinon est clair sur la stratégie. "Tout type de confrontation interarabe nous aidera à court terme et raccourcira le chemin vers l'objectif plus important de diviser l'Irak en dénominations comme en Syrie et au Liban." [165] Les États-Unis et la monarchie saoudienne (qui soutient également la Syrie avec une subvention de 10 milliards de dollars) ont coordonné un blocus des armes contre l'Iran et la fourniture massive d'armes à l'Irak. Les régimes égyptien et jordanien ouvrent la voie du soutien à l'Irak. Pendant ce temps, l'Union soviétique et les États-Unis arment chacun l'Irak, alors que la direction bureaucratique soviétique cherche à utiliser son influence sur les régimes arabes pour se positionner afin de conclure des accords de

sphère d'influence avec les dirigeants américains - aux dépens des masses arabes qui continuent de vivre dans la pauvreté.

Cibler l'Irak

Yinon expose les motivations israéliennes explicites en armant Khomeini tandis que les États-Unis arme l'Irak : « L'Irak, riche en pétrole d'une part et déchiré à l'intérieur de l'autre, est garanti comme candidat pour les cibles d'Israël. Sa dissolution est encore plus importante pour nous que celle de la Syrie. L'Irak est plus fort que la Syrie. A court terme, c'est la puissance irakienne qui constitue la plus grande menace pour Israël. Une guerre irako-iranienne va déchirer l'Irak et provoquer sa chute chez nous avant même qu'il ne soit capable d'organiser une lutte sur un large front contre nous. [166]

Des préparatifs avancés sont en place alors que les sionistes planifient la fragmentation de l'Irak en guerre civile. « Les germes du conflit intérieur et de la guerre civile sont déjà apparents aujourd'hui, surtout après l'arrivée au pouvoir de Khomeini au pouvoir en Iran, un leader que les chiites en Irak considèrent comme leur leader naturel. [167] En discutant des faiblesses de la société arabe sous les régimes actuels, Yinon, par inadvertance, souligne à quel point la population est exclue de l'équation du pouvoir et de la prise de décision, la nature non représentative des régimes arabes, leur vulnérabilité et la futilité de leurs tentatives pour se protéger de l'expansion sioniste en dépendant de la puissance et de l'influence des États-Unis. En fin de compte, ils sont tous mesurés pour le même sort.

Ce qui est en cause, ce n'est pas si, mais quand :

L'Irak n'est, une fois de plus, pas différent dans son essence de ses voisins, bien que sa majorité soit chiite et la minorité dirigeante, sunnite. Soixante-cinq pour cent de la population n'a pas son mot à dire en politique, où une élite de vingt pour cent détient le pouvoir. De plus, il existe une importante minorité kurde dans le nord, et sans la force du régime au pouvoir, l'armée et les revenus pétroliers, le futur État de l'Irak ne serait pas différent de celui du Liban dans le passé ou de Syrie. [168]

Le plan de dissolution de l'État irakien n'est pas algébrique. Israël a indiqué le nombre de petits États, où ils doivent être situés et sur qui ils doivent présider.

En Irak, une division en provinces selon des lignes ethniques/religieuses comme en Syrie à l'époque ottomane est possible. Ainsi, trois (ou plus) états existeront autour des trois grandes villes : Bassora, Bagdad et Mossoul, et les zones chiites au sud se sépareront des sunnites et des kurdes au nord. [169]

Israël cherche à profiter pleinement de l'impact de la pauvreté et de l'instabilité qui en résulte des régimes qui doivent contrôler une population aliénée. À cet égard, le désir des sionistes de déstabiliser les régimes arabes et de fragmenter leurs pays, sans être importun aux États-Unis, est satisfait par la prudence du Pentagone quant au calendrier et à la mise en œuvre. Il y a un danger constant que les guerres et les divisions internes manipulées requises par le sionisme et l'impérialisme américain pour contrôler la région puissent déclencher un soulèvement populaire, comme en Iran – et maintenant en Cisjordanie et à Gaza.

Le spectre du changement révolutionnaire hante les dirigeants israéliens et américains. C'est aussi une perspective qui souligne l'importance critique d'une direction révolutionnaire qui mènera la lutte jusqu'au bout. Les tentatives de l'OLP, par exemple, de solliciter le soutien des régimes oppressifs de la région au lieu de faire appel directement à leurs populations souffrantes ont conduit l'OLP d'une impasse à une autre.

Le défaut de leadership est proportionnel aux opportunités perdues. Décrivant l'oppression infligée par les régimes arabes à leurs propres minorités nationales, Yinon observe : « Quand cette image est ajoutée à l'image économique, nous voyons comment toute la région est construite comme un château de cartes, incapable de résister à ses graves problèmes ». [170] Chaque pays analysé révèle, pour l'essentiel, le même ensemble de conditions. "Tous les États arabes à l'est d'Israël sont déchirés, brisés et criblés de conflits internes encore plus que ceux du Maghreb (Afrique du Nord)." [171]

Double-traversée de Moubarak

Le cynisme avec lequel les sionistes discutent de la fiction de leur souci de « sécurité » n'est nulle part plus transparent que dans l'évaluation de l'Égypte par Yinon. L'émergence de Sadate après la prise par Israël du Sinaï, de la Cisjordanie, de Gaza et du plateau du Golan en 1967 a offert aux États-Unis l'opportunité d'empêcher l'État arabe le plus peuplé de rester un obstacle à l'expansion israélienne et au contrôle américain. Le retrait de l'Égypte de l'opposition a été un coup dévastateur, non seulement pour le peuple palestinien mais pour l'ensemble de la population arabe.

Le retour de l'Égypte à un degré de dépendance à l'impérialisme inconnu à l'époque de Farouk était profondément impopulaire parmi les Égyptiens.

Les États-Unis ont fourni à l'Égypte près de 3 milliards de dollars d'aide, de prêts et de subventions déguisées – juste après Israël lui-même – ce qui souligne le rôle du gouvernement Moubarak. Pourtant, le niveau de vie s'effondre.

En légitimant l'État colonial israélien, Sadate a trahi non seulement le peuple palestinien, mais a également laissé l'Orient arabe en proie aux desseins d'Oded Yinon.

Ce qui ressort clairement de son analyse stratégique, c'est que pour le mouvement sioniste tout est sur un calendrier, chaque zone marquée pour la conquête ou la reconquête et perçue comme une cible d'opportunité, n'attendant que le bon rapport de forces et la couverture de la guerre.

L'Égypte, dans sa situation politique intérieure actuelle, est déjà un cadavre, d'autant plus si l'on prend en compte le clivage croissant musulmans-chrétiens. Le découpage territorial de l'Égypte en régions géographiques distinctes est l'objectif politique d'Israël dans les années 80 sur son front occidental. [172]

Le retour de l'Égypte par Sadate à son statut néo-colonial sous Farouk a été récompensé par la récupération du Sinaï. Aux yeux des Israéliens, cependant, pas pour longtemps.

Israël sera contraint d'agir directement ou indirectement pour reprendre le contrôle du Sinaï en tant que réserve stratégique économique et énergétique à long terme. L'Égypte ne

constitue pas un problème stratégique militaire en raison de ses conflits internes, et elle pourrait être ramenée à la situation de l'après-guerre de 1967 en un jour à peine. [173]

Yinon applique maintenant le même scalpel à l'Égypte avec lequel il a déjà découpé le Liban, la Syrie et l'Irak :

L'Égypte est divisée et déchirée en de nombreux foyers d'autorité. Si l'Égypte s'effondre, des pays comme la Libye, le Soudan ou même les États les plus éloignés ne continueront pas d'exister sous leur forme actuelle et rejoindront la chute et la dissolution de l'Égypte. La vision d'un État copte chrétien en Haute-Égypte aux côtés d'un certain nombre d'États faibles au pouvoir très localisé et sans gouvernement centralisé est la clé d'une évolution historique qui n'a été freinée que par l'accord de paix mais qui semble inévitable à long terme. [174]

Camp David était donc un stratagème tactique préparatoire à la dissolution de l'Égypte et du Soudan :

Le Soudan, l'État le plus déchiré du monde arabo-musulman aujourd'hui, repose sur quatre groupes hostiles les uns aux autres : une minorité arabe musulmane sunnite qui règne sur une majorité d'Africains non arabes, de païens et de chrétiens. En Égypte, il y a une majorité musulmane sunnite face à une large minorité de chrétiens qui domine en Haute-Égypte : environ sept millions d'entre eux. Ils voudront un État à eux, quelque chose comme un « deuxième » Liban chrétien en Égypte. [175]

C'est en Égypte que Gamal Abdel Nasser avait renversé le roi Farouk et galvanisé le monde arabe avec sa vision de l'unité arabe. Mais c'était une unité basée non pas sur une lutte révolutionnaire dans toute la région mais sur une fédération illusoire entre les régimes oligarchiques.

Demain les Saoudiens

Si l'Égypte de Nasser finit, dans la vision d'Israël, « déchirée » comme un second Liban, l'Arabie saoudite sera bien plus vulnérable, car les jours de la monarchie sont considérés comme comptés.

L'ensemble de la péninsule arabique est un candidat naturel à la dissolution en raison des pressions internes et externes, et la question est inévitable, en particulier en Arabie saoudite.

Toutes les principautés du Golfe et l'Arabie Saoudite sont bâties sur une délicate maison de sable où il n'y a que du pétrole. Au Koweït, les Koweïtiens ne constituent qu'un quart de la population. À Bahreïn, les chiites sont majoritaires mais privés de pouvoir. Aux Émirats Arabes Unis, les chiites sont à nouveau majoritaires mais les sunnites sont au pouvoir. [176]

Il ne fait aucun doute non plus que l'Arabie va de même pour le Golfe :

Il en va de même pour Oman et le Yémen du Nord. Même au Yémen du Sud marxiste [sic], il existe une importante minorité chiite. En Arabie saoudite, la moitié de la population est étrangère, égyptienne et yéménite, mais une minorité saoudienne détient le pouvoir. [177]

Dépeupler la Palestine

Yinon réserve son évaluation la plus implacable aux Palestiniens eux-mêmes. Il reconnaît catégoriquement que le peuple palestinien n'a jamais abandonné son désir et sa volonté d'être souverain dans son pays. C'est toute la Palestine sur laquelle le sionisme doit régner.

À l'intérieur d'Israël, la distinction entre les zones de '67 et les territoires au-delà, ceux de '48, a toujours été dénuée de sens pour les Arabes et n'a plus aujourd'hui aucune signification pour nous. [178]

Non seulement les Palestiniens doivent être chassés de Cisjordanie et de Gaza, mais aussi de Galilée et d'Israël d'avant 1967. Ils seront dispersés comme ils l'étaient en 1948.

La dispersion de la population est donc un objectif stratégique intérieur de premier ordre ; sinon, nous cesserons d'exister à l'intérieur de toutes les frontières. La Judée, la Samarie et la Galilée sont notre seule garantie d'existence nationale, et si nous ne devenons pas la majorité dans les zones de montagne, nous ne régnerons pas dans le pays et nous serons comme les croisés, qui ont perdu ce pays qui n'était pas le leur de toute façon, et dans lesquels ils étaient étrangers pour commencer. Le rééquilibrage démographique, stratégique et économique du pays est aujourd'hui l'objectif le plus élevé et le plus central. [179]

[Aujourd'hui, les Palestiniens sous contrôle territorial israélien – ceux de la bande de Gaza, de Cisjordanie et de la colonisation territoriale d'avant 1967 – sont au nombre d'environ 2,5 millions. Il y a environ 5,4 millions de Palestiniens aujourd'hui. Plus de la moitié du peuple palestinien est dispersé et dispersé dans une diaspora à travers le monde. Un nombre important se trouve dans les pays de l'Est arabe, où ils sont également soumis à toutes les formes de persécution et de discrimination : 37,8 % en Syrie, en Jordanie et au Liban ; et 17,5% dans d'autres États arabes.]

La question posée est de savoir comment réaliser l'expulsion du peuple palestinien sous contrôle israélien, d'autant plus que toute la stratégie régionale d'Israël en dépend : « La réalisation de nos objectifs sur le front de l'Est dépend d'abord de la réalisation de cet objectif stratégique interne ». [180]

Jordanie : le court terme

La méthode par laquelle cela doit être accompli nécessite une opération délicate, ce qui commence à expliquer l'accent mis par les sionistes et les américains sur la représentation jordanienne des Palestiniens.

La Jordanie constitue une cible stratégique immédiate à court terme mais pas à long terme, car elle ne constitue pas une menace réelle à long terme après sa dissolution, la fin du long règne du roi Hussein et le transfert du pouvoir aux Palestiniens à court terme. [soulignement ajouté]

Il n'y a aucune chance que la Jordanie continue d'exister dans sa structure actuelle pendant longtemps et la politique d'Israël, tant en temps de guerre qu'en temps de paix, devrait viser à la liquidation de la Jordanie sous le régime actuel et au transfert du pouvoir aux Palestiniens majorité. [181]

Terre désertique avec de petites ressources, largement dépendante de l'argent saoudien et de la protection militaire américaine et israélienne, la monarchie hachémite de Jordanie est à peine souveraine. Son règne sur la majorité palestinienne qui habite les camps alors même qu'ils constituent sa fonction publique, est draconien. Les Palestiniens n'ont aucun droit à l'expression politique et lorsqu'ils sont expulsés de Cisjordanie et de Gaza par Israël, ils sont convoqués quotidiennement par la police jordanienne qui les harcèle et les maltraite.

La suppression du régime hachémite doit s'accompagner de ce que Jabotinsky, citant Hitler en 1940, avait appelé par euphémisme « transfert de population ».

« Le changement de régime à l'est du fleuve mettra également fin au problème des territoires densément peuplés d'Arabes à l'ouest du Jourdain [fleuve]. Que ce soit en temps de guerre ou dans des conditions de paix, l'émigration des territoires et le gel économique et démographique de ceux-ci sont les garanties du changement à venir sur les deux rives du fleuve, et nous devons être actifs afin d'accélérer ce processus dans un avenir proche.

Le plan d'autonomie devrait également être rejeté, ainsi que tout compromis ou division des territoires car... il n'est pas possible de continuer à vivre dans ce pays dans la situation actuelle sans séparer les deux nations, les Arabes à la Jordanie et les Juifs dans les régions à l'ouest de la rivière. [182]

Le programme d'Oded Yinon suit le modèle impérial séculaire du « diviser pour régner ». Le Liban, par exemple, a été visé pour la première fois en 1919. La couverture de la guerre a été une condition préalable à la consommation de ces stratagèmes, que ce soit à court ou à long terme. Le néo-colonialisme reste la méthode préférée de domination impériale parce que les occupations ont dispersé l'impérialisme, comme le savait Che Guevara.

Les sionistes, en particulier, avec leur population relativement petite et leur dépendance totale vis-à-vis de l'impérialisme américain, ne peuvent mettre en œuvre leur plan de domination israélienne que par le biais de projets néocoloniaux dans l'Est arabe, et ceux-ci nécessitent le soutien de leur maître impérial.

À cet égard, le plan d'Oded Yinon est l'application au présent et au futur proche du dessein sioniste poursuivi par Herzl, Weizman, Jabotinsky, Ben Gourion et, aujourd'hui, par Peres et Shamir. Ceux qui choisiraient parmi eux, offriraient aux Palestiniens un choix de Hobson, car le débat politique parmi les dirigeants sionistes se concentre sur les moyens et le calendrier d'un dessein conquérant.

Lorsque, par exemple, Moshe Dayan a pris Gaza en 1956, Ben Gourion s'est mis en colère, informant Dayan : « Je ne voulais pas Gaza avec des gens, mais Gaza sans peuple, la Galilée sans peuple. Moshe Dayan, lui-même, a déclaré aux jeunes sionistes lors d'une réunion sur les hauteurs du Golan en juillet 1968. « Nos pères avaient atteint les frontières reconnues dans le plan de partage ; la génération de la guerre des Six Jours a réussi à atteindre Suez, la Jordanie et le plateau du Golan. Ce n'est pas la fin. Après les lignes de cessez-le-feu actuelles, il y en aura de nouvelles. Ils s'étendront au-delà de la Jordanie... jusqu'au Liban et... jusqu'au centre de la Syrie également. [182a] La domination néo-coloniale, cependant, dépend, comme le précise Oded Yinon, de la relation dialectique entre la puissance militaire et les mercenaires.

La fragmentation des États arabes se déroulera sous le couvert de la guerre – qu’il s’agisse d’une attaque éclair, de l’utilisation d’une force armée par procuration ou d’opérations secrètes. Le succès ultime nécessite des dirigeants locaux qui peuvent être achetés ou pris au piège.

Les sionistes, par conséquent, nous ont donné à maintes reprises non seulement leur Mein Kampf, mais la preuve que la préservation et l’extension de leur pouvoir dépendent des égarés parmi les peuples victimes. Les plans « diviser pour régner » du sionisme et de leur patron impérial sont sans fin.

Si les Palestiniens et les masses arabes veulent résister à ces plans de conquête, ils devront éliminer les régimes corrompus qui troquent les aspirations populaires. Ils auront besoin de forger une direction révolutionnaire qui parle ouvertement du rôle de ces gouvernements, se prononce sur les plans sionistes et qui montre la détermination à mener la lutte dans toute la région.

Les quatre « non »

Les idées de Yinon ne sont pas farfelues. Ils sont défendus par Sharon et le ministre de la Défense de Begin, Moshe Arens, ainsi que par le Parti travailliste.

Y’ben Poret, haut responsable du ministère israélien de la Défense, s’est irrité en 1982 de pieuses critiques contre l’expansion des colonies en Cisjordanie et à Gaza : hypocrisie. Dans le présent, comme dans le passé, il n’y a pas de sionisme, pas de colonisation de la terre, pas d’État juif, sans l’expulsion de tous les Arabes, sans confiscation. [183] La plate-forme politique de 1984 du Parti travailliste a été promue dans des annonces pleine page dans les deux principaux quotidiens israéliens, Ma’ariv et Ha’aretz.

Les publicités mettaient en évidence les « quatre non » :

- Non à un État palestinien
- Pas de négociations avec l’OLP
- Pas de retour aux frontières de 1967
- Aucune suppression de colonies.

L’annonce préconisait une augmentation du nombre de colonies en Cisjordanie et à Gaza, leur financement intégral et leur protection.

En 1985, le président d’Israël, Chaim Herzog, un chef du parti travailliste, a fait écho aux sentiments de Sharon et Shamir soulignés par Oded Yinon.

Nous ne sommes certainement pas disposés à faire des partenaires des Palestiniens de quelque façon que ce soit sur une terre qui a été sacrée pour notre peuple pendant des milliers d’années. Il ne peut y avoir aucun partenaire avec les Juifs de ce pays. [184]

Comme à Camp David, même un bantoustan sur certaines parties de la Cisjordanie et de Gaza ne serait qu’un prélude à la prochaine « dispersion ». Forcer 2,5 millions de Palestiniens à entrer en Jordanie est, une autre mesure provisoire, pour que le « lebensraum » israélien

[l'expression tristement célèbre d'Hitler signifiant « espace de vie »] ne soit pas confiné par le Jourdain.

Il devrait être clair, dans toute situation politique ou constellation militaire future, que la solution du problème des Arabes indigènes ne viendra que lorsqu'ils reconnaîtront l'existence d'Israël dans des frontières sûres jusqu'au Jourdain et au-delà [c'est nous qui soulignons], comme notre besoin existentiel dans cette époque difficile, l'époque nucléaire dans laquelle nous entrerons bientôt. [185]

Transfert de population palestinienne

Les idées de Yinon ont également trouvé un écho dans un article important publié par le Washington Post sur sa première page le 7 février 1988, sous le titre Expulser les Palestiniens : ce n'est pas une nouvelle idée et ce n'est pas seulement celle de Kahane.

Deux journalistes israéliens, Yossi Melman, correspondant diplomatique du quotidien israélien Davar, et Dan Raviv, correspondant de CBS News à Londres, ont révélé qu'à peine deux semaines après la fin de la guerre de juin 1967, des réunions secrètes du cabinet israélien ont été convoquées pour discuter de la « réinstallation des Arabes ». L'information a été obtenue à partir des journaux intimes tenus par Ya'acov Herzog, directeur général du cabinet du Premier ministre. La transcription officielle de la réunion reste secrète.

Selon l'article du Post, le Premier ministre Menahem Begin a recommandé la démolition des camps de réfugiés et le transfert des Palestiniens vers le Sinaï. Le ministre des Finances Pinhas Sapir et le ministre des Affaires étrangères Abba Eban, tous deux sionistes travaillistes, n'étaient pas d'accord. Ils ont appelé au transfert de tous les réfugiés « vers les pays arabes voisins, principalement la Syrie et l'Irak ».

Le conseil des ministres de 1967 n'a pas abouti à une décision.

« Le sentiment semblait être en faveur de la proposition du vice-Premier ministre Yigal Allon selon laquelle les Palestiniens (...) devraient être transportés dans le désert du Sinaï », déclare l'article du Post. Ainsi, le bureau du Premier ministre, le ministère de la Défense et l'armée ont mis en place conjointement une « unité secrète chargée d'« encourager » le départ des Palestiniens vers des côtes étrangères ». Le plan secret a été révélé par Ariel Sharon devant une audience de Tel-Aviv en novembre 1987, lorsqu'il a révélé l'existence d'une « organisation » qui, pendant des années, avait transféré des Palestiniens vers d'autres pays, dont le Paraguay, avec le gouvernement duquel Israël avait pris les dispositions nécessaires.

Ces « transferts » ont été gérés par le bureau du gouverneur militaire israélien à Gaza. Lorsque l'un des cessionnaires, Talal ibn-Dimassi, a attaqué le consulat israélien à Asuncion, au Paraguay, tuant le secrétaire du consul, des complications se sont ensuivies :

« L'attaque au Paraguay a mis un terme brutal au plan israélien secret dont le gouvernement avait espéré qu'il aiderait à résoudre le problème des Palestiniens en les exportant », déclare l'article du Post.

Plus d'un million de personnes étaient envisagées pour un « transfert ». Seuls 1 000 ont été envoyés avec succès.

Melman et Raviv soulignent que la relocalisation des Palestiniens n'est pas nouvelle « comme le montrent les discussions du cabinet de 1967 ». Ils déclarent qu'un programme similaire serait attrayant pour un nombre croissant d'Israéliens « alors qu'ils regardent le récent soulèvement en Cisjordanie et à Gaza »

Une option longtemps envisagée

Les auteurs reconnaissent que le déplacement des Palestiniens a été au centre de la planification sioniste depuis le début du mouvement. Ils écrivent :

Depuis les premiers jours du sionisme, la réinstallation a été une option pour faire face au problème posé par l'importante population arabe sur la terre historique d'Israël.

Melman et Raviv racontent une série de plans qui ont été conçus pour effectuer le déplacement du peuple palestinien. La rive Est du Jourdain [l'État de Jordanie] a été envisagée, un schéma indiqué en mars 1988 dans une publicité pleine page republiant une chronique de George Will qui assimile la Jordanie à la Palestine. [185a]

Sionistes travaillistes et révisionnistes étaient unis sur la nécessité de transférer les Palestiniens ailleurs. Vladimir Jabotinsky a expliqué les différents efforts déployés depuis la Première Guerre mondiale dans une lettre écrite en novembre 1939.

Nous devrions demander aux Juifs américains de mobiliser un demi-milliard de dollars afin que l'Irak et l'Arabie saoudite absorbent les Arabes palestiniens. Il n'y a pas le choix : les Arabes doivent faire de la place aux Juifs en Eretz Israël. S'il était possible de transférer les peuples baltes, il est également possible de déplacer les Arabes palestiniens. [185b]

En 1947, les sionistes travaillistes et les révisionnistes se sont unis dans l'expulsion massive de 800 000 Palestiniens. En 1964, un jeune colonel israélien du nom d'Ariel Sharon a demandé à son personnel de déterminer « le nombre d'autobus, de camionnettes et de camions nécessaires en cas de guerre pour transporter (...) les Arabes hors du nord d'Israël. » [185c]

En 1967, les commandants militaires israéliens ont commencé le processus.

Un général a envoyé des bulldozers pour démolir trois villages arabes près de Latroun sur la route de Jérusalem, expulsant leurs habitants.

Un tel ordre d'expulsion a été émis pour la ville cisjordanienne de Qalqilya puis annulé.

Depuis le début du soulèvement en décembre 1987, Michael Dekel du Likoud a répondu à l'appel « de transférer les Arabes », et Gideon Patt, un ministre du Parti libéral, a déclaré que les Palestiniens devraient être placés dans des camions et envoyés à la frontière.

Melman et Raviv concluent avec le pronostic suivant :

Le message de Kahane – expulser les Palestiniens ou risquer de perdre le contrôle de la terre d'Israël – reste puissant. Et en l'absence d'une solution politique au problème palestinien [sic], Israël peut être poussé vers des mesures désespérées. [185d]

Un avertissement par Sharon

C'est dans ce contexte qu'il faut apprécier la déclaration d'Ariel Sharon du 24 mars 1988. Sharon a déclaré que si le soulèvement palestinien continuait, Israël devrait faire la guerre à ses voisins arabes. La guerre, a-t-il déclaré, fournirait « les circonstances » pour le retrait de l'ensemble de la population palestinienne de l'intérieur d'Israël et de la Cisjordanie et de Gaza.

Qu'il ne s'agisse pas de propos vains ou limités à Sharon est devenu clair lorsque Yossi Ben Aharon, directeur général du cabinet du Premier ministre, a déclaré à Los Angeles :

Israël a acquis la réputation de ne pas attendre qu'un danger potentiel devienne réel.

Ben Aharon faisait référence à l'acquisition par l'Arabie saoudite de missiles Silkworm en provenance de Chine destinés à menacer l'Iran. La déclaration israélienne a été prise très au sérieux par les Saoudiens, le président égyptien Moubarak et l'administration Reagan, provoquant une « rafale d'activités diplomatiques ». [185e]

Le 23 mars 1988, le New York Times rapporte :

L'administration Reagan a exprimé sa préoccupation qu'Israël ne mène aucune attaque préventive contre des missiles de fabrication chinoise achetés récemment par l'Arabie saoudite... Israël n'a pas donné de réponse définitive aux appels de l'administration à s'abstenir d'attaquer les missiles saoudiens. Les missiles... ont été évoqués lors de la visite de M. Shamir à Washington la semaine dernière.

Moins de deux jours après la déclaration de Ben Aharon, Hosni Moubarak a averti Israël que l'Égypte « réagirait à une attaque israélienne contre les nouveaux sites de missiles à moyenne portée de l'Arabie saoudite aussi 'fermement et résolument' que s'il s'agissait d'une attaque contre l'Égypte elle-même ». [185f]

Cette déclaration a été suivie par Moubarak d'une deuxième déclaration dans ce qui a été décrit comme « une crise qui s'aggrave ».

Moubarak a déclaré aux journalistes qu'il jugeait « grave » les informations selon lesquelles Israël envisageait une frappe aérienne préventive pour détruire les missiles... « C'est une affaire grave, grave. Une attaque israélienne... ferait exploser tout le processus de paix. Je mets en garde contre toute attaque contre l'Arabie saoudite qui est un pays frère et ami. [185g]

Ces réponses publiques du président Moubarak indiquent que la possibilité d'une aventure israélienne, destinée à couvrir l'expulsion des Palestiniens et à fragmenter l'Arabie saoudite, le trésorier des régimes arabes, n'est pas oiseuse. [185h]

Le moment choisi pour l'histoire du Washington Post du 7 février 1988 est peut-être plus que fortuit. Les autorités israéliennes n'ont d'autre réponse au soulèvement du peuple palestinien que l'intensification de la répression.

Israël et la puissance américaine

Si le peuple palestinien fait face à la destruction de son existence organisée par Israël, un fait doit être souligné : l'État sioniste n'est rien d'autre que l'extension du pouvoir des États-Unis dans la région.

Les plans d'extermination, les occupations et l'expansion d'Israël sont au nom de la principale puissance impérialiste du monde.

Quelles que soient les divergences tactiques qui émergent de temps à autre entre Israël et les États-Unis, il n'y a pas de campagne sioniste qui puisse se maintenir sans le soutien de son principal sponsor. Le gouvernement américain entre 1949 et 1983 a fourni 92,2 milliards de dollars en aide militaire, aide économique, prêts, subventions spéciales et « obligations et cadeaux » déductibles des impôts. [186] Comme Joseph C. Harsh l'a dit dans le numéro du 5 août 1982 de The Christian Science Monitor.

Peu de pays dans l'histoire ont été aussi dépendants d'un autre qu'Israël l'est des États-Unis. Les principales armes d'Israël proviennent des États-Unis – soit sous forme de cadeaux, soit sous forme de prêts à long terme et à faible taux d'intérêt, que peu s'attendent sérieusement à être remboursés.

La survie d'Israël est garantie et subventionnée par Washington. Sans armes américaines, Israël perdrait l'avantage quantitatif et qualitatif que le président Reagan a promis de lui conserver. Sans la subvention économique, le crédit d'Israël disparaîtrait et son économie s'effondrerait.

En d'autres termes, Israël ne peut faire que ce que Washington lui permet de faire. Il n'ose pas mener une seule opération militaire sans le consentement tacite de Washington. Lorsqu'il entreprend une offensive militaire, le monde suppose à juste titre qu'il a le consentement tacite de Washington.

L'État d'Israël n'est pas coextensif avec les Juifs en tant que peuple. Le sionisme, historiquement, a été une idéologie minoritaire parmi les Juifs. Un État n'est qu'un appareil qui applique des relations économiques et sociales spécifiques. C'est une structure de pouvoir et son but est, quelle que soit sa forme, de contraindre et d'imposer l'obéissance.

Si, par exemple, l'État d'apartheid d'Afrique du Sud avait trois cinquièmes de territoire en moins ou deux tiers de personnes en moins sous son contrôle, ce ne serait pas moins injuste. Un État oppresseur est inacceptable, qu'il préside à un timbre-poste ou à un continent. Le régime de Namphy en Haïti n'est pas moins répugnant en raison de la taille relativement petite de ce pays ou de la population sur laquelle il règne.

Notre attitude envers un État qui exploite et rabaisse ses sujets n'est pas conditionnée par l'étendue de sa souveraineté. Nous savons que cela est vrai pour le Paraguay de Stroessner ou la Bulgarie de Zhivkov. Ce n'est pas moins vrai de l'État sioniste d'Israël.

Même si l'État d'apartheid israélien était ancré sur un bateau au large de Haïfa, ce serait un scandale. Comme l'État sud-africain, le Chili de Pinochet ou l'État américain (dirigé par 2 % de

la population qui contrôle 90 % de la richesse nationale), nous ne lui devons aucune allégeance.

Du sang, de la sueur et des larmes

Il y a près de cinquante ans, un orateur ne répondait pas à l'occupation de son pays ou à la liquidation des trois quarts de ses villes et villages. Il ne réagissait pas au massacre, à l'emprisonnement de masse, aux camps de détention et à la torture. Il n'a pas dénoncé le vol des terres et des biens de tout un peuple ou leur transformation du jour au lendemain en réfugiés paupérisés existant dans des camps de tentes, traqués et persécutés partout où ils s'enfuyaient. Il n'a pas dénoncé un calvaire de quarante ans ponctués de bombardements incessants, d'invasions et encore de dispersions. Il n'a répondu qu'à quelques semaines de bombardements sporadiques alors qu'il déclamait, de façon mémorable.

Je n'ai rien à t'offrir que du sang, des larmes et de la sueur. Vous demandez : « Quelle est notre politique ? » Je dis que c'est pour faire la guerre, par mer, par terre et par air. De toutes nos forces et de toute la force que Dieu peut nous donner pour faire la guerre à une tyrannie monstrueuse, jamais surpassée dans le catalogue sombre et lamentable du crime humain. C'est notre politique.

Vous demandez : « Quel est notre objectif ? » Je réponds en un mot : victoire. Victoire à tout prix. Victoire malgré toute terreur. La victoire, aussi longue et difficile que soit la route. Car sans victoire pour nous, il n'y a pas de survie, qu'on s'en rende compte, pas de survie. Je suis sûr que notre cause ne sera pas sujette à l'échec et je me sens en droit de réclamer l'aide de tous.

Et une semaine plus tard, il déclarait :

Nous défendrons notre île, quel qu'en soit le prix. Nous nous battons sur les plages. Nous nous battons sur les terrains d'atterrissage. Nous combattons dans les champs. Nous nous battons dans les rues. Nous combattons dans les collines. Nous ne nous rendrons jamais. Et même si, ce que je ne crois pas un instant, cette île était subjuguée et affamée, nous continuerons la lutte.

Qu'est-ce qui permet au chef du Raj, le Raj impérial, Winston Churchill, d'exprimer ces sentiments – mais les rend illicites pour le peuple palestinien ? Rien que ce racisme endémique qui colore la conscience dans notre société.

Winston Churchill était un porte-parole belliqueux de l'impérialisme britannique, notamment en Palestine et dans le monde arabe. Si Churchill peut être autorisé, de manière démagogique, à lancer un appel à résister à l'agression et à l'attaque, combien plus le peuple palestinien a-t-il le droit de riposter – de résister à l'occupation, de lutter pour sa survie et sa justice sociale.

Notes

157. Israël Shahak, trad. & éd., Le plan sioniste pour le Moyen-Orient (Belmont, Mass. : AAUG, 1982).

158. Idem., p.5.
159. Idem.
160. Idem., p.9.
161. Idem.
162. Idem., p.5.
163. Idem., p.4.
164. Idem., p.5.
165. Idem., p.9.
166. Idem.
167. Idem., p.4.
168. Idem.
169. Idem., p.9.
170. Idem., p.5.
171. Idem., p.4.
172. Idem., p.8.
173. Idem.
174. Idem.
175. Idem. , p.4.
176. Idem., p.4 & p.9.
177. Idem., p.5.
178. Idem., p.10.
179. Idem.
180. Idem., p.10-11.
181. Idem., p.9-10.
182. Idem., p.10.
- 182a. Sunday Times de Londres, 25 juin 1969.
183. Miroir israélien, Londres.
184. Yosi Berlin, Meichuro Shel Ichud, 1985, p.14.
185. Shahak, Le plan sioniste.

185a. New York Times, 27 mars 1988.

185b. Le Washington Post, 7 février 1988.

185c. Idem.

185d. Idem.

185e. Idem.

185f. New York Times, 23 mars 1988.

185g. Los Angeles Times, 25 mars 1988.

185h. Idem.

186. Pour une discussion complète des relations financières entre les États-Unis et Israël, voir Mohammed El Khawas et Samir Abed Rabbo, *American Aid to Israel : Nature & Impact* (Brattleboro, Vermont : Amana Books, 1984).

Chapitre 13 - Une stratégie pour la révolution

Il y a plus de cinq millions de colons d'origine européenne en Afrique du Sud. La population afrikaaner et ceux d'origine britannique vivent en Afrique du Sud depuis de nombreuses générations. Pourtant, très peu de gens, sans parler de ceux qui prétendent être les défenseurs de l'autodétermination des Noirs en Afrique du Sud, proposent deux États – un État blanc européen avec une sécurité garantie aux côtés d'un État africain démilitarisé.

En fait, c'est précisément l'existence d'un tel arrangement sous la forme des Bantoustans en Afrique du Sud qui a rendu totalement indéfendable cette couverture pour la préservation d'un régime raciste.

De même, dans l'Algérie coloniale et en Rhodésie du Nord et du Sud, les grandes populations de colons européens - dont beaucoup sont les descendants de générations de colons - n'ont pas bénéficié d'un statut distinct, encore moins d'un État colonisateur sur les terres usurpées des opprimés.

Au contraire, en Afrique du Sud – comme en Algérie, en Zambie ou au Zimbabwe – il est entendu que l'autodétermination d'un peuple colonisé ne peut être assimilée à un État colonisateur. C'est un tour de passe-passe de suggérer qu'après avoir dépossédé la population par la force, les colons ont maintenant un droit équivalent sur le territoire conquis.

Si cela est universellement compris ailleurs, pourquoi cet exceptionnalisme indécent quand il s'agit d'Israël ?

Ceux qui voudraient imposer au peuple palestinien l'exigence de reconnaître un État israélien d'apartheid savent très bien que les droits nationaux d'un peuple colonisé ne s'étendent pas à ses colonisateurs.

En Israël, pas moins qu'en Afrique du Sud, une justice minimale exige le démantèlement de l'État d'apartheid et son remplacement par une Palestine laïque démocratique, où la citoyenneté et les droits ne sont pas déterminés par des critères ethniques.

En réalité, les prétendus partisans des droits humains palestiniens qui demandent l'acceptation et la reconnaissance de l'État israélien sont, cependant déguisés, agissant en tant qu'avocats de l'État colonial en Palestine. Leur plaidoyer porte la couverture pseudo-gauche de l'autodétermination pour « les deux » peuples, mais cet emploi spécieux du principe de l'autodétermination se traduit par un appel secret à l'amnistie pour Israël.

De nombreux soi-disant réalistes soutiennent que la reconnaissance palestinienne du « droit » d'Israël d'apartheid à exister accélérera le jour où un État palestinien serait autorisé par les sionistes à naître. Mais cette rationalisation n'emporte pas beaucoup de conviction. Les sionistes ne dépendent pas de l'acceptation verbale de leur État, mais de la force armée.

Pour les Palestiniens, accepter, reconnaître et ainsi légitimer la conquête meurtrière de leur terre permettrait simplement aux sionistes de soutenir que quarante ans d'intransigeance de la part des opprimés sont responsables de leurs souffrances. Cela sanctionnerait l'affirmation selon laquelle Israël était une construction légitime depuis le début.

Plutôt que d'agir comme un pont vers l'établissement d'une Palestine unitaire, comme le prétendent certains dirigeants de l'OLP aujourd'hui, l'établissement d'un « mini-État » en Cisjordanie – et la reconnaissance de l'État sioniste, qui est un pré- condition de sa création – représenterait un obstacle géant sur son chemin.

La reconnaissance de l'État israélien invaliderait rétroactivement le droit de résistance des opprimés et fournirait une couverture à la demande sioniste que seuls les Palestiniens qui avaient capitulé et sanctionné Israël dans le passé, acceptant sa légitimité, aient le droit de négocier avec Israël. Lorsque vous dansez avec le Diable, votre discours révèle son souffle.

Qu'en est-il des Palestiniens qui vivent à l'intérieur des frontières de 1967, et qu'en est-il des Juifs eux-mêmes ? L'apartheid prendrait-il fin en Afrique du Sud, ou l'État serait-il transformé en reconnaissant son droit d'exister ? Serions-nous au service des intérêts des peuples du Paraguay ou du Chili en acceptant les prétentions à la légitimité de Stroessner ou Pinochet, ou en sanctionnant les États qu'ils ont construits ?

Conférence internationale de la paix

Malgré les réponses évidentes à toutes ces questions, il existe néanmoins un nombre croissant de personnes qui, aujourd'hui, militent activement pour une conférence internationale de paix sur le Moyen-Orient dans le but d'établir un « mini-État » palestinien aux côtés de l'Israélien. État.

Le 10 janvier 1988, par exemple, Al-Fajr, un hebdomadaire palestinien de Jérusalem, a publié une déclaration signée par des Juifs et des Arabes éminents qui appelaient à « une résolution pacifique du conflit israélo-palestinien » qui « garantirait aux ressortissants israéliens et palestiniens droits ».

Dans une interview accordée au service de presse Reuters le 18 janvier, Hanna Siniora, rédactrice en chef d'Al Fajr, a précisé comment les « droits nationaux » israéliens et palestiniens pourraient être assurés lors d'une telle conférence internationale de la paix. Siniora a appelé à « une association entre Israël, la Jordanie et un État palestinien comme celui des pays du Benelux – avec une Cisjordanie démilitarisée comme le Luxembourg ».

« Les Palestiniens, y compris Arafat, accepteraient l'autonomie comme une étape intermédiaire vers l'indépendance », a déclaré Siniora. « L'autonomie est une étape qui conduirait finalement à des négociations entre l'État d'Israël et l'OLP, se terminant par un État palestinien émergent à la suite de ces négociations. »

Siniora a rencontré le secrétaire d'État George Shultz à Washington le 28 janvier pour discuter de cette proposition. La réunion de Siniora a eu lieu quelques jours seulement après que le président de l'OLP, Yasser Arafat, eut annoncé qu'il était intéressé à conclure un accord avec Israël et les États-Unis. Une dépêche d'Associated Press du 17 janvier expliquait les ouvertures d'Arafat : « Arafat dit que si ces pays [Israël et les États-Unis] acceptent une conférence internationale sur la paix au Moyen-Orient, il reconnaîtra le droit d'Israël à exister. La Maison Blanche dit que cela pourrait être un signe encourageant... »

Un État palestinien « croupion »

George Ball, qui a été sous-secrétaire d'État sous les administrations Kennedy et Johnson, a expliqué comment les États-Unis et Israël devraient aborder une conférence de paix internationale. L'article de Ball, intitulé La paix pour Israël s'articule autour d'un État pour les Palestiniens, déclare ce qui suit :

Les inquiétudes d'Israël en matière de sécurité pourraient être largement satisfaites en inscrivant des garanties strictes et exécutoires dans un traité formel, refusant au nouvel État [palestinien] toute force armée et limitant le nombre et les types d'armes à la disposition de sa police.

Comme garantie supplémentaire, la colonie pourrait nécessiter l'installation de postes de surveillance plus grands, plus nombreux et plus efficaces que ceux qui fonctionnent actuellement dans le Sinaï en vertu de l'accord de paix d'Israël avec l'Égypte. [186a]

Ball explique que la création de ce qu'il admet ouvertement serait un « État palestinien croupion en Cisjordanie » est une question d'urgence. « Si les États-Unis ne cherchent pas sérieusement à rassembler les parties », prévient Ball, « la (...) guerre en Terre Sainte s'étendra et s'intensifiera. Tôt ou tard, les États arabes voisins – même l'Égypte – seront entraînés dans le maelström. »

Le « maelström » que ce porte-parole impérialiste redoute si fortement est l'émancipation des masses arabes de la région de l'État colonisateur israélien ; des cheikhs féodaux du Golfe et de la péninsule arabique ; et du régime égyptien, qui a réduit les ouvriers et les paysans d'Égypte à un niveau de pauvreté inconnu même sous le roi Farouk.

Une conférence internationale conçue pour légitimer les intérêts sécuritaires de l'apartheid israélien en échange d'un « bantoustan » palestinien ne peut jamais être viable, sauf si une direction palestinienne devait donner à ce plan une coloration protectrice. Un tel résultat ne ferait que confier à l'OLP la tâche peu enviable de contrôler le peuple palestinien et de convertir l'autodétermination en une autre triste réplique des régimes de vente de pays qui affligent les masses arabes – de la Jordanie à la Syrie et de l'Égypte au Golfe.

Il y a quelques années à peine, aucun nationaliste palestinien n'aurait osé s'associer à un effort aussi flagrant pour trahir les longues années de lutte pour l'autodétermination et l'émancipation palestiniennes, sans parler de traduire la cause palestinienne en un plaidoyer pour un rôle dans préserver le statu quo dans la région – avec sa misère écrasante et son exploitation implacable et sa subordination au contrôle impérialiste américain.

Ceux qui soutiennent qu'il est pratique de proposer une solution à deux États parce que ce plan est plus susceptible d'être accepté sont coupables, décence mise à part, de ce que C. Wright Mills a appelé le « réalisme fou ».

Il n'y a jamais eu aucune composante du mouvement sioniste – de sa « droite » nominale à sa « gauche » autoproclamée – qui ait accepté l'État palestinien sous quelque forme que ce soit compatible avec l'autodétermination.

Un exemple révélateur des dangers pour la révolution palestinienne d'une proposition de « mini-État » vient de la plume de Jérôme M. Segal, chercheur à l'Université du Maryland et fondateur du Comité juif pour la paix israélo-palestinienne.

Segal, qui représente l'aile « gauche » du mouvement sioniste, écrit ce qui suit dans un article du Los Angeles Times du 16 février 1988 intitulé, Un État palestinien sert aussi les intérêts des Israéliens :

Ironiquement, de toutes les alternatives, un État palestinien indépendant en Cisjordanie et à Gaza est la seule solution qui sert le mieux la sécurité israélienne...

Un État palestinien serait la satisfaction la plus complète possible des exigences du nationalisme palestinien... Il gagnerait le soutien de l'OLP et est la seule base probable sur laquelle l'OLP renoncerait formellement au droit de retourner sur les terres et les villages perdus en 1948. En tant qu'incarnation reconnue de la cause palestinienne, seule l'OLP peut faire des compromis au nom des Palestiniens...

Un État palestinien serait un mini-État démilitarisé. Il serait complètement enfermé par Israël d'un côté et la Jordanie de l'autre. Aucun ravitaillement ou force militaire ne pouvait l'atteindre sans passer par Israël ou la Jordanie.

La politique étrangère d'un tel mini-État serait dominée par ses liens avec l'économie israélienne et par ses réalités de sécurité nationale. En cas de guerre, son existence même serait menacée... Israël ne serait pas sérieusement menacé si les hostilités éclataient...

Pour Israël, un État palestinien n'est pas une perspective charmante. C'est tout simplement mieux que les alternatives.

L'appel de Segal à ce qui équivaut à un « État palestinien croupion en Cisjordanie » est une parodie de l'autodétermination palestinienne.

En effet, loin d'être prêts à abandonner le contrôle de la Cisjordanie et de Gaza, les sionistes – comme le précisent Ben Gourion, Dayan et Oded Yinon – sont trop occupés à préparer la conquête du Koweït.

Le jour où les droits africains ou palestiniens seront garantis avec la sanction de l'apartheid en Afrique du Sud ou par Israël sioniste sous contrôle américain sera le jour où nous apprendrons que Caligula était un disciple de Jésus, Hitler a embrassé Marx et Bull Conner, les yeux levés au ciel, scandé : « Nous vaincrons ».

Pendant ce temps, les torturés, les mourants, les opprimés ne peuvent se permettre les fantasmes de leurs amis réformistes « pratiques » ; le prix de telles illusions se paie dans le sang. L'« État palestinien croupion » de la vision de George Ball sera exploité pour les privilégiés sur le dos des pauvres palestiniens. Ces dirigeants palestiniens qui embrassent cette entité concoctée - sur le modèle des exemples inspirants des cheikhs dépendants du Golfe et des Bantoustans d'Afrique du Sud - deviendront les Tchang Kai-cheks, les Tshombes et le roi Hussein de la Palestine souffrante. Les droits du peuple palestinien ne pourront jamais être avancés de cette manière.

Pour une Palestine laïque démocratique

En 1968, vingt ans après la création de l'État colonial d'Israël, le mouvement de résistance palestinien a formulé sa demande d'autodétermination dans l'appel au remplacement de l'État d'Israël par une Palestine indépendante et unitaire.

L'aile majoritaire de l'Organisation de libération de la Palestine, le Fatah, a présenté le programme pour l'établissement d'une « Palestine démocratique et laïque ». Ce slogan appelait au démantèlement de l'État sioniste israélien et à l'établissement d'un nouvel État en Palestine dans lequel juifs, chrétiens et arabes vivraient sur un pied d'égalité sans discrimination.

Ce qui était remarquable dans cette proposition courageuse, c'est que (1) elle rejetait catégoriquement tout accommodement ou reconnaissance de l'État sioniste ; et (2) il a rejeté la proposition d'un « mini-État » palestinien en Cisjordanie et à Gaza.

Le président de l'OLP, Yasser Arafat, a décrit sa proposition comme suit dans une remarquable biographie écrite par le journaliste Alan Hart :

Nous disions « non » à l'État sioniste, mais nous disions « oui » au peuple juif de Palestine. Nous leur disions : « Vous êtes les bienvenus pour vivre sur notre terre, mais à une condition : vous devez être prêts à vivre parmi nous en égaux, pas en dominants. »

J'ai moi-même toujours dit qu'il n'y a qu'une seule garantie pour la sûreté et la sécurité du peuple juif en Palestine et c'est l'amitié des Arabes parmi lesquels ils vivent. [187]

Un document soumis par l'organisation Fatah d'Arafat au deuxième Congrès mondial sur la Palestine en septembre 1970 énonce encore plus clairement le profil d'une Palestine démocratique et laïque. Le document du Fatah de 1970 déclare :

La Palestine d'avant 1948 - telle que définie pendant le mandat britannique - est le territoire à libérer... Il devrait être assez évident à ce stade que la nouvelle Palestine discutée ici n'est pas la Cisjordanie occupée ou la bande de Gaza ou les deux. Ce sont des zones occupées par les Israéliens depuis juin 1967. La patrie des Palestiniens usurpés et colonisés en 1948 n'est pas moins chère ou importante que la partie occupée en 1967.

En outre, l'existence même de l'État oppresseur raciste d'Israël, basé sur l'expulsion et l'exil forcé d'une partie de ses citoyens, même d'un petit village, est inacceptable pour la révolution. Tout arrangement accommodant l'État colon agresseur est inacceptable et temporaire...

Tous les juifs, musulmans et chrétiens vivant en Palestine ou exilés de force auront droit à la citoyenneté palestinienne... Cela signifie que tous les juifs palestiniens – actuellement les Israéliens – ont les mêmes droits à condition, bien sûr, qu'ils rejettent le chauvinisme raciste sioniste et pleinement d'accord pour vivre en tant que Palestiniens dans la nouvelle Palestine... C'est la conviction de la révolution que la majorité des Juifs israéliens actuels changeront d'attitude et souscriront à la nouvelle Palestine, surtout après l'appareil étatique oligarchique, l'économie et l'establishment militaire sont détruits. [188]

Rôle de la bureaucratie soviétique

La bureaucratie soviétique a vivement réagi à la tentative du Fatah de transformer l'OLP en un mouvement révolutionnaire avec un programme et une stratégie visant à mobiliser les masses et à les gagner pour une transformation révolutionnaire d'un régime de colons.

Selon Alan Hart, dont la biographie d'Arafat a été « écrite en coopération avec Yasser Arafat et les hauts dirigeants de l'OLP », les dirigeants soviétiques ont dit à Arafat qu'ils étaient pleinement attachés à l'existence de l'État d'Israël et qu'ils n'avaient pas la moindre intention de soutenir ou d'encourager la milice ou la capacité militaire palestinienne. [189]

Deux des principaux dirigeants du Fatah, Khalid al-Hassan et Khalil al Wazir (Abu Jihad), se sont rendus à Moscou pour expliquer le programme du Fatah. Ils quittèrent Moscou, pour citer Khalid al-Hassan, « avec la nette impression que les Palestiniens ne recevraient le soutien soviétique pour leur cause que lorsqu'ils seraient prêts à accepter l'existence d'Israël à l'intérieur des frontières comme ils l'étaient à la veille du [juin 1967] Guerre des Six Jours. [190]

« Parce que nous commençons nous-mêmes à être éduqués sur la réalité de la politique internationale », se souvient Hani al-Hassan, le frère de Khalid, « nous avons réalisé que nous ne pouvions pas espérer faire avancer notre cause sans le soutien d'au moins une des deux superpuissances. Nous avons frappé à la porte des États-Unis et de leurs alliés occidentaux et nous n'avions reçu aucune réponse, alors nous avons voulu essayer avec les Soviétiques. Nous n'avions pas le choix. [191]

Retraite vers la position de « Mini-État »

Les dirigeants du Fatah ont vite perdu toute confiance dans la possibilité de soutenir le programme politique qu'ils avaient jadis proclamé – celui d'une Palestine démocratique et laïque pour laquelle ils avaient prévu de lutter en mobilisant les masses palestiniennes et juives.

En février 1974, un document de travail de l'OLP a été formulé qui s'est retiré de ce programme. Le document proposait « d'établir une autorité nationale sur toutes les terres qui peuvent être arrachées à l'occupation sioniste ». [192]

Arafat et la majorité de ses collègues du Fatah s'étaient maintenant engagés à travailler pour un "règlement" négocié qui obligerait le peuple palestinien à accepter la perte "pour toujours" de 70% de sa patrie d'origine en échange d'un "mini-État" sur la Cisjordanie et Gaza.

Arafat a ouvertement reconnu que l'ensemble du peuple palestinien était opposé à cette politique. Alan Hart écrit :

Arafat et la plupart de ses collègues supérieurs de la direction savaient qu'ils avaient besoin de temps pour le vendre à la base du mouvement de libération. Si, en 1974, Arafat et ses collègues avaient ouvertement admis la véritable ampleur du compromis qu'ils étaient prêts à faire, ils auraient été répudiés et rejetés par une majorité facile de Palestiniens. [193] [c'est nous qui soulignons]

Arafat était maintenant engagé dans une voie dans laquelle il ne pouvait pas dire la vérité à son propre peuple sur la ligne politique que lui et ses collègues avaient adoptée. Les mots sont ceux de Yasser Arafat :

Notre tragédie à l'époque était que le monde refusait de comprendre qu'il y avait deux aspects, deux côtés, à la question de ce qui était possible. Premièrement, il y avait la question de ce qu'il était possible pour les Palestiniens de réaliser en termes pratiques - étant donné que les deux superpuissances [c'est nous qui soulignons] étaient attachées à l'existence d'Israël...

Mais il y avait aussi la question de savoir ce qu'il était possible pour la direction palestinienne de persuader son peuple d'accepter. Lorsqu'un peuple réclame la restitution de 100 % de ses terres, il n'est pas si facile pour les dirigeants de dire : « Non, vous ne pouvez prendre que 30 %. » [194]

La disparité entre la posture publique et la pratique privée est devenue la pierre de touche de la pratique politique de l'OLP à cette époque, avec une confusion et une démoralisation considérable parmi les masses qui en découlent. Arafat est franc à ce sujet :

Vous me dites et vous avez raison, que notre position publique sur le compromis que nous étions prêts à faire était ambiguë pendant de nombreuses années alors que nous sensibilisions notre peuple à la nécessité du compromis. Mais je dois aussi vous dire que notre véritable position a toujours été connue des gouvernements du monde, y compris le gouvernement d'Israël.

Comment ? À partir de 1974, voire à partir de la fin de 1973, certains de nos peuples ont été officiellement autorisés à entretenir des contacts secrets avec des Israéliens et avec des personnages importants en Occident. Leur responsabilité était de dire en secret ce qu'à l'époque nous ne pouvions pas dire en public. [195] [soulignement ajouté]

Cette politique clandestine a été menée pendant cinq ans, de 1974 à 1979, sans aucune connaissance ni approbation des membres élus du Conseil national palestinien. Cela a nécessité des manœuvres diplomatiques et du lobbying.

Il fallait également, pour citer Alan Hart, « déjouer et déjouer ceux [de la 'gauche' de l'OLP] qui s'opposaient au 'mini-État'. » Hart explique :

S'il avait été mis à l'épreuve des négociations réelles par Israël entre 1974 et 1979... Arafat n'aurait pas pu apporter la paix sur la base de la formule du « mini-État » sans diviser l'OLP [196]

Mais amener la « gauche » à acquiescer s'est avéré être comme pousser une porte ouverte. Et au moment du Congrès national palestinien de 1979, George Habache et le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) avaient approuvé le plan du « mini-État ». En effet, en 1979, toutes les composantes de l'OLP avaient adopté l'appel à un « mini-État » sur la Cisjordanie et Gaza. À partir de 1974, toutes les ailes de l'OLP avaient démontré qu'elles étaient incapables de formuler une stratégie révolutionnaire indépendante pour la lutte palestinienne.

S'adresser à la classe ouvrière juive

Comme le document du Fatah de 1970 le notait à juste titre, l'avenir de la lutte du peuple palestinien est lié à une stratégie politique qui s'adresse aux Juifs israéliens et qui les appelle à se joindre aux Palestiniens dans une lutte pour une Palestine démocratique et laïque.

En effet, au sein de l'État sioniste, 68 % de la population des colons est composée de Juifs orientaux (principalement sépharades). Ils viennent de pays appauvris, dont beaucoup ont souvent des régimes rétrogrades.

La grande masse des Juifs orientaux est pauvre. Ainsi, les moyens qui sont utilisés pour les réduire économiquement et politiquement sont les mêmes que ceux utilisés dans n'importe quel ghetto, barrio ou quartier ouvrier aux États-Unis ou ailleurs.

Les Juifs orientaux n'ont les mêmes droits en vertu de la loi israélienne - en termes formels. Voici le problème : en Israël, après la 9e année, il y a des frais spéciaux qui rendent les études secondaires très coûteuses. Cela signifie, en pratique, que seul un infime pourcentage de Juifs orientaux poursuit des études supérieures. Les Juifs orientaux représentent 10 % des étudiants universitaires et 3 % des diplômés universitaires. Cela découle de l'exploitation économique.

Leur représentation politique ne reflète pas leur proportion de la population. Les Juifs orientaux ne détiennent qu'un sixième des sièges à la Knesset [Parlement israélien]. Elie Eliachar, un éminent leader de la communauté orientale et ancien membre de la Knesset, a expliqué que même cette représentation est nominale. En effet, les députés orientaux représentent « des partis politiques entièrement ashkénazes auxquels ils doivent seule allégeance plutôt que la communauté sépharade-orientale ». « Cela, écrit-il, fait de la démocratie israélienne une simple caricature. » [197]

Il ne doit cependant pas y avoir de malentendu. Les Juifs orientaux sont très souvent sionistes. Il serait trompeur d'en parler sans préciser que les Israéliens, comme toutes les puissances impérialistes et coloniales, ont utilisé l'approche diviser pour régner pour les gérer.

Les Juifs orientaux ont un statut socio-économique très précaire en Israël. Ils ne sont que légèrement mieux lotis que les Palestiniens eux-mêmes. Un Juif d'Irak, du Maroc ou du Yémen est d'ailleurs un Arabe d'origine religieuse juive. Dans les mœurs, les manières, les coutumes et l'apparence, ils sont comme leurs frères et sœurs musulmans et chrétiens. Ils subissent également des discriminations. Les sionistes tentent continuellement d'inculquer la haine raciste aux Juifs orientaux pour les masses palestiniennes.

Lorsque de jeunes juifs orientaux sont envoyés combattre au Liban ou en Cisjordanie et à Gaza, leurs yeux s'ouvrent sur la politique de guerre d'Israël. Ils reviennent à la même situation économique et sociale misérable qu'ils ont endurée avant leur départ. C'est ce qui avait conduit dans les années passées au développement d'un mouvement des Black Panthers dans les bidonvilles séfarades et aux débuts d'une radicalisation parmi les séfarades. Il y a une rage à peine sous la surface, et un de ces jours l'explosion se produira au sein de la communauté sépharade. C'est inévitable.

Lorsque le peuple palestinien commence à se mobiliser, cela ne peut que parler de la condition de la classe ouvrière juive. Il appartient à une direction révolutionnaire palestinienne de s'adresser aux Juifs avec une vision d'une Palestine démocratique et laïque. Avec le temps, les ouvriers juifs répondront à la mobilisation palestinienne. La première étape consiste à penser : « S'ils peuvent le faire, nous aussi. » La seconde est de chercher des alliés. C'est la voie vers un mouvement révolutionnaire antisioniste.

Crise du leadership révolutionnaire

Malgré les formidables opportunités révolutionnaires au cours des dernières années, la direction de l'OLP s'est montrée incapable de développer une stratégie pour la mobilisation en Palestine des masses palestiniennes et juives contre l'État sioniste.

Ni la direction « modérée » de Yasser Arafat, ni la direction « progressiste » des Fronts populaire et démocratique, ni les rebelles « dissidents » du Fatah n'ont formulé une stratégie pour le peuple palestinien indépendante des régimes capitalistes pourris de la région.

Les dirigeants de l'OLP à un moment s'attirent les faveurs de l'impérialisme et de ses agents, les régimes vendeurs de pays de l'Est arabe, et à un autre moment se livrent à des actes de force aléatoires. Chaque cours est conçu, à tort, pour inciter l'impérialisme à approuver l'établissement d'un « mini-État » palestinien.

Mais ces régimes – de la Syrie à la Jordanie en passant par l'Égypte – considèrent la révolution palestinienne comme un danger clair et présent. Ils comprennent que la lutte extraordinaire de la nation palestinienne – même sous la direction nationaliste de l'OLP – est un rappel à leur propre peuple souffrant de ce qui doit être fait et qui est sur le chemin.

Une direction palestinienne révolutionnaire devrait lutter, comme beaucoup le font, pour le démantèlement de l'État israélien.

L'assassinat de Khalil al-Wazir (Abu Jihad) le 17 avril 1988 était un message clair adressé à l'aile Fatah de l'OLP et aux gouvernements arabes. Il est pratiquement impossible, maintenant, pour cette direction de projeter de manière plausible un « règlement » avec Israël. Leurs attentes de négociations qui pourraient aboutir à une certaine forme limitée d'autodétermination palestinienne se sont révélées illusoires. L'intention israélienne était de provoquer une réponse armée au sein du soulèvement ; en effet, une provocation mise en scène par les services de renseignement israéliens au nom de l'Intifada n'est pas exclue. Car le programme sioniste de base est de dépeupler la Palestine, et la couverture de la guerre est nécessaire pour effectuer une fois de plus une expulsion massive des Palestiniens.

La presse israélienne a unanimement attribué l'opération d'assassinat aux unités de commandos de la marine israélienne et au Mossad, un assaut impliquant une trentaine de personnes. Davar a rapporté le 18 avril que la décision d'assassiner Abu Jihad a été approuvée au niveau du cabinet alors que le secrétaire d'État George Shultz était à Jérusalem et a été prise après avoir reçu le feu vert des États-Unis.

L'éditorial de Davar confirme que l'assassinat doit être "attribué aux ministres Shamir, Rabin et Peres". [198] Davar a rapporté que le Premier ministre Yitzhak Shamir « a sauté de joie »

en apprenant la nouvelle et a envoyé des télégrammes de félicitations à chacun des auteurs. Shamir avait déjà commis de tels meurtres dans le passé, notamment contre le médiateur des Nations Unies, le comte Folke Bernadotte, le 17 septembre 1948. Une telle opération, avec toutes ses implications, ne pouvait se produire sans la sanction américaine. Il révèle la vraie nature des propositions de « paix » de Shultz. Ils servent de couverture aux préparatifs pour écraser le soulèvement et pour une nouvelle guerre.

La mort tragique d'Abu Jihad est particulièrement instructive dans son timing. Le Mossad a eu la capacité d'assassiner des personnalités importantes, telles qu'Abu Jihad, dans le passé. Son assassinat équivaut à une déclaration de guerre. Il souligne, une fois de plus, la nécessité d'une nouvelle stratégie de la part d'une direction palestinienne révolutionnaire, basée sur un programme politique dirigé vers les masses palestiniennes et juives pour le remplacement de l'État sioniste.

La voie à suivre

Les masses palestiniennes sont en mouvement. L'extraordinaire volonté de lutte de l'ensemble de la population a montré qu'il n'y a pas de retour en arrière. L'Intifada doit se concentrer sur les caractéristiques spécifiques de l'oppression et les contester en réclamant la terre, en plantant des cultures interdites, en creusant des puits et en suspendant le travail tout en exigeant un retrait israélien inconditionnel.

Une direction palestinienne révolutionnaire devra concevoir un programme pour l'intérieur de la Ligne verte qui s'adresse aux Juifs en Israël ainsi qu'aux musulmans et aux chrétiens. En bref, ce qui est nécessaire, c'est un modèle pour une société post-sioniste qui inspire les gens et associe les inégalités de leur vie avec l'État sioniste.

Comme l'État sioniste est à la fois une espèce de domination de classe capitaliste et une extension du pouvoir impérial américain dans la région, la lutte contre le sionisme devient, par programme, une lutte pour une Palestine socialiste et, alors que l'aube suit la longue nuit, une lutte pour un Orient arabe socialiste – de la Méditerranée au Golfe.

Une OLP fidèle à sa promesse d'une Palestine démocratique et laïque inclurait dans sa direction les Juifs antisionistes qui ont combattu l'État colonisateur. De cette façon, les masses juives elles-mêmes pourraient voir qui parle vraiment pour elles et qui leur offre une issue à la guerre perpétuelle, à l'insécurité et aux privations.

Un appel clair pour une Palestine démocratique et laïque est essentiel pour unir les forces sociales de masse capables de démanteler l'État sioniste et de le remplacer par une société humaine dédiée à la fin de l'oppression de classe et nationale.

Le mouvement révolutionnaire palestinien ne peut avancer qu'en élaborant une nouvelle stratégie basée sur la combinaison de la lutte nationale palestinienne avec la lutte des travailleurs et des paysans de tout le Moyen-Orient pour la libération de la domination capitaliste et impérialiste - pour un Moyen-Orient socialiste.

Il n'y a pas de raccourci vers la libération, comme l'a montré l'épreuve centenaire du peuple palestinien. La route de la victoire ne sera raccourcie que lorsqu'une direction surgit qui

connaît sa direction et propose la voie dans un langage qui enrôle le peuple, le mobilise en son propre nom et expose sans crainte les faux dirigeants dangereusement sur le chemin.

La réponse palestinienne aux schémas sionistes et impérialistes se trouve dans les jets de pierres des enfants de Jabaliya, du Beach Camp, de Balata et de Dheisheh. Car cela, comme Jabotinsky a été obligé par eux de le reconnaître, est un peuple, un peuple vivant – pas une populace, mais un peuple conscient qui se bat à coups de pierres et de frondes contre la quatrième puissance militaire du monde.

Nous leur devons, à tout le moins, fidélité à leur lutte révolutionnaire, qui ne pourra jamais être complète tant qu'elle ne s'étendra pas de la Méditerranée au golfe Persique, du ruisseau d'Égypte à l'Euphrate - et, comme le proclament à jamais leurs oppresseurs sionistes, " et au-delà".

Notes

186a. Los Angeles Times, 17 janvier 1988.

187. Cité dans Alan Hart, Arafat : Terrorist or Peacemaker (Sidgwick et Jackson, édition révisée), p.275.

188. Cité dans Documents of the Palestine Resistance Movement (New York: Merit pamphlet, Pathfinder Press, 1971). La déclaration complète du Fatah a également été publiée dans le numéro du 16 octobre 1970 du journal The Militant.

189. Hart, p.279.

190. Idem., p.277.

191. Idem., p.278.

192. Idem., p.379.

193. Idem., p.379.

194. Idem., p.379.

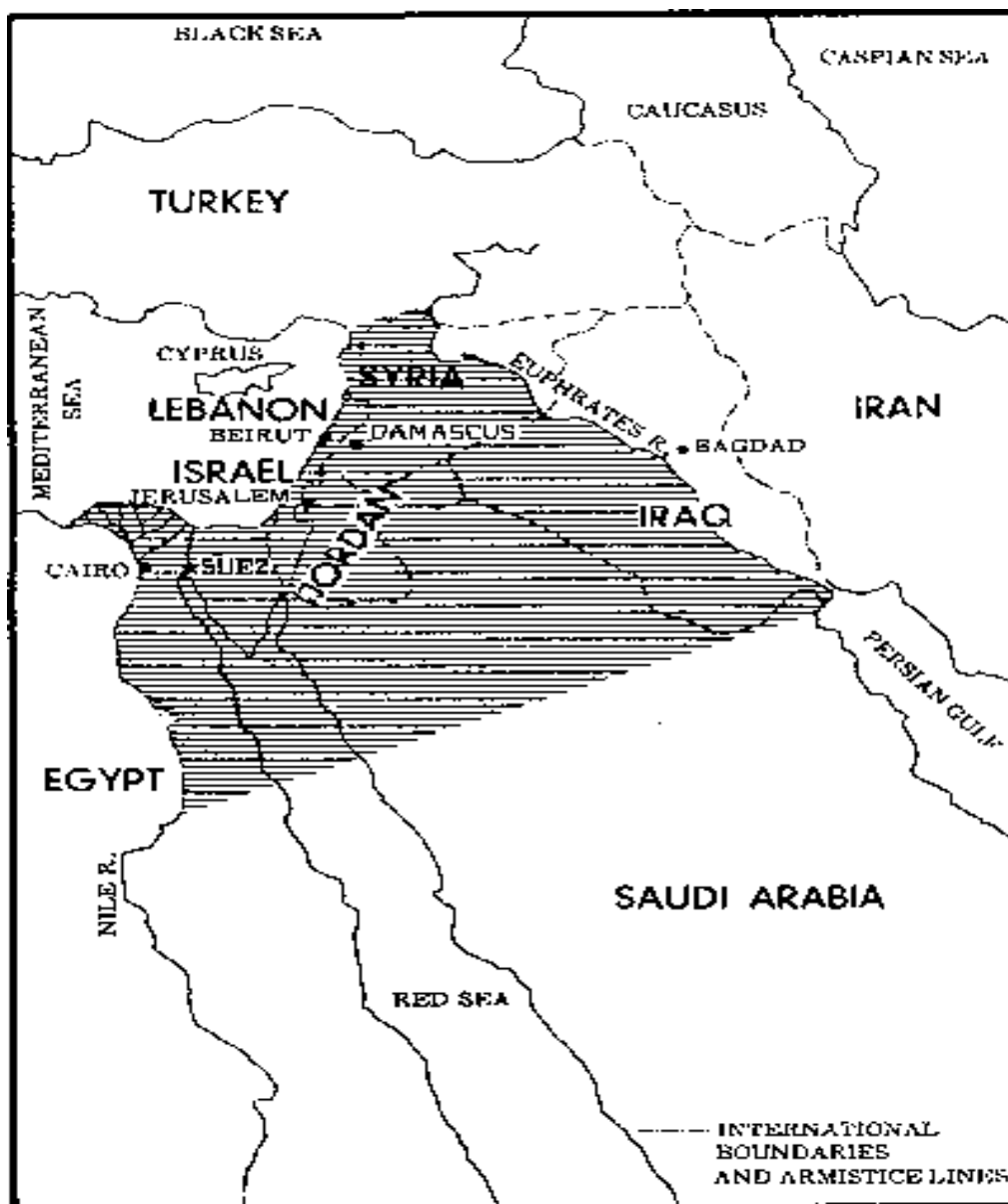
195. Idem., p.379.

196. Idem., p.379.

197. Naseer H. Aruri, Les Juifs orientaux d'Israël, le sionisme et le racisme, p.113.

198. New York Times, 18 avril 1988.

L'Israël de Théodore Herzl (1904) et du rabbin Fischmann (1947)



Dans son **Complete Diaries**, Vol.II, Page 711, **Theodor Herzl**, le fondateur du sionisme, dit que le territoire de l'État juif s'étend : « *Du ruisseau d'Égypte à l'Euphrate* ».

Le rabbin Fischmann, membre de l'Agence juive pour la Palestine, a déclaré dans son témoignage devant la commission d'enquête spéciale de l'ONU le 9 juillet 1947 :

La Terre Promise s'étend du fleuve d'Égypte jusqu'à l'Euphrate. Il comprend des parties de la Syrie et du Liban.